

REFLEX *AS*

numéro 39 • juin 1993 • 20 francs

POLICE : de l'insécurité

IMMIGRATION

QUAND
PASQUA
FABRIQUE DES
NON-CITOYENS

CES ANCIENS FACHOS
QUI NOUS GOUVERNENT

CES JEUNES
FACHOS

QUI NOUS
GOUVERNERONT
PEUT-ETRE...

europa : AUTRICHE, EUROPOLICE



Qu'est-ce que REFLEX ?

REFLEX est une association qui a pour objectif de lutter contre le racisme, le fascisme, les idées et pratiques sécuritaires et xénophobes. Dans ce cadre, nous élargissons nos activités à toutes les mesures de répression prises par l'État français : prison, discrimination vis-à-vis des populations étrangères, contre les peuples en lutte (basque, corse, kanak, etc.). Notre lutte n'est pas simplement hexagonale et nous accordons une grande place à l'Europe.

Notre choix de combattre sur ces terrains ne signifie pas que nous nous désintéressons des autres questions qui se posent dans notre société : Tiers-monde, environnement social, économique... Mais nous savons que nous ne pouvons répondre et agir sur tous les terrains à la fois. D'autres associations le font. Et nous souhaitons qu'elles se renforcent. A certains moments, des rencontres peuvent s'opérer et entraîner des discussions et des actions communes.

Nous luttons pour la constitution d'un mouvement social reposant sur des collectifs de base auto-organisés dont l'objectif est de reconstruire des espaces autonomes et des contre-pouvoirs. Réoccuper l'espace social, réinvestir le tissu associatif, établir des solidarités, mettre en place des structures alternatives nous semblent des tâches décisives pour élaborer une force qui, au-delà de l'antifascisme, pose les jalons d'une autre société.

Depuis sept ans, nous avons travaillé avec le mouvement culturel alternatif, sans pour autant réduire nos contacts et nos actions à celui-ci. Mais il est vrai que, de par ses modes de fonctionnement, ses idées et ses pratiques, nous étions très proches.

Demain, nous continuerons ce travail en l'élargissant.

ETRE MEMBRE DE REFLEX

Notre association ne peut vivre que par ses adhérents. En effet, nous ne bénéficions d'aucune subvention et nous n'en demandons pas. Appartenir à REFLEX, c'est être d'accord avec ses objectifs et participer à la propagation des idées et des actions qui sont contenues dans le journal et dans l'association. C'est agir dans son quotidien, à l'intérieur d'associations, de collectifs, individuellement dans les lieux que nous fréquentons.

C'est participer aux campagnes de solidarité, aux actions, aux manifestations, etc. C'est participer avec sa personnalité à l'action collective.

FONDER UN GROUPE REFLEX

REFLEX n'a pas pour objectif de créer autour de lui une identité organisationnelle. C'est dans ce sens que nous travaillons avec les Scalps et avec d'autres groupes d'une façon non-concurrentielle. Pour nous, il s'agit de créer un mouvement qui repose sur l'entraide et la mise en commun de ses forces et de ses outils.

Fonder un groupe REFLEX, c'est donc renforcer son action (en tant qu'association, collectif, individu) par l'outil REFLEX qui existe maintenant depuis six ans (information, documentation, actions, initiatives, campagne de solidarité). C'est aussi reprendre les objectifs de l'association et le faire connaître. C'est participer aux initiatives nationales de l'association, en les reprenant dans son coin. C'est avoir du matériel à sa disposition.

Pour en savoir plus, écrivez à REFLEX qui se fera un plaisir de vous répondre.

À noter, pour suivre de plus près l'actualité de la vie des groupes appartenant au Réseau national antifasciste, la parution d'un nouveau mensuel, No Pasaran, qui, laissant à REFLEXes le soin d'analyses plus précises, essaye de faire circuler l'information pour permettre une mobilisation active sur les luttes en cours et à venir.

Pour tout courrier, écrire à **REFLEX**

NO PASARAN!

edito

Ces anciens fachos qui nous gouvernent

page 4

Ces jeunes fachos qui peut être nous

gouverneront

page 6

Malcolm X

page 13

Livret Europe

pages 15 à 29

Nouvelle :

Destroy, dit-il

page

30

Les mois s'écoulent et se ressemblent depuis quelques temps sans que la morosité qui les caractérise ne semble vouloir prendre fin. Cela explique que les éditoriaux de Reflexes apparaissent calqués d'un numéro sur l'autre. Or est-il possible de sortir de ce pessimisme ambiant (et justifié...) lorsque l'on constate que même les personnages les plus ridicules de la farce démocratique libérale ne nous font plus rire, même jaune ?

Ainsi en va-t-il de C. Pasqua lorsqu'il pratique un comique de répétition qui n'amuse que lui. Aux crimes sécuritaires de 1986 ont répondu ceux d'avril-mai 1993, à la mise en scène «Black War» et la rafle qui l'avait suivie a répondu la mise en scène «H.B.» et la rafle parmi nos camarades de l'APEL et de Quilombo. Seule innovation : E. Schmitt, abattu lors de la prise d'otages de Neuilly... Mais la logique est la même : "Force doit rester à la Loi" dit un ministre de l'Intérieur badin, satisfait puisque "Tout s'est bien fini : les enfants ont été libérés, l'homme est mort !".

En tout état de cause, tous ces crimes, toutes ces manœuvres d'intimidation ne font que traduire à l'échelle nationale un renforcement sécuritaire et policier qui est l'un des piliers de la construction européenne. Ainsi les très médiatiques tirs à balles réelles par la police sur des manifestants au Danemark (11 blessés graves) ou lachers de chiens d'attaque aux Pays-Bas (35 blessés graves) ne font-ils que masquer des évolutions plus profondes et significatives. C'est le cas du principe de libre-circulation des personnes qui, dans le traité de Schengen, était censé non seulement équilibrer les mesures de renforcement policier mais surtout servir de gage progressiste pour le dit traité. L'annonce par M. Lamassoure, ci-devant ministre chargé des Affaires européennes, que cette clause de libre-circulation était suspendue jusqu'à nouvel ordre signifie que désormais la seule lecture possible du traité sera surrépressive : la forteresse Europe que nous dénonçons depuis des années n'est plus un fantôme : les policiers en ont rêvée, les politiciens l'ont faite... Première catégorie touchée : les populations immigrées d'origine extra-européenne qui, aussi bien en Allemagne qu'en France profitent dans leur vie de tous les jours des bienfaits de l'harmonisation des législations : droit d'asile, regroupement familial, droits sociaux... (Il n'y a pas que la forme des concombres ou la chasse à la palombe qui sont touchées par ce phénomène !). Toutes ces mesures n'ont finalement qu'un seul objectif : faire avaler aux populations autochtones la vaste offensive antisociale dont l'aspect le plus spectaculaire est la suppression du salaire minimum préconisée par l'OCDE à l'échelle européenne...

De fait, à partir de tous ces éléments, notre réflexion ne saurait échapper à cet aspect répétitif : poussée de fièvre fasciste, climat sécuritaire, citoyenneté... Citoyenneté, climat sécuritaire, poussée de fièvre fasciste. Il nous faut concilier urgence et long terme. Ainsi citoyenneté et nationalité, en rejoignant le thème de l'identité, entrent-ils dans ce type de démarche. L'émergence du principe de la nationalité au siècle dernier qui culmine avec la loi de 1889 s'est faite à partir de la notion, non d'identité, mais d'intérêt, en particulier économique et social, aussi bien pour les Français de souche que pour l'Etat. Or un siècle plus tard, on observe un mouvement similaire : les politiciens tentent de préserver l'unité du tissu social sur le dos des populations immigrées, la préférence nationale revendiquée ou soumise remplaçant ainsi une véritable réflexion sur les problèmes d'identité française ou étrangère, sur qu'est-ce qu'être français lorsqu'il est clair qu'il existe un gouffre entre un urbain et un rural, français tous les deux, au regard des références communes unissant deux urbains, français et étranger.

Or il se pose un problème de public susceptible d'être touché par ces thèmes. On assiste à une situation d'hégémonie culturelle des valeurs libérales (économie) et autoritaires (politique) dans la société civile, hégémonie relayée par l'Etat. 60 % des étudiants envisageant les prochaines années comme un avenir radieux en est un signe on ne peut plus manifeste !

Tous ces problèmes doivent nous stimuler... Comme on disait à une époque : « Ce n'est qu'un combat, continuons le débat ! »

L'idéologie de la sécurité

page 31

La citoyenneté dans une civilisation en crise

page 35

Lois racistes et

code de la nationalité

3

page 39

Notes de lecture

page 41

Interview d'ASSASSIN

page 42

Ces anciens fachos qui nous gouvernent

Comme l'extrême gauche (trotskiste ou maoïste...) a pu fournir au Parti socialiste de nombreux députés et membres de l'appareil, l'extrême droite a servi pendant longtemps de réservoir de cadres pour la droite. Qui sont-ils ?

Pour les militants activistes, les partis établis étaient le seul débouché (jusqu'à l'installation du FN dans la vie politique). La droite a recyclé trois générations de militants d'extrême droite qui se retrouvent aujourd'hui aux postes de commande des partis ou de l'État. La première génération sera celle des partisans de l'Algérie française (Hubert Bassot, Alain Griotteray, Jean Taoussan...), la deuxième (Patrick Devedjan, Gérard Longuet, Alain Madelin...) vient d'Occident. Ce n'est qu'après l'échec du Parti des Forces Nouvelles, ou celui du GUD que certains activistes rallieront la droite classique (Gérard Ecorcheville, Alain Robert, Philippe Guignache, José Bruneau de la Salle, Hervé Novelli, Serge Didier, Guy Teissier...). Le passage vers l'extrême droite ne s'est pas fait directement, la plupart de ces anciens fascistes a été retraits par "la machine Albertini". Sous ce terme on désigne les instituts (Institut d'Histoire Sociale (IHS), Institut Supérieur du Travail (IST), la Revue *Est-Ouest*) fondés par Georges Albertini, un ancien collaborateur cadre du Rassemblement national populaire ; l'obsession de ces boîtes à penser est l'anticommunisme ; ce qui est une passerelle idéale entre la droite, l'extrême droite voire même une partie de la gauche anticommuniste¹. Roland Gaucher écrira à propos de ces institut "Tout ce que je puis dire à ce sujet, c'est qu'un certain nombre de ces récupérés (Madelin, Ecorcheville, Van Ghele...Nicolas Tandler) sont passés par la machine à laver ultra-silencieuse de feu Albertini et de l'IST"².

L'autre centre de retraitement des activistes d'extrême droite est le Centre National des Indépendants (et Paysans) ; créé en 1949, ce parti permit à d'anciens pétainistes de se refaire une virginité politique ; constitué de notables, il végéta jusqu'au milieu des années 1970 où après avoir été violemment gaulliste il se rapprocha du RPR. À la fin des années 1970 et pendant les années 1980, il accueillit de nombreux activistes, en particulier du Parti des Forces Nouvelles. Alain Robert, Hervé Novelli, Philippe Guignache, Yves Van Ghele, entre autres, sont passés par le CNIP avant de rejoindre la droite clas-

sique. Le CNIP était le carrefour idéal et nombre de personnalités d'extrême droite en ont été membres : Pierre Sergent (avant le FN), Yvon Briant (après le FN), Michel de Rostolan (avant le FN)...

Deux partis vont largement accueillir les anciens fascistes, au RPR on trouvera le plus d'activistes d'extrême droite auprès de Charles Pasqua (Patrick Devedjan, Bruno Tellenne, Jean Taoussan, Jean Jacques Guillet...) ainsi qu'à l'UDF ; c'est au Parti Républicain que l'on retrouve Alain Griotteray, Hubert Bassot, Alain Madelin, Gérard Longuet, Guy Tessier, Serge Didier, Hervé Novelli. Une fois ralliés à la droite, leurs ascensions seront diverses mais certains atteindront des postes-clés.

Les sinistres ministres

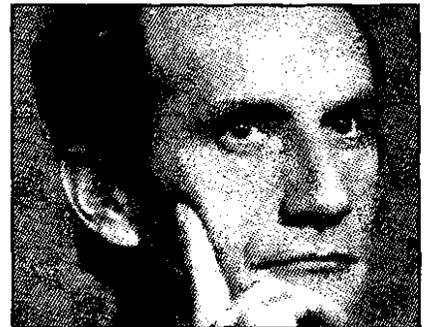
Alain Madelin, né le 26 mars 1946 à Paris, en 1963 il est à la Fédération des



Etudiants Nationalistes où il est responsable de l'action militante, il sera blessé à l'entrée du Lycée Turgot dans une bagarre entre lycéens communistes et membres de la FEN. De 1964 à 1968 il fonde et anime le mouvement activiste Occident, il sera membre du commando d'Occident qui attaqua le 12 janvier 1967 des étudiants de gauche à Mont Saint-Aignan : cette attaque fera un blessé grave. Il quitte Occident juste avant mai 1968 pour rallier deux ans plus tard Albertini à *Est-Ouest*. Il est directeur de publication du journal

antisocialiste *Spécial Banlieue* lors de la campagne présidentielle de 1974. Ce journal financé par le patronat est créé par la société SERVICE dirigée par cinq anciens d'Ordre nouveau dont Gérard Penciolelli³. Il rallie les Républicains Indépendants devient l'adjoint de Hubert Bassot, puis secrétaire national, avant d'être élu député en 1978, 1981, 1986, 1988 et 1993. Ministre en 1986, il l'est à nouveau en 1993. Il est membre, comme Margaret Thatcher, du Mont-Pèlerin, association néolibérale adepte des théories de Milton Frydman.

Gérard Longuet, fondateur d'Occident comme son compère Madelin il y est



chargé de la doctrine, il fonde le GUD, puis quitte Occident avant 1968. Il est actionnaire de la société SERVICE spécialisée dans les coups politiques anticommunistes et antisocialiste. Lui aussi, membre du Parti républicain, sera ministre en 1986 et en 1993. C'est un proche d'Alain Madelin.

Les députés

Charles Millon président du groupe UDF à l'Assemblée nationale, militait pour l'Algérie française. A vingt ans en 1965 il est membre du club contre-révolutionnaire l'Astrolabe de Michel Delsol. Il fonde en 1966 le club Charles Péguy puis dirige en 1968 le mouvement autonome des étudiants lyonnais. C'est un catholique pratiquant, favorable à la peine de mort et opposé à l'avortement.

Alain Griotteray est né en 1922 et sera



résistant pendant la Seconde Guerre mondiale. Favorable à l'Algérie française, il sera en 1963 actionnaire et cofondateur de Minute. Depuis 1978 il est éditorialiste au Figaro-magazine.

Serge Didier élu député de la 3e circonscription de la Haute-Garonne, est né le 24 octobre 1951 ; c'est un ancien du groupe solidariste Mouvement Jeune Révolution et du Groupe Action Jeunesse ; par ailleurs il était l'organisateur toulousain des réunions de Nouvelle Ecole. Il est membre du Parti républicain, adjoint du maire de Toulouse depuis 1983 et conseiller régional depuis 1986.

Philippe de Villiers, député de Vendée, principal animateur du mouvement de



droite extrême "Combat pour les valeurs" était en 1968 royaliste tendance Restauration nationale.

Guy Tessier. Le député de la 6e circonscription des Bouches-du-Rhône est un ancien officier parachutiste et membre du Parti des Forces Nouvelles avant de rentrer en 1978 au Parti républicain. Il est conseiller général depuis 1982, maire du sixième secteur de Marseille de 1983 à 1989 et conseiller municipal. Il est élu député en 1988, mais à la suite de l'annulation, il est battu par Bernard Tapie en janvier 1989.

Hervé Novelli. Né le 6 mars 1949 à Paris, serait un des fondateurs d'Ordre nouveau, il quitte le PFN pour le CNIP avant de rejoindre le Parti républicain dont il sera désigné secrétaire en 1992. Il fut chef de cabinet d'Alain Madelin.

Yann Piat. Cette ancienne du Front national auquel elle avait adhéré en 1972 fut la seule élue du FN en 1988, ce qui lui vaudra une place au bureau politique. Exclue peu après, elle est réélue dans la 3e

circonscription du Var avec 53,7% des voix en 1992.

Hubert Bassot est un ancien militant d'extrême droite. Partisan de l'Algérie française, il sera directeur du journal *l'Esprit public* (journal créé en 1960 pour servir de relais politique à l'OAS-Méto). Il participe en 1963 à la création du Rassemblement pour l'Esprit public qui se voulait le prolongement légal des partisans de l'Algérie française. En 1965 il soutient la candidature de Tixier-Vignancourt puis celle de Jean Lecanuet avant de rejoindre deux ans plus tard les Républicains indépendants. Conseiller de Giscard, il est l'intermédiaire entre les activistes de l'ex-Ordre nouveau et les Républicains indépendants pour les services d'ordre. Député depuis 1978.

Les Conseillers

Charles Pasqua semble avoir une prédilection pour recruter ses conseillers dans l'extrême droite. En effet en 1988 on trouve dans son cabinet :

Bruno Tellenne, son nègre pour ses discours les plus musclés, animateur du groupe Jalons ; il est aujourd'hui resté au Sénat.

Jean Taousson était chargé des relations avec les Français musulmans. Ancien de l'OAS c'est un des amis de Pierre Lagailarde il est aussi un lobbyiste efficace pour l'Afrique du Sud.

Patrick Devedjan, chargé des relations entre l'état-major du RPR et les fédéra-



tions. C'est un ancien d'Occident.

En 1992 il va recruter :

Jean-Jacques Guillet, proche d'Occident, c'est un ami de Pierre Pasqua (le fils de Charles).

Alain Robert. Animateur d'Occident (créé en 1964) il a fait partie du commando qui avait attaqué le 2 juin 1964 le cinéma "le Savoie". Il participe à la tendance européeniste et nationaliste ; en 1966, il est responsable du service d'ordre et membre du comité central, il dirige le

GUD en 1968. Il est condamné à un an de prison avec sursis pour avoir attaqué un groupe d'étudiants de gauche à Mont-St-Aignan près de Rouen. Responsable d'Ordre nouveau, il participe à la création du Front national, il en sera secrétaire général le 5 octobre 1972. Après la dissolution d'Ordre nouveau, il crée Faire Front puis le PFN, avant de rejoindre le CNIP. Animateur du Mouvement national des élus locaux, il s'occupe au cabinet de Pasqua des relations avec les collectivités territoriales.

William Abitbol, lui aussi est un ancien d'Occident. Ami de Guillet et de Pasqua fils, il est président de l'agence Marianne conseil en stratégie et études d'opinion.

Les seconds couteaux

On peut citer dans cette liste :

Philippe Guignache, CNI, ami d'Alain Robert ; c'est un ancien du GUD.

José Bruneau de la Salle : ancien d'Ordre nouveau (il a été membre du Bureau politique) il rejoint le PFN (membre du Comité central) il a été conseiller d'arrondissement à Paris sur une liste RPR.

Yves Van Ghele : basé à Aulnay-sous-Bois, cet ancien phalangiste libanais est membre du CNI et ami d'Alain Robert.

Tous ces anciens activistes assurent que leurs engagements à l'extrême droite étaient des erreurs de jeunesse. Mais ils n'ont rejoint la droite que parce que l'extrême droite ne leur fournissait pas de débouchés politiques. C'est maintenant pour une grande part le FN qui attire les transfuges de la droite extrême. Qui peut nous assurer que ces anciens fascistes ne rallieront pas à nouveau l'extrême droite si celle-ci est capable de leurs fournir des postes satisfaisant leurs ambitions politiques. Le cas de Gérard Ecorcheville est éclairant. Cet ancien d'Occident fondateur du GUD participa à l'aventure d'Ordre nouveau (il sera même membre du Conseil national d'ON en 1970). Retraité par la machine Albertini, il se rapproche du RPR via Alain Robert (dont il est le beau-frère) ; élu RPR à Gennevilliers, il annonce lors d'une campagne municipale qu'il ne verrait aucun inconvénient à voter pour le candidat du FN si celui-ci le devançait au premier tour. Il rallia ensuite le Front National. ■

1 Ainsi André Bergeron a présidé l'Institut Supérieur du Travail cf René Monzat *Enquête sur la droite extrême* p. 279.

2 RLP Hebdo n°139 janvier 1984 cité par René Monzat op. cit. p. 281.

3 Aujourd'hui patron de presse proche du FN (*Minute, Le Choc du mois, Enquête sur l'histoire...*)

Ces jeunes fachos qui peut-être, nous gouverneront...



L'évolution électorale du Front national n'est pas l'élément le plus important pour jauger la progression du parti et encore moins pour juger de l'évolution des nationalistes et fascistes, de la diffusion de leurs idées. Mais l'évolution des stratégies du FN, montre la progression idéologique du parti ainsi que son ascension sur l'échelle du but toujours présent : l'arrivée au pouvoir.

Depuis sa création en octobre 1972, le FN semble persuadé qu'il trouvera son électorat dans les couches dites populaires de la société et développe la stratégie adéquate.

Message simple ("CSG : je paye, tu payes, ils touchent !" désignant par là-même le bouc émissaire) et politique de comptoir, le plus souvent basée sur l'affect ("La vie d'un criminel compte-t-elle plus que celle d'un enfant ?") Cette stratégie donnera des résultats mais elle n'apportera que peu de cadres au parti en lui-même.

Jusque-là hostile aux implantations en milieu culturel, à la différence de la "nouvelle droite", le FN, inquiet du manque de renouvellement de ses cadres, a finalement décidé d'aller les chercher, comme tous les autres partis, dans les lycées, universités et grandes écoles.

C'est donc fort logiquement qu'en août/septembre 1987, J.M Le Pen et Carl Lang (ex-président du FNJ), décident de s'implanter réellement au sein de la jeu-

nesse en créant dans les facs et les lycées des organisations proches du FN, capables de divulguer leurs idées mais surtout capables de recruter des militants, futurs cadres du parti lorsqu'il "arrivera au pouvoir".

Peu habitué aux implantations de ce style, le FN par l'intermédiaire du Front national de la Jeunesse (organisation créée en 1974 mais qui vivotera jusqu'à la percée de Le Pen) préfère dès 1987 infiltrer l'organisation de droite-extrême, très proche du RPR qu'est l'UNI (Union nationale inter-universitaire). Cette stratégie permettra de prendre conscience des réalités du milieu éducatif, de préparer une stratégie de séduction différente de celle plus simpliste développée dans les quartiers, mais aussi, de créer les futures conditions d'implantation d'organisations officiellement rattachées au FN. Il faudra entre autres faire éclater au sein de l'UNI des débats et dissensions capables d'influencer, de créer des fractures, de radicaliser une partie de ses militants, de BANALISER les idées d'extrême droite...

Cette stratégie se traduira par l'élection, en 1991, 1992 et 1993 à Brest, de la présidente du FNJ local, candidate du FN pour les municipales de 1989 et les cantonales de mars 1992, en tant que représentante de l'UNI au conseil d'UFR de Droit. Il faut ajouter à cela l'infiltration de groupuscules d'extrême droite style le GUD (Groupe Union Défense/ Droit), le GAJ (Groupe Action Jeunesse)...

Mais l'activité des nationalistes frontistes ne se limitera pas à une simple infiltration puisque, durant près de trois ans, ils vont rédiger un programme pour un Renouveau lycéen et étudiant (R.L - R.E). On verra alors apparaître, on ne sait par quel miracle (UNI), des tracts et brochures signés Renouveau étu-

diant, nettement plus radicaux. Aucune raison de croire à l'époque, pour quelqu'un de non averti, que c'est un sous-marin du FN tellement le discours en est différent, et la thèse du nouveau groupuscule est la plus souvent retenue. Fait éminemment étrange, aucun contact ni adresse ne figure en bas de ces documents durant ces trois années. Ce n'est qu'en 1990 que l'on verra apparaître l'adresse de la rue de la Clergerie, ex-siège du FN, mais on est alors entré dans la deuxième phase d'implantation.

Cette première étape aura donc vu l'infiltration de l'UNI comme base arrière, permettant la banalisation des idées du FN et capable de créer par la suite les conditions d'implantation des futures organisations frontistes (stratégie d'ailleurs appliquée au niveau national envers le RPR¹). La radicalité des propos tenus par Renouveau étudiant a ainsi ouvert le chemin de la banalisation au FN dont le discours ne choquera pas, apparaîtra comme raisonnable en comparaison de celui de Renouveau.

Mais c'est également une période de prise de contact avec les organisations "à la droite de l'UNI" et le départ de la constitution d'un réseau reliant les différents groupes de la droite radicale mais également le monde des jeunes (lycées, facs, organisations culturelles...) et celui du FN, par l'intermédiaire du Conseil scientifique, de l'Institut de formation nationale et des Cercles (entreprises, cabinets, professions...)

C'est en septembre 1989 que J.M Le Pen et Carl Lang décideront qu'il est "maintenant temps d'entendre la voix de la droite nationale dans les lycées et universités", c'est à dire en clair, de passer à la seconde étape d'implantation.

"Alors que 18% des jeunes Français ont fait confiance à J.M Le Pen en 1988, il est maintenant temps que tous les étudiants nationalistes, d'où qu'ils viennent, se fédèrent pour réaliser ce véritable barrage à la gauche et à la droite toujours trop molle" (Marcial Bild, président du FNJ, 11 mai 1990).

Il va ainsi naître une fédération de groupes

6



nationalistes au sein des universités et lycées, et cela en dépassant le cadre trop étroit du FN. Cette exigence prend en compte la réalité des implantations nationalistes dans les universités et affirme déjà un constat d'échec sur les capacités d'implantation du FN en milieu culturel. Mais l'évolution du Réseau semble ensuite facile et rapide et prend son véritable essor lors du Congrès du FNJ de 1990, date à laquelle tous les FNJ prétendent "travailler à pied d'oeuvre pour réaliser cette coordination". Le rapport des villes "bénéficiant" d'une implantation du FNJ est dans son ensemble plus que positif puisque chaque ville prétend avoir fédéré en moyenne trois groupes jusque-là isolés, rivaux... (L'Étincelle juillet 1990)

Ce résultat se confirme tout d'abord à la vue de la décomposition de l'UNI qui perd ses adhérents au profit du FN tout en radicalisant son discours et ses actions. À Sceaux (Hauts-de-Seine), les effectifs militants de l'UNI (une quinzaine) sont tombés à cinq alors que l'AEI, appellation locale du Renouveau, créée en février 1990 par Michel Murat², engrangeait une cinquantaine d'adhérents. À Nancy, le responsable local de l'UNI représentait le FN aux cantonales de mars 1992. Tandis qu'à Montpellier (Hérault), toute l'UNI, président en tête, passait dans le camp lepéniste !

Mais le résultat se voit également à la vue du rapprochement de groupes d'extrême droite jusque-là rivaux. C'est entre autres le cas du GUD qui bénéficiait jusque-là d'un rapport de force en sa faveur (ils mettaient des claques aux "bouffons du FNJ"). Il se montrera par la suite très docile, allant même jusqu'à servir de "troupe de choc" lorsqu'il s'agira d'imposer la présence d'une organisation frontiste en faisant régner la peur. L'aboutissement de cette union, verra des membres du Renouveau parisien et du GUD, attaquer ensemble le 16 février la fac de Nanterre, et le 31 mars la fac de Tolbiac.

Cette stratégie ne s'est bien évidemment pas décidée démocratiquement entre tous les FNJ puisque Carl Lang avait nommé quelques mois plus tôt "au mérite", Christophe Degrave de lancer et défendre l'idée d'un réseau reliant tous les groupes d'extrême droite, quels que soient les courants dont ils font partie, et ainsi placer des organisations nationalistes dans toutes les universités.

Pourquoi Degrave ? Pour la simple et unique raison qu'il est le meneur du groupe de "francs-tireurs" qui, sous le nom de Liste Indépendante des Étudiants de Droite (LIED), ont rapporté au FNJ ses premiers succès électoraux (1990). En plaçant 11 élus dans différents conseils avec près de 30% des voix en droit et plus de 50% en médecine, le groupe rouennais montrait le chemin à suivre. "Jusqu'ici nous avions mal appréhendé notre capacité à nous implanter dans le milieu universitaire mais aujourd'hui nous sommes en droit d'affirmer qu'en 1991 nous serons présents dans toutes les universités" (M.Bild).

C'est donc au mérite que Degrave est d'un

coup propulsé à la tête du programme d'implantation du FNJ qu'il va mener avec tout "l'enthousiasme nationaliste" qui le caractérise !

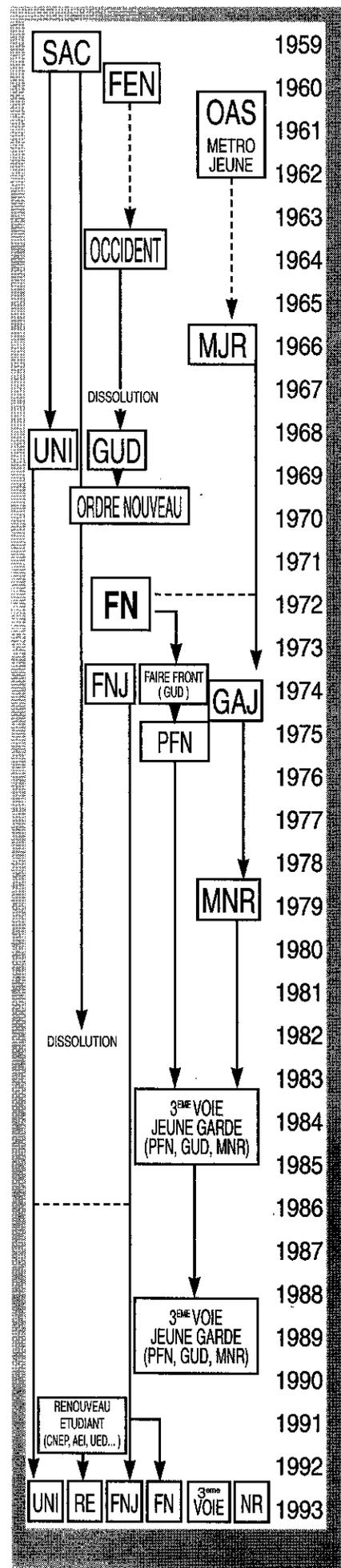
Développant, peut-être trop d'ailleurs, l'idée d'une confédération de tous les groupes d'extrême droite quelles que soient leurs tendances, on verra naître dans les années 1992 et 1993 des fédérations régionales.

C'est fort logiquement le cas à Lyon où va naître le Cercle National des Étudiants de Lyon (CNEL). Dans une ville où les universités sont parfois fréquentées par des enseignants révisionnistes ou membres du FN, il n'a pas été dur de mettre en pratique les bonnes idées de Degrave. Il est, paraît-il, essentiel de "repérer dans un premier temps les gauchistes puis de prendre contact avec le personnel enseignant ou administratif, souvent proche de nous en droit et en économie". Ce sera effectivement le cas à Lyon où le FNJ local se servira des profs en les invitant à des meetings sur des thèmes aussi divers que "l'école unique et le mythe égalitaire" ou "l'Europe entre Identité et Indépendance". Et les profs de les remercier en organisant avec l'aide du Centre d'histoire et d'analyse politique de l'Université de Lyon III, des colloques réunissant des membres du GRECE et des intégristes catholiques proches du FN³.

Des profs ! Non, rassurez-vous, ce ne sont que Bruno Gollnisch-Flourens, membre du Bureau politique du FN, directeur national aux études et argumentaires, adhérent du Cercle Renaissance depuis 1973, et Pierre Vial⁴, 50 ans, pilier du GRECE depuis sa création, professeur agrégé d'histoire médiévale, conseiller régional Rhône-Alpes, conseiller municipal de Villeurbanne, membre du Comité central du FN, de la Direction générale, du Comité national des Français juifs, du Centre d'études et argumentaires (CEA) et responsable du social au sein du FN. Certes, ils sont tout deux profs à l'Université de Lyon III, membres du Conseil scientifique du FN et chargés d'aider Degrave pour l'assaut du FNJ sur les facs ! Ils peuvent également compter sur les précieuses aides de Georges Pinault⁵ et Bernard Notin⁶, également profs à l'université de Lyon III.

C'est ensuite le cas à Paris où naît le 27 février 1990 dans les locaux d'Entreprise moderne et Liberté⁷, le Cercle national des Étudiants de Paris (CNEP), comprenant le Cercle national des grandes écoles, le Cercle national Science-Po, l'Union des Étudiants de Droite (UED) d'Assas et de Malakoff ainsi que l'Association indépendante des Étudiants de Sceaux (AIE). Le cercle parisien est en 1990 dirigé par Régis le Poitevin de la Croix-Vaubois, Habib Haddad (appelez-moi Richard !), Claude Baret du Couderc, Nathalie Stirbois, Marine Le Pen...

Progressivement le CNEP va s'agrandir avec le Cercle national Dauphine (avril 1991), le Cercle national Sorbonne (février 1991) et va engranger quelques succès électoraux jusqu'à l'élection en mars 1991



Les futurs cadres du Front national...

BUREAU POLITIQUE DU CNEP EN 1990

- REGIS DE LA CROIX-VAUBOIS *PARIS II ASSAS*
- SABINE DE VILLEROCHÉ *PARIS II ASSAS*
- RICHARD HADDAD *PARIS IV SORBONNE*
- ERIC FORMAL *PARIS VII JUSSIEU*
- MARIE-LAURENCE GINISTY *PARIS IX DAUPHINE*
- MARIE-ANTOINETTE LABROSSE *PARIS V RENE DESCARTES*
- CLAUDE BARET DU COUDERT *INSTITUT ETUDE POLITIQUE*
- NATHALIE STIRBOIS *PARIS II ASSAS*
- CHRISTOPHE MACHARD *PARIS IV SORBONNE*
- FRANCOIS MENARD *ESME*
- GUILLAUME BERNARD *PARIS II ASSAS*
- PAUL DE LA GORCE *INSTITUT ETUDE POLITIQUE*
- MARINE LE PEN *PARIS II ASSAS*

BUREAU POLITIQUE DU CNEP DEPUIS NOVEMBRE 92

- PRESIDENT : HABIB/RICHARD HAODAD
- SECRETAIRE GENERAL : MARIE-LAURENCE GINISTY
Titulaire d'une maîtrise de gestion à Dauphine et étudiante en Licence de Droit à Nanterre
- RESPONSABLE PROPAGANDE : J. GUILLAUME DUMORTIER Étudiant en Maîtrise de gestion à Dauphine
- RESPONSABLE COMMUNICATION : SABINE DE VILLEROCHÉ Étudiante en DEA de Droit à Assas et présidente de l'UED-Assas
- TRESORIER : STEPHANE DE LASSUS
Titulaire d'une Maîtrise de droit et étudiant en 3ème année à Science-Po

CERCLE NATIONAL ASSAS (Février 91 et Mars 91)

- Elus conseils centraux : Charles-Henry d'ELLOY

Stéphane de LASSUS

Nathalie COUTURE
• Elue conseils d'UFR : Sabine de VILLEROCHÉ

Nathalie STIRBOIS

CERCLE NATIONAL DES GRANDES ECOLES (NOV 92)

- Président : Marc BOURGADE
- Secrétaire Général : Jean-Benoît RAYER

CERCLE NATIONAL MALAKOFF (92/93)

- RESPONSABLES :
Jean Marc BOISSIER (jusqu'en Nov 92)
Jacques SEGOUFFIN dit CARTIER (depuis nov 92)

CERCLE NATIONAL NANTERRE (92/93)

- Marie Laurence GINISTY *3ème année Droit*
- Bruno DAUGERON *1ère année Droit*
- Claude BARET DU COUDERT *4ème année Droit*
- François AUFRAY *DEA Droit*
- Eric CANTEL *CAP. 2ème année*
- Habib/Richard HADDAD *4ème année SP*
- Romain FERLA *3ème année Droit*

CERCLE NATIONAL DAUPHINE (NOV 92)

- Président : Jean-Marc DUMORTIER

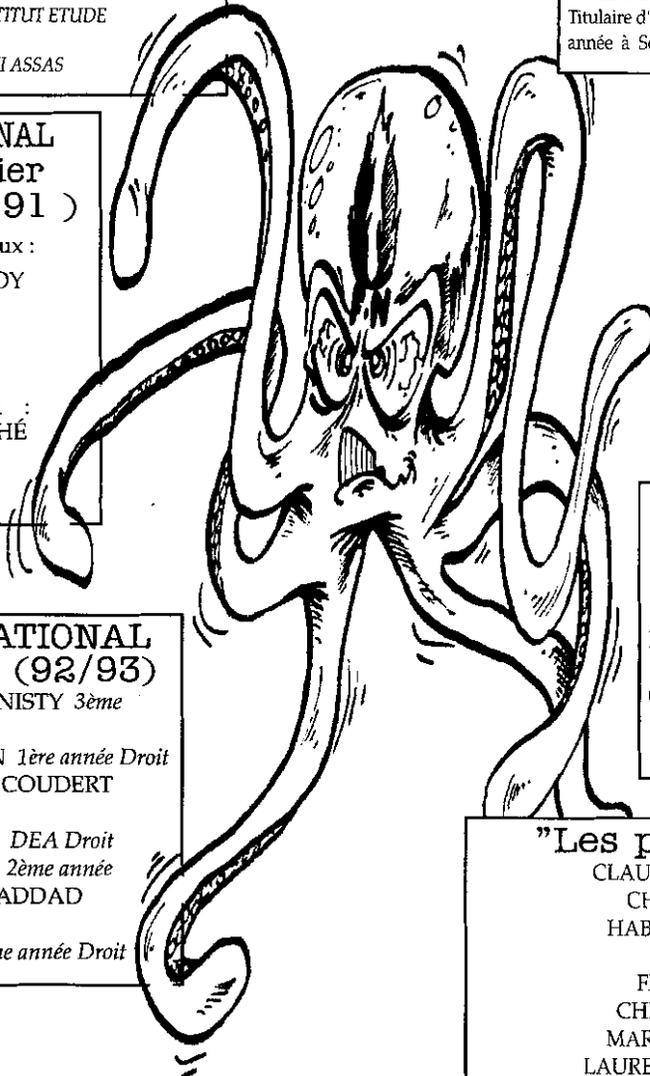
"Les plumes du FNJ"

CLAUDE BARET DU COUDERC
CHRISTOPHE DEGRAVE
HABIB/RICHARD HADDAD
YVES DUPONT
FRANÇOIS MAXENCE
CHRISTOPHE BOULOGNE
MARIE-LAURENCE GINISTY
LAURE BAECKEROOT-PROUVOT
JEAN-MARC BOISSIER
SÉBASTIEN ET NICOLAS CROCHET
OLIVIER LAMBERT-TRAMOND

CERCLE NATIONAL SORBONNE (92/93)

Ghilain de CASTELBAJAC / Dominique CHABOT
Bénédicte HEON / Guillaume TROUVÉ
Alban FOUCHER / Thibaud LEVEL

Stéphanie AUFRAY / François AUFRAY
Carine CHABRIER / Véronique DELLA MASSA
Sabine De VILLEROCHÉ / Nicolas HERMELIN
Guénaël LE BRAZIDEC / Richard MALVASIO
Jacques SEGOUFFIN / Emile ZAKHIA
Richard HADDAD / Stéphane PATÈS



de Régis Le Poitevin de la Croix-Vaubois au Conseil Régional des Oeuvres Universitaires et Sociales (CROUS) avec 7% des voix. Cette date sonnera d'ailleurs le début de la débâcle.

En effet l'année suivante, fort de ses résultats électoraux, le CNEP tentera de prendre les autres facs de Paris. Il essaiera ainsi de créer le Cercle national Nanterre avec l'espoir de se présenter aux élections. Sachant la tâche difficile, c'est Marie-Laurence Ginisty, ex-présidente du Cercle national Dauphine (maîtrise de gestion) et Habib/Richard Haddad, principal animateur du CNEP depuis deux ans puisqu'il est chargé de mission au FNJ et responsable de l'argumentaire, qui se chargeront de l'implantation.

Mais c'était faire un pas de trop et cette nouvelle tentative d'implantation allait soulever un élan de dénonciation et d'opposition. Les élections universitaires de Nanterre furent annulées par deux fois par les antifascistes radicaux de Paris, alors qu'à Assas et à la Sorbonne, le CNEP (CNS) se prenait une formidable gifle électorale ! (cf tableau)

Tant qu'ils se contentaient d'être présents dans les facs plutôt de droite, ils surclassaient leurs camarades de l'UNI et ne dérangeaient pas trop mais dès qu'ils eurent envie de s'agrandir, la réaction a permis de mettre au grand jour l'arrivée du FN dans les facs et a interdit le chemin de la banalisation aux nationaux frontistes.

Aujourd'hui, le Cercle parisien semble donc avoir du mal à trouver son second souffle et à conserver son unité.

Reste que cette expérience aura formé bon nombre de militants, de cadres qui, leurs cursus universitaires aujourd'hui terminés, militent au FN.

Finis le temps des petits, ce sont aujourd'hui de vrais "hommes politiques" ! On revoit alors Régis le Poitevin de la Croix-Vaubois, 25 ans le 24 juin, habitant du 16ème arrondissement de Paris, conseiller régional FN dans la Nièvre, assistant parlementaire diplômé de l'IEP (Science-Po), administrateur au CROUS et successeur en tant que président d'honneur du CNEP de Marine Le Pen. Il faut dire que ce dernier est adhérent au FN depuis 1984, il avait 15 ans et demi !

Quant à Marine Le Pen, elle était candidate du FN aux dernières élections à Neuilly-sur-Seine. Alors que Michel Hubault, 30 ans, licencié d'histoire à la Sorbonne, lieutenant de réserve (Prytanée militaire), membre fondateur du Cercle Science-Po, préfère militer au sein du groupe des Droites européennes.

Martial Bild (31 ans), est lui adhérent du FN depuis 1980, licencié d'histoire à l'Université de Tolbiac, il collectionne les postes puisqu'il est membre du Bureau politique du FN, attaché parlementaire européen, conseiller régional d'Ile-de-France, conseiller municipal de Rosny-sous-Bois, animateur de la radio Le Pen, secrétaire général à l'information et à la communication interne, délégué national aux actions catégorielles et trésorier du Mouvement Jeunesse d'Europe !⁸

N'oublions pas bien sûr, Samuel Maréchal, président du FNJ depuis novembre 1993, présent depuis plusieurs années sur les listes électorales du FN à Nantes puisqu'il est le petit protégé de René-Marie Bouin⁹.

Quant aux futures promotions, il semble que Gwénael Le Brazidec ait, avec l'échec de Habib Haddad, le vent en poupe au sein du FN et pourrait devenir (s'il se tient bien !), responsable de l'Ile-de-France.

Mais cette liste est bien loin d'être exhaustive¹⁰, ce qui porterait à dire qu'au-delà des reflux électoraux que l'ensemble du FNJ a pu enregistrer ces derniers temps, le FN trouve aujourd'hui un écho chez les jeunes et remplit ainsi son objectif de trouver et former de jeunes cadres, futurs dirigeants du parti.

Comment ne pas s'étonner de tels résultats lorsque l'on connaît la réticence du FN à s'implanter dans des milieux culturels, la pauvreté et la simplicité des réflexions qu'il mène sur le système éducatif et la forte place déjà tenue par des groupes rivaux comme le GUD ? La rapidité des réponses données à ces problèmes et l'évolution stratégique qui s'est ensuite opérée sont des facteurs bien plus importants

pour juger de l'évolution idéologique et de l'enracinement du parti. C'est dans une analyse largement différente que le FNJ a réussi à s'implanter de façon à trouver rapidement des cadres.

Certes, le but poursuivi par le FNJ n'était d'emblée pas le même que celui du FN puisque ce dernier court, comme les autres partis, après quelques voix éparpillées par-ci par-là, alors que le FNJ sert à former les futurs cadres et a pour objectif de faire avancer les idées et les valeurs du Front en les faisant connaître, version intellectuelle, à la future élite de la nation. Familiarisant, banalisant ainsi la présence et les idées d'un mouvement d'extrême droite dans l'aquarium universitaire, dans le monde culturel. L'obtention d'une représentativité électorale ou le nombre d'actions menées ne peuvent plus être les seuls critères pris en compte. Les professeurs¹¹ et les personnels administratifs affirment de plus en plus ouvertement ou revendiquent, avec fierté, d'être du FN ou proche du FN. Ils n'hésitent plus non plus à prendre la parole dans des meetings, à donner leurs précieux avis au président de la fac lorsqu'il s'agit de sécurité, de drogue, d'invasion d'étudiants étrangers, à tenir

Le Front national et l'éducation scolaire

Depuis un demi siècle, l'éducation, et avec elle les enfants, les adolescents et les parents, a été victime d'une sorte de Yalta intérieur : à la gauche social-syndicaliste se confie la "formation" des esprits, à la droite la gestion des affaires économiques.

Ce partage a eu non seulement à l'enseignement, aujourd'hui profondément dégradé, mais aussi à la droite qui s'est fait déposséder durablement du pouvoir au profit de la gauche.

La capitulation de M. Chirac et Devaluel en décembre 1986 en est la plus belle illustration. René Monory, à son tour de jassa, a vu son déclin de la plus étonnante façon. François Desit reprendra dans les classes de primaire de nombreux élèves qui, dans le passé, avaient été formés par le Front national en 1947.

C'est une révolution culturelle que tente que l'éducation subisse ces 15 ans-tentative de former un nouveau niveau, déraciné, cosmopolite, ignorant les matières traditionnelles (histoire, en désintéressant à l'enseignement de l'histoire, au lieu de mettre en oeuvre des pédagogies vivantes). Pour ces raisons et bien d'autres, on

il faut mettre un terme à la décomposition de notre système éducatif. Ce qui implique que l'école n'ait plus pour vocation première d'assurer l'éducation des enfants en lieu et place des parents et ainsi ne doive plus se substituer à la famille. Son rôle doit se limiter à l'éducation des jeunes Français, à la transmission de l'héritage culturel de la nation et à la promotion de l'émulation, de la rigueur, du mérite.

Mais pour cela il faut libérer l'école de la mainmise syndicale et bureaucratique, donner l'entière autonomie aux établissements scolaires, diversifier les ressources des établissements, créer des universités indépendantes, améliorer la compétence des maîtres afin d'assurer la discipline et la sécurité dans les établissements scolaires, réhabiliter les enseignements qui confortent l'identité nationale, protéger l'école des méfaits de l'immigration, confier l'enseignement professionnel aux professionnels, rétablir l'instruction civique et les cours de morale garantissant la neutralité de l'enseignement public, réaffirmer les valeurs françaises de l'effort, du mérite et de la moralité.

Le Front national

Programmes pour la jeunesse de la France - Front national - Programme de gouvernement, Editions Nationales

Née le 12 Juillet 1969 et adhérente au Front depuis 1986. Cette ancienne élue aux Conseils universitaires de Jussieu, puis d'Assas, de 1988 à 1992 est aujourd'hui une grande fille ! En effet, en dehors du fait qu'elle gère un cabinet d'assurances avec son époux (lui-même ancien candidat du FN) et qu'elle a une petite fille de dix mois, Tatiana était candidate FN aux dernières élections dans le fief de Mitterrand, Château-Chinon dans la Nièvre. Elle pense pouvoir y être le "symbole de la renaissance de la jeunesse française".



TATIANA GUYENOT et son tchador Hermès

des propos racistes ou révisionnistes. Autant ne pas parler de leurs cours !

Ce n'est donc plus dans les instances de pouvoir du type conseil d'administration qu'il faut s'enquérir de la nuisance frontiste mais plutôt dans les lieux d'influence, là où s'élaborent les recherches, les décisions, là où se forme l'élite de demain. Laisant ainsi, un temps soit peu, de côté la bonne vieille violence qui doit "faire peur" et "ouvrir le passage", il apparaît semble-t-il plus intéressant de tenter de pénétrer dans ces hautes sphères et tenter de rendre culturellement hégémonique la pensée d'extrême droite. Rien n'empêche bien sûr, quand la cause le mérite, d'avoir recours à des opérations "coup de poing". Ce fut ainsi le cas à Tolbiac et à Nanterre où, poursuivis par des antifascistes parisiens, neuf militants du CNEP et du GUD, dont Lalun, De Molder et Puisségurd, seront interpellés par la police avec barres de fer, flingues à grenailles et tracts du CNEP.

Ainsi les FNJ, tout en n'abandonnant pas totalement le militantisme de Papa, semblent considérer qu'étant censés s'implanter dans un milieu culturel il doivent adopter une stratégie spécifique, proche de celle de la "nouvelle droite". Alain de Benoist, membre fondateur du GRECE (Groupe de recherches et d'études sur la civilisation européenne), étroitement lié à la "nouvelle droite" a toujours considéré qu'il fallait influencer l'orientation idéologique de la société et être présent là où se façonne l'opinion publique, à commencer bien évidemment par les médias, mais aussi les universités et grandes écoles ! Le GRECE se dotera alors de deux revues, *Nouvelle École* puis *Éléments*, en en faisant des lieux de rencontre et de discussion, des "laboratoires idéologiques", destinés tant à attirer les sympathisants de droite qu'à séduire les soi-disants adversaires de gauche.

Le FNJ tentera de faire de même avec la revue des Droites européennes *L'Europe des Patries* et son bulletin interne *L'Étincelle*. On y verra des auteurs comme Vial, Mabire, Yves Dupont¹² et Alika Lindbergh¹³ mais également des jeunes du FNJ comme

Claude Baret du Couderc et Christophe Degrave y faire l'éloge du racisme différentialiste, de "l'intégrisme de la différence".

N'oublions pas non plus que la nouvelle droite a depuis longtemps trouvé une audience dans les universités où elle a mis en place des réseaux inter-disciplinaires qui organisent des colloques. Ainsi, c'est de Lyon que partira la dynamique des jeunes frontistes sur les facs, là où ces réseaux montrent, avec la précieuse aide de Vial et Notin, le plus d'efficacité.

Mais les similitudes ne s'arrêtent pas là car lors de la percée du FN dans les années 1980, la "nouvelle culture", appelée par ses adversaires, "nouvelle droite" subira de sérieux revers.

D'après le livre de Camus et Monzat¹⁴ la nouvelle droite a été pillée idéologiquement par le FN avec entre autres, l'arrivée des solidaristes de Stirbois incluant certains éléments fascistes, et elle semble aujourd'hui avoir réagi à cette situation en développant deux axes majeurs :

- tenter d'influencer malgré tout l'orientation idéologique du FN, à défaut de pouvoir en contrôler la direction. Ainsi, selon Monzat, "le GRECE apparaît de facto comme un des trois piliers de l'école de formation du Front national, avec l'équipe de Présent et avec les membres du Club de l'Horloge : il joue donc un rôle significatif dans l'équilibre interne du parti". Et Monzat communique une liste des membres du GRECE appartenant aussi au "conseil scientifique" et à l'Institut de Formation nationale du FN. Ces deux groupes entretiennent des rapports privilégiés avec le FNJ dont ils forment les militants lors de "stages de formation". Tout comme l'Université d'été du FNJ, ces stages se déroulent le plus souvent à Neuvy-sur-Barangeon dans la résidence de Roger Holleindre avec comme principaux professeurs : Pierre Vial, Jean-François Jalkh¹⁵, Chritaine Pigacé, Jean-Claude Bardet, rédacteur en chef d'*Identité* (revue du Conseil scientifique).

- poursuivre son objectif de toujours par l'intermédiaire autonome d'Alain de Benoist et de sa revue *Krisis* c'est-à-dire rendre hégémonique la pensée de la "nouvelle droite" en obtenant une caution et

une légitimité pour la culture fasciste qui est la sienne.

Les similitudes de stratégie et de discours entre les jeunes du Front national et les païens du GRECE ne sont donc pas le fruit du hasard et on comprend mieux comment les petits jeunots du FNJ ont fait pour fédérer des groupes nationaux-révolutionnaires jusque-là rivaux, tout en arrivant à se servir d'eux comme troupes de choc !

Mais elle montre également comment, par l'intermédiaire du Conseil scientifique, de l'Institut de Formation nationale et des cercles d'entreprises, tous trois chargés de la formation de la future élite du FN, la "nouvelle droite" se met en place pour prendre (tel reste son but inavoué) la direction du FN.

Reste qu'aujourd'hui, cette influence de la "nouvelle droite", relayée par une étonnante volonté de collaboration entre tous les courants parfois rivaux, représentés dans ces différents groupes¹⁶, est en train de donner au FN les capacités de devenir un parti de pouvoir.

On ne peut par conséquent, se réclamer antifasciste et croire, par exemple, "qu'un vote massif aux élections universitaires interdira toute implantation fasciste sur notre faculté" ou bien encore "qu'il faut faire confiance aux citoyens, à la démocratie !"

Désolé pour ceux qui lisent et se sentent visés (UNEF-ID) mais vos espérances dans un front démocratique et votre antifascisme de pacotille qui en découle, sont largement dépassés car la démocratie et la liberté d'expression sont les deux piliers essentiels sur lesquels le Front s'appuie pour banaliser ses théories, idées et valeurs ! Ajoutez à cela, l'appui idéologique du GRECE...

La stratégie choisie par les antifascistes parisiens lorsqu'ils se sont réunis et organisés afin d'interdire toute banalisation, tout discours voire même compromis avec l'extrême droite par tous les moyens, comme ce fut le cas à Nanterre, a montré son efficacité. Interdire toute implantation, banalisation des jeunes frontistes, c'est éviter, un tant soit peu, que demain ils nous gouvernent...

1 Pour exemple, du 13 au 16 Novembre 1989 se tiendront à Nice les premières Assises internationales de la désinformation (IED), grâce à la précieuse aide et aux interventions de Jacques Médecin, Martine Daugreilh et Pierre Médecin, tous trois membres notoires du RPR (cf Camus et Monzat. P 358)

2 Responsable du Renouveau étudiant et membre du directoire du FNJ

3 Ce sera en effet le cas au mois de mai 1989, lors d'un colloque sur le thème de "Révolution contre révolution", réunissant une vingtaine de militants de premier rang du GRECE (Jean-Paul Allard, Jean Haudry, Jacques Marlaud, Bernard Notin, Pierre Vial...) et des catholiques intégristes (Etienne Couvert, Brigitte Horiot, Bernard Lafargue, Jean Vaquié). Ils y exposeront les convergences possibles du discours anti-révolutionnaire des deux

courants. Seul spécialiste universitaire du sujet, Jean Tulard apporte la caution de son autorité en quatre courtes pages sur Joseph de Maistre 4 Pierre Vial dira de Robert Dun, ancien SS et membre du Groupe druidique des Gaules : "C'est un sûr compagnon de route et de combat. C'est aussi un homme habité par cette flamme intérieure qui fait vivre quelques-uns d'entre nous"

Décidément, Vial aime les jeunes puisqu'il est également fondateur du Mouvement de Scoutisme du GRECE, Europe Jeunesse créé en 1975 !

5 Collaborateur de *Nouvelle École*, Goulven Pennaod, alias Georges Pinault, a été chargé d'enseignement à l'université de Lyon III puisqu'il est spécialiste de linguistique celtique. Compagnon de route d'*Europe Action*, militant national-socialiste, collaborateur du *Decentr européen*, de *La Bretagne réelle* et druide, on retiendra le passage de l'un de ses articles dans *la Bretagne réelle* : "Nous haïssons la France d'une haine rabique et définitive, le chancelier Adolf Hitler était un grand homme et l'exemple du XXème siècle, le christianisme et les autres juiveries devaient être détruits (...)"

6 Malgré les nombreux titres révisionnistes et autres qu'il a déjà, Bernard Notin est l'un des membres les plus actifs du GRECE.

7 *Entreprise moderne et Liberté* est une association satellite du FN présidée par Jean-Michel Dubois et dont le secrétaire général est André Dufraisse. Cet ancien permanent du Parti populaire français de Doriot, puis de la LVF (Ligue des Volontaires français contre le bolchévisme), né le 8 Août 1918 et adhérent du FN depuis 1972 est aujourd'hui membre du Bureau politique du FN. Sa femme, Martine Lehideux, née le 27 Mai 1933 et adhérente du FN depuis 1972, nièce de François Lehideux, ministre du travail de Pétain et président de l'Association pour Défendre la Mémoire du Maréchal Pétain (ADMP), est quant à elle, membre du Bureau politique du FN, du Conseil d'administration d'*Entreprise moderne et Liberté*, conseiller régional d'Ile-de-France, présidente fondatrice du Cercle national des Femmes d'Europe

8 Mouvement créé en même temps que le Renouveau étudiant en 1987 à l'initiative de Carl Lang, Yves Dupont, Martial Bild et Jean-Pierre Gendron. Tous sont aujourd'hui membres du Bureau politique du FN !

9 René-Marie Bonin : secrétaire départemental du Morbihan, secrétaire régional dans les Pays de Loire en tant qu'élu de Loire-Atlantique et président de la Fédération nationale des Étudiants de France

10 Suite au prochain numéro... !

11 Jean-Claude Soyer, prof à l'Université de Paris II et Georges Lane, maître de conférence à l'Université de Dauphine, tous deux membres du Club de l'Horloge, seront des plus actifs.

12 Ce professeur, né le 26 Juin 1957 et adhérent du FN depuis 1975 est aujourd'hui animateur national, secrétaire départemental et conseiller régional de l'Eure, membre du Comité de soutien à J.M Le Pen et secrétaire du Mouvement de la Jeunesse d'Europe (MJE)

13 Présidente du Cercle national pour la défense de la vie, de la nature et de l'animal, fondé en 1985. Figurent notamment au comité d'honneur du cercle : le professeur Théodore Monod (membre de l'Académie des Sciences,

professeur honoraire au Muséum), Madame Pierre-Paul Grassé, veuve du professeur membre de l'Académie des Sciences, Bruno Laure, président de la ligue antivivisectionniste Défense des animaux martyrs (LAF-DAM). Sans oublier l'aide apportée par Brigitte Bardot qui dénoncera dans un article de *Présent* les cruautés des abattages rituels juifs et musulmans...

14 *Les droites nationales et radicales en France* (PUF), Jean-Yves Camus et René Monzat.

15 Jean-François Jalkh est lui aussi, après Jean-François Touzé, un ancien président du FNJ. Ce journaliste, né le 23 Mai 1957 et adhérent du FN depuis 1974 est aujourd'hui conseiller régional d'Ile-de-France, conseiller municipal de

Melun, secrétaire national aux élections et aux sondages, membre de l'Institut de Formation nationale, du Comité central et du Bureau politique du FN depuis 1981. Il a également écrit en collaboration avec J.P Stirbois le "*Dossier Immigration*".

16 On retrouve en effet la présence d'individus de toutes tendances aussi bien au sein du Conseil scientifique que de l'Institut de Formation nationale. Ainsi, notons la présence de Chritaine Pigacé, Pierre Vial et Jean-Claude Bardet du GRECE, Georges Paul Wagner, monarchiste, Françoise Monestier, Pierre Durand de *Présent*, Yvan Blot du Club de l'Horloge, Pascal Gannat issu de Chrétienté-Solidarité...etc.

Récapitulatif des résultats électoraux du C.N.E.P

	Collège	Date	%voix	ÉLUS DU C.N.E.P
ÉLECTIONS LOCALES	ÉLECTION GÉNÉRALE	CROUS de Paris (321 926 Inscrits)	MARS 91 7 %	R. DE LA CROIX-VAUOIS (CNEP - 4ème syndicat)
		ASSAS conseils centraux	FÉV 91 6 à 15 %	C. Henry d'ELLOV Stéphane de LASSUS Nathalie COUTURE
		ASSAS conseils d'UFR	MARS 91 7 à 8 %	Sabine de VILLEROCHÉ Nathalie STIRBOIS
		SORBONNE conseils centraux	FÉV 91 11 %	Habib HADDAD Fabienne AUGER
		SORBONNE conseils d'UFR	FÉV 91 11 %	Habib HADDAD
		DAUPHINE conseils centraux	AVRIL 91 6 %	M. Laurence GINISTY
		SCIENCES - PO	JANV 91 7 %	Pas d'élu
		SCEAUX conseils centraux	MARS 90 18 %	Olivier BAILLON
		SCIENCES - PO	FÉV 92 6,5 %	Pas d'élu
		SCIENCES - PO	FÉV 92 4,4 %	Pas d'élu
		SORBONNE conseil d'administration	MARS 93 2,17 %	Pas d'élu
		SORBONNE C.E.V.U	MARS 93 2,00 %	Pas d'élu
		SORBONNE conseil scientifique	MARS 93 3,39 %	Pas d'élu
		NANTERRE conseil administration Droit	Déc/Fév 93	ANNULÉE PAR 2 FOIS

Autour de Malcolm X

L'auteur du texte que vous pouvez lire ci-après s'appelle Dhoruba Bin Wahad. Dans l'Amérique raciste on le connaît mieux sous le nom de Richard Moore. Lorsqu'il fut condamné, le 28 avril 1973 à vingt-cinq ans de prison, toutes les sirènes de police de la ville se mirent à hurler pour saluer le verdict, le secrétaire général des Black Panthers de New-York payerait au prix fort son engagement. Accusé d'avoir abattu deux policiers new-yorkais, Dhoruba contre attaqua en menant une procédure civile contre l'État et le FBI soupçonnés d'avoir monté de toute pièce une machination contre lui. Pendant cette procédure qui durera plus de 10 ans, les avocats découvrirent la teneur du plan de déstabilisation et d'élimination des plus en vue du Mouvement noir américain baptisé COINTRELPRO. En fin de compte le 22 mars 1990 après 17 ans de prison dont 7 en isolement total, Dhoruba fut libéré. Il reste néanmoins sous la menace d'un nouveau procès, le procureur général ayant fait appel à la décision de remise en liberté. Une fois dehors il n'aura de cesse de se battre pour les dizaines de prisonniers politiques encore enfermés aujourd'hui dans les centrales de force de l'État américain. De passage à Paris il nous livrera un témoignage sur son parcours qui le mènera de la délinquance du ghetto du Bronx à la fin des années 50 au leadership des Panthers 10 ans plus tard. Ce témoignage est disponible en cassette audio¹.

Aujourd'hui les sirènes de l'intégration résonnent des mêmes relents racistes de chaque côté de l'Atlantique. La police assassine la jeunesse des quartiers et fait régner la terreur. Les médias entreprennent d'effacer toute trace de subversion, en faisant mentir l'histoire afin que la jeunesse européenne puisse continuer à s'identifier au rêve américain d'intégration par le fric et le sport. Alors que la misère envahit les quartiers où règnent la violence et l'ennui dans un pays où 35 millions d'habitants vivent au-dessous du seuil de pauvreté, le fantôme de Malcolm X réapparaît. Pourquoi ? Telle est la question à laquelle répond Dhoruba.

Al Hay al Malik Shabazz, Malcolm X, Détroit Red, Malcolm Little. Ce sont les noms d'un même homme noir qui reflètent chacun une étape dans l'évolution d'un révolutionnaire ; chaque nom étant une borne sur le chemin d'un être humain en quête de la vérité.

On enseigne que la vérité libère. Et la quête de cette vérité libératrice par Malcolm X a servi de phare pour toute une génération de Noirs, d'Africains déboussolés par l'oppression raciste, par la haine de soi-même, par les contre-vérités.

En même temps, l'image et la vie de Malcolm X purent aussi servir de métaphores pour une autre génération, pour ceux qui ont bénéficié des luttes des années 1960, tous les opportunistes, les capitalistes noirs, les maquereaux, les parasites qui ont réduit Malcolm à l'état d'objet de consommation et la lettre X au symbole de la société américaine d'aujourd'hui représentée sur les blousons en cuir de Spike Lee. Qu'on ne pense surtout pas que la commercialisation de Malcolm X survient par hasard. Si la jeunesse noire marginalisée n'avait pas redécouvert Malcolm et les Black Panthers, il y a fort à parier que Malcolm représenterait peu d'inté-

rêt pour les industriels du cinéma et de la mode à l'heure actuelle. Une autre figure importante, celle de Martin Luther King, contemporain de Malcolm X n'a pas été commercialisée de la même manière en dépit de tous les efforts de sa veuve. Il est facile de voir pourquoi car King manquait de cet attrait militant fondamental ; son image a été vendue par le pouvoir américain de façon très différente de Martin Luther King, on a homogénéisé, et vendu son fameux rêve et on l'a vendu aux Blancs comme aux Noirs, et en particulier à ces néo-noirs des classes moyennes, ces petits bourgeois occupés à gravir péniblement l'échelle sociale, manquant de courage pour se battre et désireux uniquement de participer au système.

Ideologiquement le rêve de Martin Luther King implique que certains peuvent s'en sortir aux dépens des autres ; en d'autres termes, que la liberté peut être atteinte par les Noirs de manière individuelle dans une culture et une société raciste, malgré l'absence de liberté et de pouvoir noir collectif et sans qu'il y ait besoin de renverser l'ordre blanc masculin sur lequel repose la "démocratie" américaine.

Bien que Malcolm et Martin Luther

King aient été tous les deux la cible du gouvernement américain, le FBI savait bien quelle tendance idéologique il redoutait le plus. Dans un texte de 1968 il disait, je cite : "Les jeunes Noirs ont besoin de croire en quelque chose et on doit leur montrer que si ils succombent à l'idéologie révolutionnaire, ils seront des révolutionnaires morts". Ce texte du FBI s'inscrit dans le programme baptisé COINTRELPO et destiné à éradiquer les mouvements nationalistes noirs.

Pas besoin d'être un génie pour comprendre que l'intérêt actuel pour Malcolm X, la commercialisation de son image et le dénigrement de ses idées font partie d'une guerre psychologique menée contre la jeunesse noire.

Le film de Spike Lee doit aussi servir de base, comme le souhaite l'ennemi, à un débat autour de Malcolm et de sa vie. Ce film peut être utilisé comme une distraction pour détourner l'attention de la nécessité de construire un mouvement de libération noir et de développer une réflexion puissante pour guider ce mouvement.

Si tout se passe comme le souhaite Spike Lee, il gagnera beaucoup d'argent de toutes ces controverses qui entourent le film. Etant donné la notoriété de Spike Lee et ses relations

étroites avec la presse, il nous fera certainement le numéro de l'artiste noir attaqué, harcelé, poursuivi par la critique et la censure.

La question est de savoir si un artiste noir "progressiste" a des comptes à rendre au mouvement de libération noir, ou en l'absence d'un mouvement solide, s'il est tenu de participer au renforcement de ce mouvement. Cette question se poserait dans n'importe quel projet artistique qui se donne pour but, quelque soit la forme choisie, d'évoquer l'histoire. Mais le cinéma et la télé ne sont pas de simples formes d'expression artistiques. Ce sont des instruments de propagande qui servent à tromper ou aident à percevoir. Se pose alors une question plus large, du moins pour ceux d'entre nous qui sommes sur le front du combat militant et peuvent perdre la vie ou la liberté du fait de cette propagande ennemie. Celle du sabotage intentionnel d'un processus de libération nationale. Peu importe alors que le sabotage soit motivé par le profit, l'ignorance ou l'arrogance. Les Noirs ayant très peu de pouvoir réel aux États-Unis, devrions-nous nous réjouir de la réussite de quelques individus, même si elle a lieu aux dépens de la communauté entière, par les forces hostiles d'Hollywood ou d'ailleurs, qui gardent la bride sur le cou de leurs stars néo-blacks ?

A-t-on tellement besoin de voir des Noirs sur l'écran que nous sommes prêts à tout pour cela ? Si les artistes noirs comme Spike Lee étaient prêts à une véritable éducation politique et prenaient part au processus de libération de leur peuple, on pourrait alors penser qu'ils agissent en vertu d'une



Dhoruba

analyse politique profonde de l'oppression de leurs frères et non pas pour réaliser leurs propres fantasmes et faire avancer leur carrière individuelle. Mais puisque des metteurs en scène comme Spike Lee sont arrogants et refusent de rendre des comptes à leur communauté, en criant à la censure, ils méritent une critique plus sévère. Car c'est précisément cette approche individualiste des problèmes qui limite notre liberté collective et transforme le mode d'expression artistique en armes pour l'ennemi.

Malcolm X a illuminé la vie des Noirs dans l'Amérique blanche et a amené une génération entière de militants noirs sur le seuil de la prise de conscience révolutionnaire tout en donnant à des millions de noirs un sentiment de fierté profonde. Le message de Malcolm n'allait pas seulement dans le sens d'une transformation. Il ne nous a pas seulement dit que nous devons changer, il nous a montré clai-

rement que tout changement était lié au pouvoir et qu'un changement dans notre intérêt n'était pas possible dans le cadre d'un pouvoir érigé sur un privilège racial et sur une forme de colonialisme intérieur.

Malcolm X nous a poussé en avant et nous a aidé à passer de l'état de victimes inconscientes de l'Amérique raciste à celui de révolutionnaires, signe avant coureur potentiel du déclin de l'Amérique.

La plus grande leçon peut être à retenir de Malcolm X, de sa vie, de son message, de son idéologie, c'est que c'était quelqu'un en mouvement perpétuel vers les idées les plus progressistes quelles qu'en soient les conséquences. Malcolm X était toujours en mouvement vers la vérité. Spike Lee a dit : "Je ne suis pas Whoopi Goldberg, ça ne me gêne pas d'être un metteur en scène noir. J'ai fait ce film Malcolm X parce que cela fait longtemps qu'il aurait dû être fait. C'est une histoire qui doit être racontée et le public doit savoir qu'il ne s'agit pas seulement de porter une casquette". Je ne crois pas que cela gêne Whoopi d'être noire, tant que cela lui permet de gagner de l'argent et de ce point de vue je soupçonne Spike Lee et Whoopi de se ressembler étrangement.

Et bien que Spike Lee ait fait le film parce que effectivement cela fait longtemps qu'il aurait dû être fait, les Blancs d'Hollywood lui ont donné l'argent pour le faire parce que cela fait trop longtemps que l'idéologie de Malcolm aurait dû être récupérée à des fins mercantiles. Ce n'est pas pour rien qu'on a autorisé Spike Lee à être le premier de la classe. De même que le public doit comprendre que Malcolm X c'est plus que de porter une casquette, de même les gens comme Spike Lee doivent comprendre que Malcolm X c'est plus qu'un film pour lequel on verse des pourboires à des centaines de personnes afin d'obtenir leur aval et d'acquiescer leur neutralité politique.

Où serait Malcolm aujourd'hui s'il était vivant et s'il avait poursuivi son évolution idéologique comme nationaliste

Libérez Geronimo Pratt.

Geronimo Pratt, leader des Black Panthers à Los Angeles à la fin des années 1960, a été accusé à tort d'un meurtre commis à Santa Monica (Californie) en 1969 et condamné alors à la prison à perpétuité.

Cinq ans plus tard, au cours d'une investigation menée par le Congrès américain, un projet nommé CONTRELOP mis en place par le FBI a été rendu public. Son but : calomnier et porter le discrédit sur les luttes telles que celles des Noirs aux États-Unis. C'est de ce projet que Geronimo Pratt est victime.

De plus, le FBI maintenant une surveillance continue sur Geronimo Pratt, détenant des documents démontrant que celui-ci se trouvait à Oakland au moment du meurtre. Cependant, Geronimo Pratt est toujours emprisonné. Le 21 mai, une commission s'est réunie pour décider si Geronimo Pratt devait être enfin libéré sur parole ou maintenu en prison.

Ecrivez-lui : Geronimo Pratt, B 40319 San Quentin Prison, Tamal CA 94976, USA.

Mumia Abu-Jamal : journaliste, membre du Black Panthers Party (Parti des Panthères noires). Accusé d'avoir assassiné un policier le 9 décembre 1981. Condamné à mort. Attend son exécution depuis le 3 juillet 1982. Au cours de son procès, tous les témoins à charge ont donné des versions différentes de l'assassinat. Le procureur a systématiquement refusé les jurés noirs, à l'exception d'un seul.

Ecrivez-lui : Mumia Abu-Jamal, M 8335, Huntingdon Strate Prison Drawer R, Huntingdon, PA 16652, USA.

Sylvia Baraldini : citoyenne italienne. Condamnée à 43 ans de prison pour refus de coopérer avec une commission d'enquête recherchant des informations sur des militants indépendants portoricains et aide à l'évasion d'une militante de la Black Liberation Army.



noir révolutionnaire ? Si l'on se base sur le programme COINTREPRO de destruction du mouvement noir par le gouvernement américain, Malcolm X serait probablement aujourd'hui un des 150 prisonniers politiques incarcérés aux États-Unis.

Et Spike Lee aurait-il fait un film sur la vie de Malcolm X s'il était prisonnier politique noir ? J'en doute.

Étant donné la forte propension de Spike à défendre les causes qui ne risquent pas grand chose, il y a peu de chances que Malcolm ait constitué dans ce cas le sujet d'un de ses films.

Il y a beaucoup de prisonniers politiques noirs aux États-Unis. Des militants noirs qui défendent les causes défendues par Malcolm, et Spike Lee comme l'ensemble de la communauté artistique noire, a à peine remarqué leur existence. Il ne s'agit pas seulement de porter une casquette, ils s'agit de principes et d'engagement qui donneront du pouvoir aux Noirs plutôt que d'exploiter leur confusion et leur douleur et de réduire notre expérience au niveau d'une expérience américaine folklorique parmi d'autres.

Dhoruba Bin Wahad

1- Cassette audio disponible à Parloir Libre, 129 avenue du Pdt Wilson, 93 La Plaine-St-Denis.

Malcolm X

Les discours inédits rassemblés dans le livre de Malcolm X, *Derniers Discours* permettent de se rendre compte de l'évolution de Malcolm dans les derniers moments de sa vie. Au sein de Nation of Islam, Malcolm reprenait les enseignements du leader Elijah Muhammad. Par la suite, et après un voyage au Moyen-Orient et en Afrique, il se sépare des Black Muslims, les critique ouvertement pour leurs positions réactionnaires et racistes. Ne reniant aucunement ses racines, ni son engagement en tant que musulman, Malcolm déclare à Rochester le 16 février 1965 : "Nous ne jugeons pas un homme selon la couleur de sa peau. Nous ne vous jugeons pas parce que vous êtes blanc ; nous ne vous jugeons pas parce que vous êtes basané. Nous vous jugeons d'après vos actes, nous vous jugeons d'après vos habitudes. Tant que vous aurez l'habitude du mal, nous serons contre vous. Et à nos yeux la pire forme du mal consiste à juger un homme d'après sa couleur de peau... Cette société est grosso modo aux mains de partisans du racisme, de gens qui pratiquent la ségrégation, la discrimination... Non, nous ne sommes pas contre ces gens-là parce que ces gens-là sont blancs. Non ! Nous sommes contre ces gens-là parce qu'ils larguent des bombes sur d'autres êtres humains à cause d'une simple différence de couleur de peau. Et parce que nous sommes contre tout cela, la presse prétend que nous sommes violents. Nous ne sommes pas pour la violence. Nous sommes pour la paix. Mais les gens à qui nous avons à faire, eux, sont pour la violence. Comment voulez-vous garder votre calme face à des gens pareils ?" Le 21 février 1965, Malcolm est assassiné... par le FBI ou les Black Muslims ? Les uns comme les autres avaient tout intérêt à voir disparaître un homme qui à partir d'un retour aux sources africaines (fondateur de l'Organisation de l'Unité afro-américaine), d'une réappropriation de la mémoire d'un peuple, d'une auto-organisation des Noirs dans la société américaine, prônait l'alliance entre tous les peuples soumis au colonialisme et à l'impérialisme occidental.

A l'heure où dans les banlieues, les pouvoirs publics s'emploient à faire faire le tri entre les bons et les mauvais immigrés par les immigrés eux-mêmes, à créer des divisions et à précariser la vie des populations étrangères, à mettre à toutes les sauces le mot intégration et dans le même temps restreindre les droits (réforme du code de nationalité), la relecture de Malcolm X s'impose. En effet, en dehors des clichés médiatiques — style Spike Lee — la référence à Malcolm X donne lieu parfois à de biens curieuses interprétations et on oublie souvent les conclusions qu'il tira à la fin de sa vie. Le Black Power n'est pas vu par celui-ci comme une attaque contre les Blancs parce que blancs, mais parce que dominants et racistes. Son combat pour la réappropriation de la mémoire du peuple noir, pour que celui-ci crée sa propre force politique, qu'il développe une autonomie de pensée et d'action n'a pas comme finalité le lobbying vis-à-vis des institutions et ainsi d'assurer le rôle de leadership, de médiateur à certains secteurs de la communauté mais se veut l'étape première et nécessaire pour créer les conditions pour la jonction avec d'autres communautés et d'autres forces. La fraternité naît de la dignité et de l'égalité entre les peuples et les individus...

Malcolm X. *Derniers discours*. Editions Dagorno. 90 F (disponible à REFLEX)

REFLEXES L'EUROPE

supplément à *Reflexes* n° 39

L'extrême droite en Autriche

La réapparition de l'extrême droite en Autriche ces dernières années a largement été due à la montée de l'aile droite du Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ¹) et de son leader Jörg Haider.

Adolf Hitler est né en Autriche en 1889 où il a vécu jusqu'en 1913, date à laquelle il quitta son pays pour éviter le service militaire. En 1932, il fut naturalisé allemand, après avoir renoncé à sa nationalité autrichienne en 1925. Le 12 mars 1938, ses troupes occupèrent son ancienne patrie et l'intégrèrent au grand Reich allemand, c'était l'Anschluss. Après l'expérience de l'occupation nazie (1938-1945), l'Autriche cessa effectivement d'exister du fait de l'Anschluss ; comment est-il possible qu'une nouvelle extrême droite ait pu réapparaître dès l'après-guerre ?

La réapparition de l'extrême droite²

Le 8 mai 1945, immédiatement après la fin de la Seconde guerre mondiale, le NSDAP, le parti

nazi, qui avait compté presque 700 000 membres en Autriche, fut interdit d'après la loi constitutionnelle de la nouvelle République autrichienne. Malgré cette constitution antifasciste, des groupes fascistes réapparurent en Autriche peu de temps après la guerre.

Comme en Allemagne, d'importants efforts de dénazification furent entrepris en Autriche par les Alliés après la guerre, mais ils rencontrèrent les mêmes difficultés : trop de gens avaient soutenu le parti nazi, et on avait besoin de beaucoup d'entre eux pour reconstruire l'administration publique. Ainsi, en Autriche, il n'y a pas eu de véritable dénazification³.

Cela a favorisé la réapparition de groupes aux traditions guerrières et fascistes peu de temps après 1945. Tout d'abord, des groupes illégaux se sont formés, par exemple le groupe des "Wer-

wolf" à Graz, qui fut interdit en 1948. Un rassemblement légal de membres du ex-NSDAP se présenta aux élections de 1949, sous le nom de Verband der Unabhängigen⁴.

Après 1955, lorsque les Alliés furent partis d'Autriche, des groupes néo-nazis furent légalisés de facto. Ainsi, les groupes illégaux créés après 1945 disparaissaient, et de nouveaux groupes d'extrême droite commencent à opérer en public.

Leur première grande action visible du public fut la commémoration du 200^{ème} anniversaire de la naissance de Friedrich Schiller en 1959, à laquelle une jeunesse et des groupes culturels et sportifs nationalistes participèrent largement.

Pendant les années qui suivirent, l'extrême droite autrichienne, fondée principalement sur des cercles étudiants, connut

édito

Drôle d'Europe

Les Danois avaient à peine voté le traité de Maastricht (moins le volet coopération policière et le volet monétaire) qu'Alain Lamassoure, le ministre français des affaires européennes, annonçait la suspension des accords de libre circulation des personnes, prétextant que les Allemands n'avaient pas voté le traité de Maastricht (nécessitant chez eux une modification de leur constitution "la loi fondamentale"), que les Néerlandais refusaient de prendre des positions prohibitionnistes en matière de drogue... Le seul volet qui pour nous semblait un tantinet intéressant (même si la libre circulation dans la CEE est cantonnée aux ressortissants de cette même CEE) est renvoyé aux calendes grecques... Et voici l'Europe ramenée à son seul objet : une forteresse blanche où capitaux et marchandises circulent librement pour le plus grand profit de quelques trusts transnationaux. Les récentes politiques anti-immigration de la France, la limitation du droit d'asile en Allemagne, mais aussi en Europe, étaient planifiées dès le milieu des années 1970, le projet d'une Europe "immigration 0" est presque terminé.

L'Europe (fermée au Sud et à l'Est) n'aura jamais été aussi fermée qu'en cette fin de siècle. Le monde lui-même est écartelé entre trois pôles de croissance (Amérique du Nord, Pacifique, Europe), îlots de richesse dans un océan de pauvreté. On ne voit pas quelles forces seront capables de casser l'étau. Mais on ne pourra pas lutter efficacement contre le racisme et le fascisme dans un environnement où la suprématie blanche commence à concrétiser ses idées. ■

sa première période forte depuis 1945. Au début des années 1960, il y eut quelques actes terroristes d'extrême droite concernant le Sud-Tyrol, cette région appartenant à l'Italie et où l'on trouve une majorité de germanophones. Le Ring Freiheitlicher Studenten⁵ était un groupe important à cette époque, il avait remporté 28% des voix aux élections étudiantes de 1965.

Tout au long des années 1950 et 1960, ce sont les groupes basés sur la nostalgie et la tradition du Troisième Reich qui ont prédominé. Il y avait différents types de groupes et d'organisations. Les groupes les plus extrémistes étaient ouvertement basés sur la commémoration des traditions nazies, comme par exemple l'association des anciens membres de la Waffen SS⁶ appelée Kameradschaft IV⁷ et le Wohlfahrtsvereinigung der Glasenbacher⁸, un groupe d'anciens prisonniers des camps d'internement américains pour ex-nazis situé à Glasenbach.

Les Burschenschaften⁹ étudiantes et un courant d'extrême droite important dans le Österreichischer Turnerbund, l'association des gymnastes autrichiens, formaient la troisième tendance, plutôt modérée, de l'extrême droite traditionnelle autrichienne.

Aucun de ces groupes ne développa jamais une idéologie typiquement autrichienne, comme celle qui avait existé au début du XX^e siècle. En effet, ils se fondaient tous sur l'idée d'un nationalisme allemand intégrant l'Autriche.

Le mensuel *Aula* joue un rôle important dans l'intégration des différentes fractions d'extrême droite en Autriche. Il est également proche du FPÖ.

Les groupes nazis violents

Depuis les années 1960, il existait plusieurs groupes d'extrême droite et de néo-nazis violents en Autriche. Le premier d'entre eux fut créé dans la tradition des Hitler-Jugend¹⁰ par des membres du Ring Freiheitlicher Studenten. Après le terrorisme d'extrême droite concernant la question du Sud-Tyrol, une nouvelle vague de violences commença en 1965, où des centaines d'étudiants soutinrent un professeur antisémite de la faculté de commerce international.

Au même moment, l'antifasciste

Ernst Kirchweger était tué par un néo-nazi.

Ce fut aussi l'époque de la création du Nationaldemokratische Partei (NDP)¹¹ par Norbert Burger et d'autres membres de l'aile droite du Freiheitliche Partei Österreichs (FPÖ), dominé aujourd'hui par la tendance d'extrême droite et par Jörg Haider.

Le NDP, interdit en 1988, a été l'organisation d'extrême droite la plus importante en Autriche pendant longtemps. Contrairement au NPD allemand¹² créé en 1964 qui eut quelques succès électoraux pendant la crise économique du milieu des années 1960, le NDP autrichien n'a jamais réussi à acquérir une

tions et groupes d'extrême droite en 1980¹⁷, la plupart d'entre eux étant des petits groupes avec des activités culturelles traditionnelles.

Après 1981, le magazine *Halt* devint le centre d'intégration des activités néo-nazies. Il est proche des groupes qui gravitent autour de la Ausländer-Halt-Bewegung/Nationale Front. Ils ne produisent pas seulement des outils de propagande, mais organisent aussi des entraînements paramilitaires, particulièrement en Basse-Autriche, près de la ville de Krems. Un sous-groupe de cette tendance, appelé Volks-treue Außerparlamentarische Opposition¹⁸ provoqua quelque intérêt à propos de ses activités

dit d'officier de renseignement dans l'armée d'Hitler en Yougoslavie et en Grèce déclencha une discussion importante à l'intérieur du pays et à l'étranger, par rapport à la persistance des traditions nazies dans la société autrichienne.

Waldheim a fait partie de la SA (Sturmabteilung) et a également appartenu à l'organisation nazie des étudiants. L'enquête menée par le Congrès juif mondial et par d'autres a prouvé qu'il avait dû être au courant des atrocités commises par les nazis dans les régions où il avait travaillé pour eux.

En dépit de ces faits rendus publics, Waldheim fut élu président et représenta l'Autriche dans tous les pays qui acceptèrent son élection²⁰.

La montée du FPÖ

La modernisation de l'extrême droite, commencée avec la création du Front national en France eut un impact important en Autriche.

En 1986, l'aile d'extrême droite du Freiheitliche Partei Österreichs avec son leader Jörg Haider devint majoritaire au sein du parti. Pendant ces quelques dernières années, Haider et ses amis ont changé la vie politique en Autriche et ont collecté des voix pour leur programme d'extrême droite d'une façon assez inattendue. Comme le Front national de Le Pen en France et les Republikaner de Schönhuber en Allemagne, Haider s'est servi de l'insécurité économique et de la crise subie par le système traditionnel des partis pour installer une force politique populiste d'extrême droite, mais en même temps, le FPÖ se différencie assez nettement des partis populistes d'extrême droite des autres pays.

Le FPÖ existait déjà depuis longtemps, avant que Haider ne commence sa carrière politique. Créé en 1955-56, il a toujours rassemblé différentes sensibilités — anciens nazis et néo-nazis, nationalistes germaniques mais aussi des libéraux. C'était le successeur du Verband der Unabhängigen (Association des Indépendants) qui avait représenté les tendances d'extrême droite aux élections de 1949. Ainsi, les tendances conservatrices et d'extrême droite ont toujours dominé, tandis que l'aile libérale stagnait ; jusqu'au terme "libéral", qui n'apparut jamais dans les programmes du parti jusqu'aux années 1970²¹.



Jeunes néo-nazis en uniforme des Jeunesses hitlériennes

quelconque importance électorale.

Depuis les années 1970, l'Aktion Neue Rechte¹³, appelée le Partei für Recht und Ordnung¹⁴ après 1988, et la Ausländer-Halt-Bewegung¹⁵ sont d'autres groupes néo-nazis importants. Quoi qu'il en soit, leur influence a diminué pendant les années 1970. Aucun de ces groupes n'a obtenu un nombre significatif de voix aux élections. Les 140 000 voix (3,2%) obtenues par Norbert Burger aux élections présidentielles de 1980 constituèrent une exception due à la constellation spéciale des autres candidats. Également symptomatiques de cela furent les résultats décroissants du mouvement d'extrême droite Ring Freiheitlicher Studenten. Ils chutèrent de 28% aux élections étudiantes de 1966 à 7% en 1979 et 2% en 1987¹⁶.

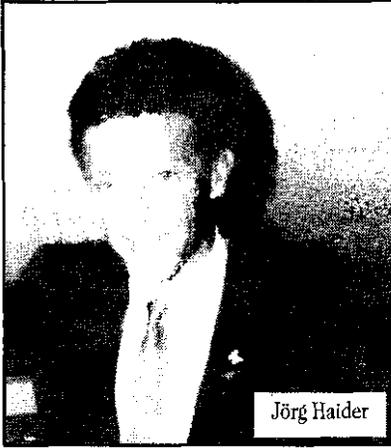
En tout, le centre de documentation de la résistance anti-nazie autrichien comptait 48 organisa-

à l'étranger. Au début de 1992, quelques-uns de ses leaders furent arrêtés.

Un autre cercle régional néo-nazi fut organisé autour du magazine *Sieg*¹⁹ pendant les années 1980. En réaction à l'accroissement des activités néo-nazies, les partis de la majorité gouvernementale décidèrent en 1992 de faire passer une nouvelle loi anti-nazie. Désormais, nier l'holocauste est un délit. En réaction à cela, quelques néo-nazis ont transféré la production de leur propagande à Barcelone, en Espagne.

Waldheim, un président avec une sombre histoire

Kurt Waldheim, ancien secrétaire général des Nations-unies (1972-1982) et président de la République autrichienne de 1986 à 1992, est un homme politique conservateur et non d'extrême droite. Mais son acti-



Jörg Haider

Treize des anciens organisateurs du Ring Freiheitlicher Studenten (Cercle des Étudiants Libéraux), parmi lesquels les plus connus sont Friedhelm Frischenschlager et Norbert Steger, tentèrent d'influencer le FPÖ pour qu'il adopte une position plus libérale avec leur "Manifeste libéral" en 1971. Cette position domina la branche viennoise du parti pendant les années 1970. Au niveau national, le parti connut sa première période libérale à l'époque où Friedrich Peter fut son président. Peter était un ancien membre de la SS, mais il avait changé depuis la fin de la guerre. L'élection d'Alexander Götz, maire de Graz, à la tête du parti, constitua le premier retour à une dominance de l'aile droite. Götz avait été un leader des Jeunesses hitlériennes dans la région du Steiermark. Contrairement à Peter, il n'avait pas complètement abandonné ses idées d'extrême droite à la fin de la guerre.

La deuxième période libérale du FPÖ se situe entre 1980 et 1986, lorsque Norbert Steger en fut le président. En 1983, malgré l'adhésion de l'extrême droite, le parti forma une coalition gouvernementale avec les sociaux-démocrates autrichiens (SPÖ). Steger fut vice-chancelier.

À cause de son aile libérale, le FPÖ était membre de "l'Internationale libérale". Il y travaillait avec partis aussi différents que, par exemple, les libéraux allemands (FDP), qui avaient participé à une coalition avec les chrétiens-démocrates dans les années 1950 et depuis les années 1980, et le mouvement français des radicaux de gauche (MRG), allié du gouvernement socialiste de Mitterrand des années 1980. Le fait qu'il y ait eu tout ce temps une importante tendance d'extrême droite au sein du FPÖ était bien connu au

niveau international. Mais les partis libéraux des autres pays européens hésitèrent longtemps avant de prendre leurs distances d'avec le FPÖ. Les libéraux conservateurs hollandais (VVD) furent les seuls à s'opposer strictement à l'adhésion du FPÖ à l'Internationale libérale.

Le deuxième et cette fois-ci plus important revirement du FPÖ d'une majorité libérale à une majorité national-populiste eut lieu en 1986,

lorsque Jörg Haider s'imposa en tant que leader. Ce changement de pouvoir au sein du FPÖ fut idéologiquement et stratégiquement préparé par le Lorenzer Kreis (cercle de Saint Lorenzer), ainsi nommé à cause du village de Sankt Lorenzen où un groupe de membres de l'aile droite du FPÖ, autour de Raimund Wimmer, s'était retrouvé pour préparer le congrès du parti de 1986. Dans leur Lorenzer Erklärung²², ils définissent également la base idéologique de la nouvelle et ancienne majorité interne du FPÖ. Ils rejettent tous les concepts idéologiques existants, des idées de la Révolution française en passant par le marxisme jusqu'au libéralisme, mais également le fascisme. En même temps, ils construisent leur propre idéologie, basée sur des termes et des valeurs typiques de l'extrême droite, comme "Volk, Heimat, Wahrheit, Freiheit, Ehre, Treue, Gemeinschaft, Gerechtigkeit, Sitte und Brauch"²³. La déclaration de Saint-Laurent développe une interprétation de la démocratie très anti-média et anti-opinion publique, limitée d'une façon très conservatrice en excluant l'école, l'éducation et l'armée d'une structure démocratique interne. En fait, la déclaration en faveur de la démocratie demeure très formelle et manque de crédibilité. Elle est basée sur l'idée de l'intégration du peuple autrichien à "l'espace culturel allemand". Cette idée structure également les cibles de la politique culturelle et éducative. Comme d'autres programmes d'extrême droite, elle prend position pour la loi et l'ordre, pour la limitation de l'immigration et du droit d'asile. En ce qui concerne la politique extérieure, les auteurs de la déclaration exigent la neutralité de l'Autriche, orientée vers l'Europe et l'espace culturel allemand²⁴

La réussite de Haider

En 1986, au congrès du parti à Innsbruck, la prise de pouvoir de Haider au sein du FPÖ a marqué le début de changements importants dans le paysage politique autrichien. Le FPÖ remporta bientôt ses premiers succès électoraux. L'élection de Kurt Waldheim au poste de président de la République autrichienne en juin 1986 avait déjà provoqué une première crise au sein de la coalition gouvernementale SPÖ-FPÖ. Le chancelier SPÖ Fred Sinowatz démissionna. Les sociaux-démocrates refusèrent de continuer la coalition avec le FPÖ de Haider, dominé par l'extrême droite. Ainsi, des élections législatives devinrent nécessaires. Le FPÖ doubla son score en novembre 1986 (9,7% des voix, c'est-à-dire 472 180 voix).

Aux élections régionales suivantes, le FPÖ confirma ses succès électoraux en remportant 29% des voix dans le Kärnten, région limitrophe de l'ex-Yougoslavie. Après ce succès électoral, le plus grand remporté à ce jour par le FPÖ, Haider fut élu comme gouverneur régional du Kärnten avec le soutien du Parti conservateur²⁵.

En 1991, il fut destitué après avoir dit en public lors d'une session d'un parlement régional, que le Troisième Reich avait connu une politique intéressante de plein emploi.

Au niveau fédéral, le FPÖ remporta 16,64% des voix (c'est-à-dire 782 610 voix) aux élections législatives d'octobre 1990. En novembre 1991, il eut 23,7% des voix aux élections locales de Vienne grâce à une campagne anti-immigrés.

Les voix remportées par Heide Schmidt, une candidate de l'aile libérale du FPÖ, aux élections présidentielles de 1992 ont confirmé le score obtenu en 1990 aux élections législatives. Kurt Waldheim avait décidé de ne pas se représenter pour le parti conservateur à cause des débats qu'il y avait eu à propos de son passé.

Qui soutient le FPÖ ?

Comparé aux partis d'extrême droite des autres pays d'Europe, le potentiel électoral du FPÖ est plutôt large. Qui vote pour ce parti ?

Haider a été capable de convaincre une large partie du public aux dernières élections

grâce à sa capacité à changer d'apparence et grâce à sa façon d'adapter son discours à chaque sorte de public. Avec une espèce d'identité "patchwork", il a réussi dans des franges de la population que Le Pen ou Schönhuber auraient été incapables de convaincre²⁶. Il a aussi profité du fait que le FPÖ a conservé une partie de son identité libérale (voir sa période de participation à la coalition gouvernementale au début des années 1980).

Représentatif de la jeune génération d'après-guerre, avec ses vêtements modernes et son style un peu playboy, Haider convainc les jeunes. Un quart des votes FPÖ provient d'une population âgée de 20 à 29 ans. Les ouvriers qualifiés forment également un quart de son électoral et même plus aux élections de Vienne en 1991. Il y a légèrement plus d'hommes que de femmes qui votent pour le FPÖ (56% contre 44%)²⁷.

Le style politique particulier de Haider

À côté de son identité "patchwork", Haider est un leader très strict à l'intérieur de son parti. Il a éliminé beaucoup de personnalités dirigeantes du parti qui n'étaient pas d'accord avec lui. Il est étonnant, d'ailleurs, que le parti y survive sans dommages.

Cela n'a été possible que parce qu'il a intelligemment placé aux postes vacants les membres de son fan-club personnel. Tous les gens qui le suivent sans poser de questions font carrière au FPÖ. Par exemple, l'un de ses anciens gardes du corps est aujourd'hui député.

Même l'homme qui a rendu possible le début de la carrière de Haider dans le Kärnten pendant les années 1970, Mario Ferrari-Brunnenfeld, fut victime du style politique égocentrique de Haider. Comme il s'était opposé à une réforme des structures internes du parti, Ferrari-Brunnenfeld fut "puni", c'est-à-dire qu'il lui fut interdit pendant deux ans d'exercer ses fonctions au sein du parti. Lorsque, plus tard, des membres du parti tentèrent de lui interdire de parler en public, il quitta le FPÖ.

Il n'est qu'un opposant interne de Haider parmi beaucoup d'autres que Haider a forcés à quitter le parti. En 1992, le porte-parole économique et le leader du groupe parlementaire durent démissionner à cause d'un conflit avec Haider²⁸.

Die deutsche Frage bleibt offen

von des CSU-Chefs über die deutschen Ostgebiete ist zum bundesdeutschen Polit-Sommerthema

Theo Waigel hatte bei künstlichen Gegensatz zueinander Selbstbestimmung Kern
 gaten Äußerung beim gebracht werden", meinte der Bonner sachen Frage" seien.
 Diskussion über die deutschen Regierungschef. Indirekt kritisierte
 Diskussion eröffnet: Kohl jedoch seinen Parteilfreund Ingesamt zeigt diese I
 le Frage, ob diese Ge Waigel: Wer schon die Betonung von Facetten der deutsche Frage m
 v offenen deutschen Rechtsstandpunkten für praktische stern" ist, sondern nach wie
 zum beherrschenden Politik halte, jenke davon ab, "daß der unstrittensten und drän
 in der Bundesrepu Freiheit, Menschenrechte und sten Fragen der europäischen Poli

erklärte, er habe nur ung des Bundesver wiedergegeben, die us auch die Gebiete und Netze rechtlich sich angehören, das um Abschluß eines nicht untergegan lemokraten spran denstischen" De che Westgrenze trügen von War a festgelegt sei. onspartner der "emokraten, di r" von Waigels Minister Hans rklärte Aggar, rischen Phase Öffnung keine lassen.
 uth Kohl erthe Frage sei ffen. "Die d völker nemihen "ung nen

Derzeit beschäftigt die Frage, ob Deutschland in seinen völkerrechtlichen Grenzen von 1937 für die neue europäische Politik von Belang sei. (Zitiert nach dem Österreichischen Außenministerium)

Un exemple du nationalisme germanique : "la grande Allemagne" souhaitée par le FPÖ (tiré du journal du FPÖ, *Kärntner Nachrichten*)

Heide Schmidt, de l'aile libérale, candidate du FPÖ en 1992 aux élections présidentielles et en même temps vice-présidente du Parlement autrichien, a critiqué Haider plusieurs fois. Elle quitta le FPÖ en février 1993 avec quatre autres députés sur un total de 33. Ils créèrent un nouveau groupe appelé Forum libéral qui semble avoir l'intention de continuer dans la tradition de l'aile libérale du FPÖ.

Haider porte plainte pour diffamation contre un grand nombre de personnalités politiques externes à son parti qui l'ont critiqué²⁹. Il semble que la résistance publique à ses activités ait été largement restreinte de cette façon.

Une campagne de xénophobie et de nationalisme germanique

Le FPÖ de Haider fonde le plus gros de ses activités sur la xénophobie et le nationalisme germanique. En novembre 1992, Haider lança une pétition contre l'immigration, intitulée l'Autriche d'abord, exigeant que la constitution soit amendée, afin que l'Autriche ne puisse plus être la destination de nombreux migrants. Cette campagne encouragea la xénophobie qui s'est accrue dernièrement avec l'afflux considérable de réfugiés bosniaques (l'Autriche est limi-

trophe de l'ex-Yougoslavie). Le but, très ambitieux, était de faire signer cette pétition à un million de personnes —c'est-à-dire plus que le nombre d'électeurs du FPÖ en 1990. Haider dut considérer comme une défaite que "seulement" 417 278 personnes aient signé fin février 1993. Mais 100 000 signatures suffirent à introduire le débat au Parlement par le biais de la pétition.

Cette fois-ci, il y eut une opposition publique considérable à la campagne xénophobe de Haider. Comme les Allemands peu auparavant qui s'étaient opposés aux violences néo-nazies survenues dans leur pays, beaucoup d'Autrichiens protestèrent en janvier 1993 contre cette pétition par des manifestations de chaînes lumineuses. La campagne xénophobe du FPÖ est basée sur le nationalisme germanique. La distinction ne se fait pas entre les Autrichiens et les étrangers, mais entre les germanophones et les étrangers.

Conclusion

Depuis que Heide Schmidt et d'autres députés de tendance libérale ont quitté le FPÖ, le profil d'extrême droite de ce parti s'est accusé. Cela empêchera peut-être d'autres partis, essentiellement le Parti conservateur (ÖVP), de continuer à collaborer avec lui.

Mais, même si les électeurs

libéraux se sont détournés du FPÖ pendant la campagne contre l'immigration, on peut craindre qu'une base électorale considérable d'extrême droite se maintienne, tout au moins le nombre de personnes qui a signé la pétition, c'est-à-dire presque 10% des électeurs.

Le FPÖ de Haider demeure dangereux à cause de son ambiguïté. Il combine en effet d'anciennes idéologies d'extrême droite et un style politique jeune et dynamique, profitant des déceptions que ressentent les gens à l'égard du système politique et de l'incapacité des partis politiques traditionnels à résoudre les problèmes économiques et politiques. La réussite des manifestations de chaînes lumineuses prouve qu'il est important de montrer les limites du consensus démocratique aux gens qui pourraient être séduits par les idées de Haider. La combinaison du FPÖ et d'organisations néo-nazies violentes constitue un danger considérable pour l'Autriche. ■

Hartmut Aden

- 1 Parti libéral autrichien.
- 2 La partie historique de cet article se fonde principalement sur les ouvrages suivants : B. Bailer-Galanda/ Wilhelm Lasek/ Wolfgang Neugebauer, *Politischer Extremismus (Rechtsextremismus)* in Dachs et al. (édité par)

Handbuch des politischen Systems Österreichs, Vienne (Manzsche Verlagsbuchhandlung) 1991, pages 286-295 ; B. Bailer-Galanda, *Alte und Neue Rechte*, Vienne (Zukunft Verlag) 1992 ;

Dokumentationsarchiv des österreichischen Widerstand (éd.), *Rechtsextremismus in Österreich*, Vienne 1980.

3 B. Bailer-Galanda et al., op. cit. p. 287.

4 Association des Indépendants.

5 Cercle des Étudiants libéraux.

6 Organisation paramilitaire du Troisième Reich.

7 Camaraderie.

8 Association pour le bien-être des Glasenbacher.

9 Associations étudiantes réservées aux garçons, basées sur la vie de groupe ; la plupart d'entre elles sont conservatrices, voire ancrées à l'extrême droite.

10 Jeunesses hitlériennes, la section de jeunesse du NSDAP.

11 Parti national-démocrate.

12 Parti national-démocrate allemand.

13 Nouvelle Action de Droite.

14 Parti de la loi et de l'ordre.

15 Le mouvement "stop aux étrangers". Ils opèrent aussi sous d'autres noms, comme Volksbewegung (le mouvement du peuple) et Nationale Front.

16 *Handbuch des politischen Systems Österreichs*, op. cit., p. 288.

17 *Dokumentationsarchiv*, op. cit., pp. 132-172.

18 L'opposition extra-parlementaire fidèle au peuple.

19 Victoire.

20 L'Angleterre et les États-Unis furent deux pouvoirs occidentaux notables qui refusèrent de reconnaître la présidence de Waldheim.

21 *Dokumentationsarchiv*, op. cit., pp. 371-383.

22 La déclaration de Saint-Laurent.

23 Le peuple, la patrie, la vérité, l'honneur, la fidélité, la communauté, la justice et les traditions.

24 Bailer-Galanda (1992), op. cit., pp. 27-33.

25 Le Österreichische Volkspartei, c'est-à-dire le parti du peuple autrichien.

26 Cela est montré dans un livre très intéressant de Harald Goldmann, Hannes Krahl et Klaus Ottomeyer : *Jörg Haider und sein Publikum*, Klagenfurt/Celovec (Drava), 1992.

27 Étude de l'Institut für Empirische Sozialforschung (IFES), cité par Bailer-Galanda (1992), op. cit., pp. 218-224.

28 Bailer-Galanda, op. cit., p. 22-25.

29 H. H. Scharsach, *Haider's Kampf*, Vienne (Orac) 1992, pp. 218-224.

L'Europe des polices en question

Peu remarquées par le grand public, les polices se préparent depuis longtemps à une coopération au niveau européen. Depuis 1992, un groupe de policiers de plusieurs pays européens est réuni à Strasbourg pour préparer Europol, le FBI européen. Ce dernier pas de la coopération policière en Europe réalise un vieux rêve de tous les policiers et de tous les politiciens qui croient qu'une police forte et centralisée est nécessaire pour la construction de l'Europe. Ce rêve se réalise en plusieurs étapes : d'abord, avec une compétence limitée au trafic de drogues, par la réalisation de la European Drug Intelligence Unit (EDIU) dont la création a été décidée en 1991 par le Conseil européen. Mais en fait, cette étape intermédiaire est déjà dépassée, le traité de Maastricht installe formellement Europol comme nouvelle structure de coopération policière en Europe. Dans un premier temps, l'activité principale sera la même que celle des autres institutions de coopération déjà existantes : l'échange d'informations à l'aide d'un système informatisé. Mais les ambitions visent au-delà. Les responsables souhaitent aussi une compétence directive envers les forces de police des États-membres et, pour l'an 2000 environ, des unités exécutives d'une police européenne.

Les institutions de la coopération

Europol est, du moins provisoirement, la dernière étape dans l'histoire de la coopération policière au plan international,

coopération qui a commencé à la fin du XIX^{ème} siècle avec une conférence internationale sur la lutte contre l'anarchisme et qui a abouti à une première institution avec la création du prédécesseur d'Interpol en 1923. Cette institution est restée la seule instance de la coopération policière jusqu'aux années 1970. A cette époque Interpol se trouvait en crise. Son équipement technique et son mode de fonctionnement étaient devenus anachroniques au vu de l'internationalisation et de la modernisation de tous les domaines de la vie. C'était la période de la création de nouvelles institutions de coopération policière en Europe dont les plus importantes avaient comme cible le terrorisme : les "clubs" de Berne et de Vienne et puis, à partir de 1976, le groupe Trévi (terrorisme, radicalisme, extrémisme, violence internationale), une structure parallèle de la CEE, travaillant plus ou moins clandestinement.

Au fur et à mesure le groupe Trévi a vu ses missions s'élargir d'une façon très importante. Aujourd'hui ses groupes de travail sont les instances centrales pour l'échange de la technique criminelle, pour la lutte contre la violence des hooligans et contre le "crime organisé", notamment le trafic de drogue. Une autre commission "ad-hoc" est responsable de coordonner les activités des polices contre l'immigration. Ceci est d'ailleurs très symbolique de la priorité que donnent les gouvernements aux solutions répressives des problèmes migratoires depuis quelques années déjà. Possédant comme base les structures du

groupe Trévi, Europol ne part pas à zéro. Et aussi au niveau du système informatique, Europol profite de l'équipement prévu pour une autre institution : le groupe Schengen. En effet, ce groupe créé en 1985 pour accélérer la suppression des frontières intérieures de cinq pays centraux de la CEE est devenu, surtout avec l'accord dit "complémentaire" de 1990, une autre institution importante de la coopération policière. Ce qui compte aujourd'hui n'est plus la libre circulation des personnes mais les "mesures de compensation" pour la répression de la criminalité et surtout de l'immigration. Le système informatique du groupe Schengen (SIS) servira aux futures institutions de coopération autour d'Europol.

La critique se fait trop rare

La lutte contre le trafic de drogues et contre le "crime organisé" dans ce domaine est l'argument principal que les responsables avancent depuis des années pour démontrer la nécessité de leurs activités. Plusieurs institutions spécialement créées à la lutte contre les drogues (par exemple le groupe Pompidou au niveau du Conseil de l'Europe, le conseil européen de la lutte anti-drogues, CELAD, et le bureau international de contrôle des narcotiques des Nations-Unies) font de même. Leur succès est impressionnant : les Pays-Bas sont le seul pays qui résiste contre une politique répressive dans ce domaine. Pourtant, de plus en plus de policiers reconnaissent que cette politique répressive ruine les

toxicomanes et maintient le marché noir avec des profits énormes parce que les polices n'arriveront jamais à mettre fin à tout trafic de drogues dures. Mais l'intérêt est plus grand de créer les structures d'un État européen répressif avant que des voix critiques puissent les mettre en cause. Ceux qui demandent si on ne peut pas renoncer à des institutions comme le SIS ou Europol, coûteuses et dangereuses pour la démocratie, sont restés rares. Pourtant cela n'appartiendrait pas au monde des illusions. On éviterait par exemple des problèmes de sécurité par des mesures politiques qui limitent le trafic d'armes et qui mettent le marché des drogues dures sous le contrôle de l'État avec la distribution gratuite de drogues ou de substituts aux dépendants par des médecins autorisés. Vue l'importance de la criminalité secondaire (petits vols, cambriolages, recel, etc) cette mesure simple pourrait rendre superflue une grande partie des structures policières aux niveaux national et international.

Sur un autre plan, il reste nécessaire de répéter qu'il est inacceptable que les gouvernements veuillent régler les problèmes migratoires causés par l'inégalité de la distribution de la richesse mondiale par les voies de l'exclusion et de la répression.

C'est dans ce sens-là que Réflex a fait une réunion avec des invités d'autres pays européens le 3 avril dernier. Sur les pages suivantes nous présentons une partie des communications faites lors de cette réunion. ■

Quand la police fait l'Europe...

Intervention de Tony Bunyan, de STATEWATCH

“ Je vais tout d'abord vous parler du contexte dans lequel interviennent les changements de la politique policière, puis de ces changements en Grande-Bretagne, et des effets de cette politique dans la Communauté européenne. Il y a un certain nombre de liens à travers les différentes étapes de la construction de la politique policière européenne ; des liens entre la police, le contrôle aux frontières, le terrorisme, la drogue, l'immigration et le crime. En 1976, la création de TREVİ était présentée comme réponse au terrorisme, aujourd'hui on fait le lien entre terrorisme, drogue et immigration. Cette idéologie des divers gouvernements européens nourrit le racisme et le fascisme, et mène à la criminalisation de la population immigrée. Un spécialiste du contrôle de cette politique policière en Grande-Bretagne, le major Clutterbuck a dit : “Avec autant d'immigrés dans la Communauté européenne les terroristes étrangers pourront plus facilement se cacher parmi eux.” La culture européenne raciste voit toute la population du Tiers-Monde comme des immigrants et des réfugiés potentiels, et tout immigré ou réfugié comme terroriste et délinquant. Ce racisme ne fait pas la différence entre un citoyen et un immigré, entre un immigré et un réfugié. Un commentateur britannique a dit : “Ils portent tous leur passeport sur la figure”. En Grande-Bretagne on parle de “black communities”, on utilise ce terme comme un terme de couleur politique qui définit les immigrants venus du Tiers monde, d'une expérience coloniale ou néo-coloniale, et qui se retrouvent un peu dans la même situation lorsqu'ils viennent dans les pays d'Europe.

En théorie, les pays européens essayent de construire autour d'eux un “cordon sanitaire”.

Aujourd'hui, à travers ce qu'on appelle les conventions parallèles, on comprend en plus l'Europe de l'Est (Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie...) comme zone-tampon. On peut parler d'un nouveau mur de Berlin, plus à l'Est, qui exclut les gens venus de Russie, du Pakistan... Au Sud, de la même façon, on repousse les Africains. En théorie, il y a une coquille solide et à l'intérieur un ventre mou qui permet une certaine liberté. Mais on se rend compte que la disparition de ces frontières intérieures mène à un renforcement du contrôle à l'intérieur de l'Europe et aux frontières extérieures.

L'exemple de la Grande-Bretagne

En ce qui concerne le contrôle aux frontières en Europe, seuls trois pays, la Grande-Bretagne, le Danemark et l'Irlande, refusent toujours d'arrêter les contrôles dans les ports et les aéroports. L'un des arguments développés par le gouvernement britannique pour maintenir ces contrôles est qu'ils font partie des mesures contre le terrorisme, la drogue et l'immigration illégale, notamment celle des immigrants des autres pays européens à qui le gouvernement britannique ne fait pas confiance. Actuellement, des institutions européennes comme la Communauté font pression sur ces gouvernements pour qu'ils arrêtent les contrôles aux frontières. Le gouvernement britannique a été très clair sur ce qu'il ferait si on le forçait à arrêter ces contrôles : carte d'identité obligatoire, augmentation des recherches et contrôles de police, maintien de la loi anti-terroriste liée au problème irlandais qui fait qu'on peut retenir quelqu'un en garde à vue du seul fait qu'il est suspecté. Dans le contexte des relations entre la Grande-Bretagne et l'Irlande, en octobre dernier,

la république d'Irlande a introduit des cartes d'identité 16-24 ans ; le gouvernement britannique, depuis presque un an, s'est mis à consolider les frontières entre le Nord et le Sud de l'Irlande, à construire des “forts” et à effectuer une surveillance par infra-rouge. Il est important de préciser qu'il s'agit d'une situation de guerre civile qui dure depuis 24 ans.

Le principal changement en matière de politique policière en Grande-Bretagne est la centralisation. La centralisation des services de police traditionnels, qui traitent la drogue, le football, les crimes... se fait dans le “national criminal intelligence center” (centre national de renseignements). Le terrorisme est traité indépendamment au niveau européen. Les possibilités pour les communautés locales de contrôle sur la police sont en train de diminuer, après plus de 150 ans. C'est désormais le ministre de l'Intérieur qui pourra donner les postes dans la police à travers toute la Grande-Bretagne. Il est important de rappeler qu'en Grande-Bretagne, il n'y a pas de syndicats de police, mais une “fédération”, une sorte de grand syndicat-maison. Tout le système informatisé qui permet les contrôles (dans les véhicules de police par exemple) est transformé pour être compatible avec le système d'information de Schengen. Le système européen de renseignements (basé sur le système de Schengen) couvrira l'immigration, la police, la loi.

Le gouvernement britannique est satisfait de la façon dont se passent les négociations : les accords sont intergouvernementaux, informels, secrets. Les hauts fonctionnaires de la police ont de plus en plus de pouvoir. La question reste de savoir comment ils peuvent intervenir dans les contraintes démocratiques.

Émergence de l'État

européen

À travers le traité de Maastricht et les accords intergouvernementaux d'harmonisation, au-delà des aspects de coopération et de protectionnisme on voit la création de l'État européen. À travers les développements sociaux et économiques on voit le développement politique de l'Europe. En fait le groupe Trévi et le groupe ad hoc qui travaillent sur l'immigration sont sur le point d'être abolis car dans le cadre du traité de Maastricht, mises à part les structures concernant le terrorisme, ces éléments sont permanents (le système d'information européen sur le terrorisme n'est pas encore assez sûr). Dans le cadre du traité de Maastricht on a un cabinet “parallèle”, et trois sous-comités : immigration, police et sécurité intérieure, et coopération législative. Le Parlement n'a pas de contrôle sur ces groupes.

Conclusion

Dans le contexte de l'émergence de l'État européen on peut voir qu'à l'intérieur de cet État il y a deux groupes : les citoyens et les visiteurs. Il n'est pas question de venir en Europe par besoin, on voit se mettre en place une politique raciste basée sur les pays d'origine. La liste des pays dont les ressortissants doivent avoir un visa pour entrer en Europe est à peu de choses près la liste des pays du Tiers-Monde, ni le Canada, ni l'Australie n'y figurent.

Le travail de State Watch est de contrôler, de renseigner, de publier des articles sur ce qui se passe. Il faut donner aux gens qui travaillent sur le terrain, dans la communauté, sur des campagnes, les éléments pour comprendre et se battre contre ce qui se prépare. ■

POLICE & DROGUE

“ Jansen & Janssen (en français Dupont et Dupond) est né du mouvement des squatters ; à la suite des problèmes qu'ils ont pu rencontrer avec la police, les squatters ont éprouvé la nécessité de créer un groupe qui contrôlerait ses activités.

Par rapport au reste de l'Europe, la politique hollandaise est très libérale, et on ne sait pas encore si elle sera affectée par l'harmonisation européenne. Il est en effet difficile de connaître les politiques européennes et l'impact de la coopération policière car les négociations restent secrètes et les décisions sont prises à différents niveaux. Même les parlements nationaux ne reçoivent que très peu d'informations, ils ne peuvent donc pas avoir beaucoup d'influence sur les résultats des négociations. Rien ne nous aide à savoir vraiment ce qui se prépare, mais il y a autant de raisons d'être optimiste que pessimiste.

Je vais tout d'abord vous parler de la politique hollandaise en matière de drogue, et aussi des récentes modifications que l'harmonisation européenne y a apportées. En Hollande, la possession et la vente de drogue ne sont pas légales (seule la consommation est autorisée). Toutefois, pour les drogues douces, au-dessous de 30 g (et 1g pour la cocaïne ou l'héroïne), il n'y a pas de poursuites. Les dealers vendent donc de petites quantités dans les maisons de jeunes et les coffeeshops.

Les autorités ont donné quelques directives pour essayer de garder le contrôle de la situation : pas de vente en grosse quantité, pas de vente de drogues dures, pas de publicité, pas d'incitation à la consumma-

tion et pas de vente aux mineurs. La question de la drogue est considérée plus du domaine de l'ordre public que de l'application des lois. Ainsi la police n'intervient-elle que lorsqu'il y a atteinte aux bonnes moeurs ou si cela cause un désagrément public. Cette attitude tolérante est le résultat d'une politique de différenciation entre les drogues douces et dures. Les consommateurs de drogues douces peuvent l'être ouvertement sans être mis au ban de la société.

Deux ministères sont responsables de l'application de la politique en matière de drogue, le ministère de la Santé et celui de la Justice. Jusque récemment, c'est principalement le ministère de la Santé qui mettait des mesures en place et apportait une approche pragmatique de la question. L'application de la loi était subordonnée aux efforts de limitation des effets néfastes de la drogue. Les mesures de santé publique étaient prioritaires, des programmes ont été mis en place pour aider les toxicomanes, pour essayer de les convaincre de décrocher (remplacement par la méthadone pour réduire la dépendance, échange de seringues usagées contre des neuves pour limiter la propagation du SIDA). Pour l'instant cette politique a été très efficace, si on compare avec le reste de l'Europe ou les États-Unis. Il y a moins de toxicomanes, et leur nombre n'augmente pas, moins de décès dus à la drogue, moins de séropositifs. La situation est plus ou moins contrôlée. Mais le ministère de la Justice, plus conservateur, gagne de l'influence avec l'harmonisation européenne, puisque les politiques des autres pays européens sont plus restrictives. C'est lui qui mène les négocia-

tions sur la scène européenne. Il est focalisé sur l'application de la loi et soutient ardemment la coopération policière. Néanmoins, il n'y a pas eu de réel changement jusqu'à présent. De nouvelles mesures ont été prises pour défendre la politique hollandaise contre les attaques de l'extérieur. Le ministère de la Justice appelle cela la confirmation de la politique actuelle. Par exemple, il y a une campagne pour renforcer le contrôle sur les coffeeshops. Cela a été nécessaire à cause de l'augmentation rapide du nombre de coffeeshops et de leurs activités illégales (vente de drogues dures, recel). Cette campagne vise aussi à réduire au silence les critiques de l'étranger. Le système proposé est celui des licences. Jusqu'à présent, la police fermait les yeux sur les coffeeshops ou avait des arrangements avec eux. Désormais, il faudra avoir une licence pour tenir un coffeeshop ; à la moindre incartade, la police pourra retirer les licences et faire fermer la boutique. Il y aura aussi une nouvelle législation afin de contrôler la production illégale de cannabis (actuellement la culture en est tolérée jusqu'à 50 pieds).

Le système des licences développe la politique hollandaise dans une voie plus libérale. La Hollande étant autosuffisante en drogues douces, avec du cannabis de très bonne qualité (le nederwiet), elle peut donc avoir une politique indépendante. Le mois dernier, le parti socialiste a proposé de réguler la vente et la production de drogues douces. Les licences pour les coffeeshops et les producteurs de cannabis placeraient la fourniture du marché et la qualité des produits sous le contrôle du gouvernement. Le crime organisé perdrait son emprise sur la

vente et la production, et l'État pourrait percevoir des taxes. Ce projet, émanant sûrement du ministère de la Santé, n'a pas obtenu la majorité au parlement et le ministère de la Justice s'y est opposé (c'était trop près d'une légalisation des drogues douces).

Une véritable bataille se joue entre les ministères de la Justice, conservateur, et de la Santé, plus progressiste. Il y a toute une tendance qui serait pour simplement contourner les accords internationaux. Mais l'idée d'un tourisme de la drogue empêche la mise en place de mesures libérales. Une étude a montré que les touristes sont attirés par Amsterdam à cause de son caractère permissif. Mais les habitants d'Amsterdam sont fatigués de voir les touristes venus pour la drogue déambuler comme des zombies. Actuellement, la Hollande importe les problèmes de drogue des autres pays européens.

En février dernier, j'ai été très étonné d'entendre à la radio le porte-parole du parti conservateur hollandais défendre farouchement la politique hollandaise en matière de drogue. En fait, c'est simplement que le bureau international de contrôle des narcotiques des Nations-Unies venait tout juste de publier son rapport critiquant la politique hollandaise. Mais celle-ci bénéficiant d'un soutien national unanime ; le ministère de la Justice annonça qu'il ne changerait pas de politique.

Dans le cadre de l'harmonisation européenne et des tentatives d'accords sur une politique commune, la Hollande est étudiée de façon très critique par les autres pays européens. Une multitude d'accords de toutes sortes, de groupes de travail et d'organismes travaillent à tous les

niveaux pour mettre en place une politique commune face à la drogue. En 1988, le CELAD (comité européen de lutte anti-drogue) a été mis en place afin de coordonner les différentes initiatives.

En juin dernier, la Commission européenne a proposé de monter un observatoire européen pour échanger des informations sur la drogue et la toxicomanie. Dans la circulaire qui accompagnait cette proposition la Commission européenne se voyait octroyé le droit d'émettre des directives en ce qui concerne la production et le trafic de drogue et le blanchiment de l'argent, ce qui va bien au-delà des compétences de la Commission telles qu'elles sont définies dans le traité de Maastricht. On craignait la fin de la politique hollandaise ; le parlement s'est réuni pour essayer de mieux appréhender les effets de la politique européenne, mais aucune réponse claire n'a pu être trouvée à cause du caractère secret de ce type de négociations. Le parlement, comme toute réponse, fit adopter une loi imposant au gouvernement de le consulter avant de pouvoir accepter les propositions de la Commission européenne. C'est une mesure tout à fait inhabituelle dans la politique européenne en Hollande.

Le même mois, le parlement hollandais, mis sous pression à cause de sa politique libérale, finit par ratifier les accords de Schengen. Ces accords sont, entre autres, un engagement à lutter contre la drogue. Les effets négatifs de ces accords furent évités grâce à la mise en place du même système de consultation parlementaire.

Europol est la plus récente initiative en matière de coopération policière européenne. Europol est un projet de l'unité européenne de drogue mis en place par les signataires de Trévi. Pour l'instant ce FBI européen a des limites imposées dans les échanges d'informations et n'a pas de pouvoir exécutif. Mais la France, l'Italie et l'Allemagne font pression pour étendre ses pouvoirs. Dans la dispute entre la France et la Hollande pour le siège d'Europol, la France a attaqué la politique libérale de la Hollande. La Hollande pourrait retourner l'argument ; en Hollande par exemple le contrôle sur les armes à feu est très strict, alors qu'il est facile de s'en procurer en France ou en Belgique. L'aspect positif de l'engagement européen est qu'il a permis

qu'on se remette à débattre en Hollande sur la politique en matière de drogue. Dans le milieu des années 1980, la discussion avait été close lorsqu'il devint clair qu'une politique encore plus libérale était impossible et qu'on ne pouvait plus revenir en arrière ; la politique hollandaise avait atteint les limites de ce qui lui était permis dans le cadre des traités européens signés par la Hollande, il y avait une entente tacite pour qu'elle s'en tienne à ce point.

Il y a un engouement croissant en Europe pour la politique hollandaise, simplement parce que c'est la seule qui



fonctionne. Elle n'est pas parfaite, mais c'est de loin la meilleure alternative. Malheureusement l'intérêt est souvent limité aux hommes politiques qui sont confrontés aux problèmes de la drogue. Sur les plans politiques nationaux il y a toujours beaucoup de résistance. Les régions allemandes frontalières de la Hollande ont tendance à adopter la même politique qu'elle. De grandes villes européennes comme Amsterdam, Francfort, Zurich, Zagreb, et récemment Baltimore aux États-Unis ont signé la résolution de Francfort qui défend une politique semblable à celle de la Hollande. L'exportation de la politique hollandaise en matière de drogue crée une confrontation qui profite à la Hollande. Depuis bon nombre d'années, elle a tellement eu à défendre sa politique contre les critiques de l'étranger qu'elle ne l'a pas développée plus avant. Dans les autres pays européens, de nouvelles initiatives sont proposées : à Francfort pour vendre les drogues douces dans des maga-

sins d'État, à Liverpool pour fournir les toxicomanes en héroïne.

Les autorités hollandaises ne veulent pas abandonner la politique actuelle, certains veulent même la développer. Les conseillers municipaux d'Amsterdam ont proposé de légaliser les drogues douces à un niveau européen, un haut fonctionnaire du ministère de la Santé a proposé de "revoir le statut du cannabis dans la convention des Nations-Unies". Des spécialistes hollandais sont envoyés dans les autres pays européens pour venir en aide aux projets qui se mettent

sont eux qui décident d'éventuels durcissements de la loi après avoir considéré les différents facteurs et donné priorité à la santé et à l'ordre public.

Il y a un paradoxe évident dans la politique hollandaise en matière de drogue. C'est un compromis entre un renforcement de la loi et une mesure de santé. On peut même se demander si c'est vraiment une politique ; comment peut-on autoriser la consommation de drogue quand on en interdit le trafic ? Il en résulte que ce sont toujours les organisations criminelles qui contrôlent le marché et en tirent d'énormes profits, c'est à elles que profite le paradoxe. Il y a un rapport assez alarmant sur le développement du crime organisé et son infiltration dans la société. La petite délinquance croît aussi, entre autres à cause des toxicomanes qui doivent voler pour trouver l'argent de leur shoot. La police et la justice sont débordées de cas de petits délits en relation avec la drogue. C'est là le talon d'Achille de la politique hollandaise. La plupart des gens sont conscients de ce paradoxe, mais la Hollande doit s'accommoder de ce compromis car la Communauté européenne et sa "guerre à la drogue" ne lui laissent aucune autre alternative.

Malgré son échec évident, la guerre à la drogue a amené une intensification de la lutte contre le trafic de drogue, et puis nous sommes sur la voie de l'abolition des frontières internes, cela pourrait affecter la politique libérale hollandaise (Europol, Schengen et d'autres initiatives luttent contre le crime organisé, le trafic de drogue et le blanchiment de l'argent). En juillet dernier, l'homme qui avait été la grande figure de la politique libérale au ministère de la Santé a donné sa démission, à cause de l'influence croissante du ministère de la Justice dans la politique en matière de drogue. La Hollande prenait une part de plus en plus grande dans la guerre à la drogue par son engagement dans la politique américaine aux Caraïbes. Les Antilles hollandaises sont un haut-lieu de blanchiment de l'argent, le Surinam, ancienne colonie qui dépend toujours beaucoup de la Hollande, est un pays de transit pour la cocaïne, Rotterdam, en tant que plus grand port européen, et Amsterdam à cause de son aéroport, sont deux points d'entrée importants de la drogue en Europe...

en place. La probabilité d'une extension de la politique hollandaise n'est pas mauvaise.

En Hollande, on peut s'attendre à ce que les autorités qui auront à mettre en place les mesures restrictives de l'harmonisation européenne fassent du sabotage constructif. Le chef de la police de Rotterdam a suggéré que l'on légalise les drogues douces et son collègue d'Amsterdam approuvait : "Nous avons été le premier pays à autoriser la vente des drogues douces, nous devons maintenant être les premiers à en autoriser le trafic". En Hollande, ce sont le chef de la police, le maire et le procureur local qui mettent en place concrètement la politique en matière de drogue. Un délit n'est pas systématiquement poursuivi. Le ministère de la Justice émet des directives en général plus libérales que la loi. C'est aux autorités locales de décider dans quelles mesures ils suivront les directives, c'est la consultation triangulaire du maire, du chef de la police et du procureur. Ce

mais la Hollande a signé un traité de coopération contre le trafic de drogue et le blanchiment de l'argent.

Toutes ces mesures de renforcement de la loi et les efforts faits pour commencer la guerre à la drogue pourraient affecter, de façon détournée, la politique hollandaise. La Hollande va devenir plus vulnérable. C'est le pays européen producteur de cannabis, la production illégale se développe et on exporte de la nederwiet. Le cannabis partagé avec la tomate la sixième place sur la liste d'exportation des produits agricoles (en valeur, pas en volume). Je ne pense pas que la police allemande passe la frontière pour démanteler les serres, mais la pression sur la police hollandaise augmente pour qu'elle le fasse elle-même. Il y a de plus en plus de raids sur les plantations,

alors que d'elles-mêmes, les autorités hollandaises auraient préféré les ignorer. Des agents allemands et américains opèrent déjà sur le territoire hollandais. Récemment, huit cultivateurs hollandais ont été arrêtés par la DEA et Scotland Yard. Pour contourner les autorités hollandaises, ils avaient attiré les huit hommes hors des frontières, ils les ont alors arrêtés. Ce n'est qu'un exemple de la longue liste des interventions d'organismes étrangers de lutte contre la drogue. Je pense que cela aura pour impact un renforcement des lois sur la production de nederwiet, et une baisse de l'assistance aux toxicomanes étrangers en Hollande. Cela risque de poser un problème à la Hollande dans sa politique de réduction des dommages de la drogue car les toxicomanes ne partiront pas du jour au lende-

main, la police sera donc confrontée aux problèmes de répression ; l'augmentation des mesures de police pourrait rendre le rapport des travailleurs sociaux aux toxicomanes plus difficile. Le choix se placera alors entre plus de répression, ou la légalisation des drogues douces. La faiblesse de la Hollande lui permettra difficilement de garder sa politique libérale. On ne peut pas éliminer les délits liés à la drogue, ni le trafic à grande échelle. En comparaison avec les autres pays d'Europe et les États-Unis, la Hollande a réussi à réduire les dommages de la drogue sur la santé publique. Mais à moins que la Hollande ne soit capable d'exporter sa politique comme premier pas vers la légalisation, la pression augmentera pour mettre en place une politique européenne commune plus

restrictive.

Les spécialistes considèrent la guerre à la drogue perdue d'avance. Pour éviter des prolongements absurdes, il faut trouver une solution pour légaliser les drogues douces d'une façon ou d'une autre. Mais en Hollande, en Europe et au sein la communauté internationale, rien ne laisse présager que cela arrivera dans un futur proche. En attendant, le trafic de drogue est utilisé comme prétexte pour renforcer les mesures de police contre le crime organisé, mais celui-ci grossira tant que les drogues seront interdites. Il faudra peut-être un jour ouvrir les yeux sur ce cercle vicieux !" ■

Tom Blickman

Buro JANSEN & JANSSEN
POSTBUS 10591
1001 E N AMSTERDAM

Parlement européen quelles luttes contre l'euro-police ?

Claudia Roth, députée européenne des Verts allemands a multiplié les interventions concernant la construction policière européenne. Au sein du Parlement, peu de forces politiques s'inquiètent des conséquences de Maastricht ou de Schengen. A ce sujet, le consensus est presque parfait... et aucun député français n'a soulevé de questions sur les restrictions des libertés envisagées...

“ Au sein de la commission des libertés publiques du Parlement européen, la question du traitement de la criminalité a pris une importance croissante. Les autres discussions importantes portent sur les questions du droit d'asile ou de l'immigration, la construction de l'Europe forteresse contre les réfugiés qui cherchent une place pour survivre, les questions du chômage et de la corruption de la classe politique.

Le thème de la criminalité va devenir de plus en plus présent dans les campagnes électorales de tous les pays de la Communauté, en effet il est idéal à exploiter pour proposer une politique plus restrictive, plus répressive et plus autori-

taire.

Dans la discussion sur la criminalité nous sommes confrontés à deux arguments principaux et à un double problème. D'un côté, il y a dans nos pays une augmentation de la criminalité, ce sont les chiffres, les informations qu'on nous donne, et le sentiment d'insécurité grandit aussi. D'un autre côté, le taux d'élucidation des affaires par la police reste très bas et le succès de son travail a constamment diminué. La réaction des politiques et de la police n'est pas de constater un échec total de la politique actuelle et la nécessité d'un changement radical, bien au contraire, ils veulent nous faire croire que l'on pourrait combattre la criminalité avec beau-

coup plus d'argent et de lois restrictives, avec une réglementation plus stricte, et donc avec moins de libertés et de droits civiques. Comme les forces conservatrices savent bien que l'augmentation des compétences et des droits de la police n'est pas du tout une garantie de succès, elles font une forte propagande pour un changement de système. C'est toujours l'idée d'une société autoritaire et très répressive, dans laquelle, par exemple, le but de l'éducation est la formation, afin de ne plus avoir d'individus indépendants et autodéterminés.

La Communauté européenne et ses institutions, c'est-à-dire le Conseil, le Conseil des ministres, la Commission et le Parlement européen, traitent

depuis longtemps la question de la criminalité avec des structures de coopération (groupes, contrats et conventions comme Schengen, Trévi, Dublin, Euro-pol...). On développe un système et un appareil de coopération policière sous le prétexte populaire et surtout très démagogique des luttes contre le crime organisé, le terrorisme, le trafic de drogue et l'immigration clandestine.

Le traité de Maastricht contient des décisions très importantes sur le caractère de la coopération policière. Il est important de constater que selon Maastricht nous n'aurons pas une sorte de police fédérale sous un contrôle démocratique de la Commission ou du Parlement européen ; seule une

coopération intergouvernementale est mise en place, sans contrôle effectif des parlements nationaux ni du Parlement européen.

Au Parlement européen, je travaille dans la commission des libertés publiques et des affaires intérieures. Cette commission a été mise en place début 92. Nous travaillons sur les questions de politique intérieure classique, c'est-à-dire les questions de la démocratie, des droits civiques (par exemple les droits des homosexuels, des prisonniers), de l'asile, de l'immigration, de la drogue et de la police. La question la plus actuelle est celle de l'article 8a du traité de la Communauté, la libre circulation des capitaux, des profits et des personnes (la seule libre circulation qui n'existe pas). En ce moment nous discutons dans notre commission la possibilité de faire un recours contre la Commission, le Conseil et les États-membres, qui ne garantissent pas la libre circulation des personnes, alors même que celle-ci était prévue et annoncée pour le 1er janvier 93. La lutte contre une politique plus restrictive devient indispensable car c'est la réponse qu'on veut donner à presque tous les problèmes. On ne cherche pas les sources des problèmes mais on se bat contre leurs symptômes ; les solutions proposées sont toujours plus de police, plus de contrôle, plus de militaires, plus d'échange d'informations... Il y a dans les politiques du droit d'asile et de l'immigration une nouvelle stratégie de la criminalisation : on déclare presque tous les pays d'où viennent les réfugiés comme des pays sûrs, démocratiques, d'où il n'y a aucune raison de partir (Roumanie, Turquie...). Ceux qui quittent ces pays ne sont alors pas des frères réfugiés mais des immigrés clandestins, il faut donc les traiter comme des hors-la-loi. Cette stratégie va permettre d'augmenter les forces de police, on verra alors la relation entre la coopération policière et la militarisation de la question de l'asile.

Dans notre commission, les Français ne sont presque pas représentés, ce sont surtout des personnes des Pays-Bas, beaucoup de Grande-Bretagne (des conservateurs et des travaillistes), quelques Allemands et quelques Belges. Nous recherchons des groupes clandestins installés par les gouvernements qui travaillent sur la coopération



policière, la drogue, le terrorisme... En effet, avant de pouvoir poser des questions à la Commission et aux représentants des pays-membres, nous devons en connaître les réponses. Une tâche importante qui nous incombe est d'essayer d'informer un peu mieux le public. Dans tous les pays-membres, ce qui se passe au niveau intergouvernemental et au niveau européen n'est presque pas connu du grand public. Si on demande à quelqu'un dans la rue ce qu'est Schengen, je suis sûre que presque personne n'est au courant. Et si je demande aux membres du Parlement à Bonn ce qu'est Schengen, je suis sûre que 80% me diront qu'ils savent que c'est une bonne mesure, qu'ils veulent la ratifier, mais presque aucun d'entre eux n'en connaît les détails et les conséquences. C'est très dangereux pour une société civile ou pour une démocratie de ne pas avoir de discussions publiques sur ce qui se passe. C'est pour cela que nous essayons d'informer les gens et de donner un peu d'ouverture à ce qui se passe en secret. Nous avons déjà fait plusieurs rapports sur la coopération policière, Europol, Schengen, les droits de l'Homme dans la Communauté... Nous avons soulevé à ce propos, que le droit d'information et de contrôle sur la police et la sécurité doit être un droit des personnes dans cette Communauté. En tant que commission concernée, nous avons demandé officiellement à avoir une entrevue avec les personnes qui travaillent déjà à Strasbourg dans les bureaux d'Europol ou dans ceux du système d'information de Schengen. Le gouvernement (socia-

liste) français a interdit cette rencontre en avançant que le Parlement européen n'avait rien à y faire, les accords étant intergouvernementaux. Nous voulons donc y faire une visite surprise et on verra bien ce qu'ils feront de nous.

Conclusions du débat sur la coopération policière dans la commission des libertés publiques et des affaires intérieures :

Il ressort de ce qui précède que différents organismes s'occupent à divers échelons de la coopération policière et que des accords internationaux sont conclus parfois sans que le pouvoir législatif voire exécutif n'en soit informé. La coopération policière existe sous diverses formes officielles ou institutionnalisées passées sur des accords tantôt bilatéraux, tantôt multilatéraux. Il est permis de s'interroger d'emblée sur le chevauchement évident de certaines initiatives auxquelles participent souvent des pays qui se situent à d'autres échelons mais prennent néanmoins des décisions exécutives. Dans le domaine de la drogue, par exemple, les problèmes sont traités à divers niveaux, sur le plan international par les G 15, dans le cadre du conseil de l'Europe par le groupe Pompidou, au sein de la Commission et

du Conseil de la Communauté européenne, par le groupe ad hoc coopération politique, par le groupe ad hoc toxicomanie...

Il est permis de se demander si le développement et l'intensification de la coopération policière internationale doivent se poursuivre dans le cadre des organes internationaux de la Communauté européenne ou si au contraire il convient précisément de s'en abstenir, ce qui pose la question du contrôle. En résumé, comme il a été déclaré à la deuxième chambre des Pays-Bas, une Europe démocratique ne peut pas être créée par quelques messieurs très savants qui entendent régler les choses au moyen d'un réseau opaque de groupes divers (Trévi, le groupe ad hoc immigration, le CELAD, le groupe de coordinateurs, etc.)

Trois points pour conclure :

- le Parlement européen n'a aucune compétence de contrôle démocratique sur la construction sécuritaire européenne. C'est dû au caractère de coopération inter-gouvernementale donné aux accords. Cela réduit aussi les compétences des parlements nationaux et donne tout pouvoir à l'exécutif. Dans la construction de la Communauté européenne, même la division des pouvoirs héritée des révolutions bourgeoises n'existe plus.

- jusqu'à maintenant on se préoccupe réellement au sein du Parlement européen des mesures qui mettent en danger la démocratie en Europe ; mais il ne faut pas avoir trop d'espoir ; dans le passé, lorsque le Parlement avait la possibilité de résister, il a suivi dans sa majorité la raison d'État et a voté contre une augmentation des droits civiques.

- dans sa majorité, le Parlement n'est pas conscient des conséquences de la désintégration sociale. Il se voile la face, admet la solution d'une politique plus répressive, ne propose pas de politique radicalement différente. ■

Le 30 novembre 1992, à Londres, lors d'une rencontre des ministres des affaires intérieures, nous avons essayé de faire une convention pour le regroupement familial. Ça a échoué à cause du veto de l'Irlande. Il y a quelque temps, j'ai demandé à des membres irlandais du Parlement (représentants de United Left et du Labour Party) pourquoi l'Irlande avait posé son veto contre la résolution en faveur du regroupement familial dans la Communauté européenne. Ils m'ont répondu qu'ils n'étaient pas au courant, qu'eux-mêmes n'étaient pas en mesure de voter. C'est une bonne exemple pour comprendre à quel niveau se prennent les décisions dans la Communauté européenne.

Nouvelles d'ALLEMAGNE

Les nouvelles d'Allemagne ne sont pas tellement encourageantes : au moins 50 personnes ont été assassinées par des fascistes depuis l'annexion de la RDA. Le Bundeskriminalamt (institution nationale luttant contre la criminalité) parle de plus de 6 000 crimes racistes officiellement constatés rien qu'en 1992. Les scores des partis d'extrême droite sont aujourd'hui presque au "niveau français", c'est-à-dire qu'ils atteignent entre 10 et 15%. Les derniers attentats (Solingen, Hattingen, etc.) montrent la dimension de la terreur brune.

On peut constater toute une toile fasciste derrière ces actions. Les deux branches les plus connues sont des partis d'extrême droite comme les Republikaner ou la Deutsche Volkunion (DVU) qui sont déjà représentés dans plusieurs parlements régionaux à l'Ouest. Il est aussi plus au moins sûr que les Republikaner vont entrer au parlement national aux élections de 1994.

À l'étranger, on entend surtout parler des fascistes militants. Ceux-ci sont depuis plusieurs années en train de créer des organisations d'avant-garde pour recréer le NSDAP. Pour arriver à ce but, il y a le NSDAP/AO dont le siège se trouve aux États-Unis et le Gesinnungsgemeinschaft der Neuen Front (GdNF). Ce dernier comporte plusieurs partis et organisations qui se revendiquent plus au moins ouvertement du national-socialisme. Ce sont surtout Michael Kühnen et son successeur Christian Worch

qui ont créé ce réseau qui ne veut pas encore devenir un mouvement de masse mais rester une organisation de cadres.

À part ces réseaux et quelques autres partis fascistes, comme par exemple le Freiheitliche Deutsche Arbeiterpartei (FAP) de Friedhelm Busse, il y a aussi toute une "scène" de l'extrême droite qui n'est pas très bien organisée en parti mais qui est assez violente et qui se laisse facilement récupérer par l'un ou l'autre groupe pour des actions fascistes (manifestations, collages, terreurs dans la rue, attentats, etc.). Les frontières entre ces différents groupes sont mouvantes.

Mais il y a aussi —mieux cachés et beaucoup mieux intégrés dans la société allemande— des groupes d'étudiants de droite (les "Burschenschaften"), des journaux, tout un réseau de la Nouvelle Droite (qui s'inspire surtout des idées du Français Alain de Benoist), des "réfugiés patriotes", des "cercles" dans lesquels se trouvent côte à côte des conservateurs et des activistes d'extrême droite...

Mais malgré ces activités assez diversifiées, l'extrême droite n'est pas encore en passe de "prendre le pouvoir". Ce n'est pas son but pour le moment car d'autres font son travail. Heinz "Nero" Reisz, fonctionnaire de la GdNF et ami de Michael Kühnen décédé, précise : "Dans quelques années, les politiciens de la CDU/CSU (les conservateurs) auront un programme semblable au nôtre." Même si cela semble un peu exagéré, il faut constater

que les sociaux-démocrates proposent aujourd'hui presque les mêmes "résolutions" en ce qui concerne les demandeurs d'asile que les Republikaner il y a cinq ans. Ce n'est pas seulement le droit d'asile qui est de facto éliminé. Maintenant, on envoie aussi des soldats dans le cadre du programme de l'ONU, ce qui est une véritable attaque à la loi fondamentale allemande (Grundgesetz), basée sur les expériences cruelles de la Seconde guerre mondiale. Pour la première fois depuis 1928, les entreprises ont aussi trahi les accords passés avec les syndicats. Tout cela se fait main dans la main avec une répression et une surveillance de plus en plus poussée de la résistance antifasciste et progressiste dans la plupart des régions allemandes. Les médias ont également effectué un "Rechtsruck" (une dérive vers la droite) comme toute la société. Dans le Spiegel comme dans Die Welt, dans le Frankfurter Allgemeine Zeitung comme dans Bild, les immigrés sont

décrits comme des "vagues", des "masses", des "parasites", etc. Juste avant Rostock, Bild a sorti toute une série d'articles contre les demandeurs d'asile qui —d'après la "logique" populiste— sont soit des grands feignants parasitaires soit des gens qui volent des emplois.

Mais tout ce renforcement de l'extrême droite suscite aussi une résistance. Bien sûr, les "Lichterketten" (chaînes de bougies contre le racisme) ou les grandes "manifestations antiracistes" avec des centaines de milliers de personnes sont exploitées par la politique et le grand-capital pour calmer les entreprises étrangères qui ont eu peur d'investir en Allemagne. Mais il y a aussi —surtout après Mölln et Solingen— de plus en plus de gens qui n'ont plus confiance dans le prétendu antiracisme de l'État qui essaie en même temps de se débarrasser de ses immigrés. Beaucoup de nouveaux groupes se sont fondés. Surtout les jeunes essaient de "prendre leurs propres affaires en main".

antifaschistisches

INFO **BLATT**

L'Antifa-Info sert de base aux activités antifascistes d'individus, de groupes ou d'organisations. Ce n'est pas un journal commercial, il est édité par des antifascistes de façon indépendante.

L'Antifa-Info coûte 4 DM + 2 DM de frais de port. Un abonnement pour 5 numéros coûte 30 DM.

Antifa-Info

c/o L. Meyer Gneisenaustr. 2a 1000 Berlin 61 (à partir de début juillet, 10961)

25

C'est à nous d'agir

Un appel de l'écrivain Ralph Giordano, juif allemand, survivant de l'holocauste.

Solingen et tout ce que ce nom symbolise et représente nous a préoccupés ; cela prouve que la bête raciste est toujours vivace dans l'Allemagne de 1993. Celui qui a pensé qu'il y avait, comparé aux années 1991 et 1992, une accalmie relative, doit avouer au moins aujourd'hui qu'il avait tort. Avec ces cinq morts, il est déjà plus une.

[...] Maintenant, il y en a assez, il y en a plus qu'assez. Alors, arrêtons de défendre l'ancienne et la nouvelle racaille ! Arrêtons de nous taire devant les assassins potentiels et réels ! Arrêtons de faire confiance aux politiciens qui —même après 25 morts— ne sont toujours pas prêts à punir les brutes d'extrême droite avec toute la force de l'État comme ils l'ont fait contre la gauche terroriste —là ça marchait !

[...] Disons-le, écrivons-le, crions-le de toutes nos forces : dans l'Allemagne de 1993, l'ennemi est à droite —à droite, à droite, à droite !

[...] N'ayons plus confiance dans les organes du régime politique qui est apparemment incapable de se sentir menacé par la droite et qui le refuse même. Alors, encore une fois : arrêtons avec la défensive !

[...] Nous, survivants et famille de survivants de l'holocauste, ne restons plus jamais sans défense devant nos ennemis mortels —plus jamais ! Et notre serment demeure, aussi longtemps que subsiste l'ennemi mortel. Aujourd'hui, quelques jours après Solingen, je demande aux immigrés d'Allemagne (oui, à tous ceux et à toutes celles qui sont menacés), résistez, ne vous laissez pas brûler par ces criminels allemands ; n'acceptez pas qu'ils tuent vos mères, vos pères, vos frères, vos soeurs, vos filles et vos fils ! Soyez prêts quand ils viennent ; attendez qu'ils puissent venir —cette nuit, demain soir— et toutes les nuits à venir. Accueillez-les comme ils le méritent et dévoilez ainsi leur vrai visage par votre résistance : des poules mouillées pour lesquelles rien n'est plus important que leur propre intégrité, des créatures de l'ombre anonyme qu'il faut démasquer. Attrapez-les vous même, car vous n'avez rien à attendre de la police.

Immigrés d'Allemagne, défendez vous —enfin ! [...]

C COMME COMBAT C18 COMME ADOLF HITLER

Depuis 14 mois, on assistait en Grande-Bretagne à une vague de terreur nazie, comprenant des attentats, des agressions, des descentes dans des locaux politiques ou syndicaux et des centaines de coups de téléphone anonymes. Ces événements n'avaient entraîné que peu de réaction de la part de la police et peu d'intérêt dans les médias.

Le groupe responsable de toutes ces actions est Combat 18 (les 1ères et 8èmes lettres de l'alphabet sont les initiales d'Adolf Hitler), groupe formé à l'automne 1991, en coopération avec le néo-nazi américain Harold Covington. On connaît Covington : il est l'instigateur de la tuerie de Greensboro (en novembre 1979 en Caroline du Nord) qui fit 5 mort et 9 blessés chez les militants antifascistes. La révélation de sa présence en Grande-Bretagne par Searchlight en juin 1992 l'obligea à quitter le pays en catastrophe. Mais il laissa l'ossature d'un groupe néo-nazi qui transcende les rivalités des diverses factions de l'extrême droite et qui avait déjà de solides contacts avec le groupe protestant terroriste UDA.

Combat 18 s'est développé secrètement depuis 1991 et le jour où Covington quitta le pays, ils organisèrent de nombreuses attaques contre des antifascistes et des gauchistes dans la rue. Ils avaient commencé à faire des repérages de cibles potentielles, comme les bureaux des journaux radicaux ou des maisons de syndicat, contre lesquelles les attaques de Combat 18 allaient du pavé dans la devanture jusqu'au plastiquage. Le journal du parti communiste *The Morning Star* qui avait démenagé

début 1992 dans de nouveaux locaux, reçut la visite d'un commando de C18 qui tenta d'incendier l'immeuble. Ce n'est qu'à cause de la rapide réaction des voisins que les pompiers ont pu sauver la vie des personnes dormant aux étages supérieurs. Des attaques similaires eurent lieu en dehors de Londres, par exemple de sérieux dégâts ont été infligés à plusieurs immeubles à Birmingham.

Une seule fois, C18 essaya d'attaquer l'Anti Fascist Action dans un pub de Londres ; une

1970 ou dans des partis ouvertement nazis comme le British Movement au début des années 1980. On y trouve aussi la plupart des hooligans les plus en vue, en particulier ceux des "Chasseurs de têtes de Chelsea". D'autres auraient appartenu aux services d'ordre des groupes skins. C18 n'a pas d'adhésion formelle, personne ne possède de carte d'adhérent pour des raisons de sécurité. C'est une association souple des éléments les plus violents de l'extrême droite, encadrée par

de C18 ; Eddie Wicker, un ancien cadre du National Front, candidat au Parlement, a lui aussi été condamné pour violence et il entretient des liens très étroits avec le groupe protestant Ulster Defence Association, un groupe paramilitaire interdit en Irlande du Nord mais pas dans le reste de la Grande-Bretagne. L'un des personnages les plus importants de C18 est Paul Ballard, un ancien militant du National Front et du British Movement. Il avait gardé des liens étroits avec son collègue Tim Weight, alias Tim Scargill, un des leaders du groupe anarchiste Class War jusque récemment.

Scargill est lui aussi un ancien du British Movement et du National Front il y a dix ans, mais également du fameux White Defence Group basé à Croydon dans le Sud de Londres. Une autre relation de Scargill est la femme d'un activiste de C18, John Merritt de Croydon. Tim Scargill a joué un rôle central dans la désinformation ambiante à propos de C18, en particulier dans la distribution d'une liste de noms et d'adresses de membres supposés de C18, dans le but de les transformer en cibles pour les antifascistes. La plupart des informations de cette liste étaient fausses et d'après les informations recueillies par les taupes de Searchlight dans l'extrême droite britannique, il est clair que Scargill participait à un plan visant à déclencher une guerre entre nazis et antifascistes. Il y a deux ans et demi, Scargill a demandé à des personnes qui sont aujourd'hui à la tête de C18 de plastiquer une librairie anarchiste. Une attaque a effective-



Au centre, en blanc, une tête pensante de C18, Paul Ballard

douzaine de membres de l'AFA résista à une attaque d'une soixantaine de fascistes. Après cet échec, C18 ne mena des actions que contre des cibles plus faibles lors d'actions de nuit.

Le British National Party présente plusieurs candidats aux élections générales d'avril 1992. Ce qui lança dans les rues non seulement les membres de C18, mais aussi d'anciens activistes nazis qui avaient fait leurs classes aux beaux jours du National Front dans les années

les plus efficaces de ses instructeurs. La direction vient en partie de l'intérieur du British National Party, le parti d'extrême droite le plus important d'Angleterre. Parmi les personnages-clé, on peut citer : Paul David Sargent, par ailleurs connu sous le nom de Charlie "Ginger Pig" Sargent, condamné pour violence et trafic international de drogue ; ses deux frères, Stephen lui aussi condamné pour violence et Bill organisateur de combats illégaux de chiens, sont aussi membres



Sargent

ment eu lieu en avril 93 à Freedom Press, depuis 100 ans au coeur du mouvement anarchiste en Grande-Bretagne, par un commando masqué de C18 ; cela semble être la réponse à la demande de Scargill. Cette action, aussi bien organisée qu'exécutée, a causé des dégâts pour plusieurs dizaines de milliers de francs.

La loyauté de C18 est d'abord acquise à l'UDA puis ensuite aux groupes néo-nazis. La plupart des membres de C18, surtout les amis de Sargent, des hooligans, semblent moins intéressés par le racisme que par la cause loyaliste. C18 doit avoir au maximum 70 membres à Londres et entre 20 et 30 activistes dans le reste du pays. Simon Chadwick, un ancien fonctionnaire, et Graham Tasker, tous deux de Chesterfield dans les Midlands, poursuivis pour agressions, en font partie. Un autre activiste des Midlands, Gordon Jackson, est actuellement en prison préventive. C'est un membre important du British National Socialist Movement, le successeur du British Movement. Il a été arrêté pour possession de drogue et pour détention d'armes à feu et munitions. C'est un des

membres les plus endurcis de C18, il a déjà fait de la prison pour violence. Pour des raisons de sécurité, C18 chargea Harold Covington de s'occuper du courrier lorsqu'il retourna en Caroline du Nord ; ainsi, C18 n'avait aucune adresse publique en Grande-Bretagne. Le journal de C18, Redwatch, contenant les listes des cibles potentielles avait comme adresse la boîte postale de Covington Dixie Press, qui retournait les demandes de renseignements à la BP de Stephen Sargent dans le Nord de Londres. Au milieu de l'année 1992, la Ligue de St Georges, un groupe ouvertement national-socialiste, commença à publier un supplément Target dans son magazine *League Sentinel* ; comme Redwatch, il listait les noms et adresses de ceux que la Ligue considérait comme ses ennemis et de nombreuses attaques s'en suivirent. A la Ligue, c'est John Harrison qui en était chargé. Officier de sécurité à l'usine de moteur Ford de Dagenham à l'Est de Londres, il cultive une relation suivie avec David Irving (dont les réunions sont protégées par C18).

Deux des attaques les plus vicieuses de C18 ont eu lieu

dans le quartier de East-End quand des néo-nazis du BNP et de C18 essayèrent de «purifier» les rues de leurs opposants en les attaquant à coups de couteau et de battes de baseball. Les infiltrés de Searchlight dans l'extrême droite ont été capables d'identifier les attaquants.

Parfois, C18 a été aidé par la couardise ou la stupidité de ses victimes. Par exemple, la maison de Marc Wadsworth, un responsable de l'Anti-Racist Alliance, a été cambriolée et des documents et carnets d'adresse ont été volés. Mis à part ses collègues les plus proches, il n'a dit à personne que C18 avait des dizaines de victimes potentielles supplémentaires. Searchlight a monté depuis 14 mois une enquête sur Combat 18 avec l'appui de la communauté juive de Grande-Bretagne. Searchlight et World in Action, le magazine de reportage le plus important d'Angleterre, suivi par 9 à 10 millions de téléspectateurs, ont réalisé un documentaire montrant les activités de C18 (programme diffusé le 19 avril). Quand l'équipe de World in Action a cueilli Charlie Sargent dans la rue, devant ce qu'elle pensait être son refuge le plus secret du Sud de Londres, il menaça de tuer le reporter. Eddy Wicker voulut éviter de répondre au sujet des liens existant entre C18 et l'UDA, mais sans succès. Quelques personnes ont pu être démasquées, dont John Cato, un éditeur nazi de 26 ans du Nord du Kent. Il est le contact d'Harold Covington et des personnes qui impriment le très illégal bulletin de C18, Redwatch. L'un des gros bras itinérant qui avait pris part à l'attaque d'un photographe de

Searchlight l'année dernière sur ordre de Sargent, a été découvert ; il s'agit de Warren Bennett, d'Ecosse.

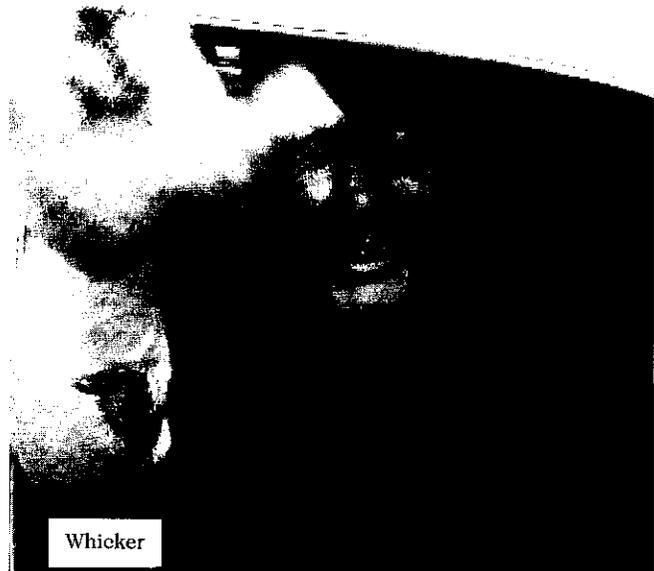
Un des aspects les plus alarmants qu'a découvert Searchlight est le rôle de Phil Edwards, du Sud de Londres. Ce maniaque du couteau a été arrêté en juillet dernier pour avoir poignardé un homme dans un pub. Il est laissé en liberté en attendant le procès et participe même à certaines actions de rue de C18. Sargent et ses amis se sont vantés qu'Edwards ne serait jamais condamné car ils menaçaient le témoin d'accrochage. Quand le procès eut lieu, le témoin-clé vacilla et Edwards fut libéré. Combat 18 a des liens étroits, par l'intermédiaire de Sargent et de Covington, avec le groupe terroriste suédois VAM et l'anti-antifa allemande. Sargent a des contacts en Belgique et en France. Searchlight et World in Action ont donné les preuves des attaques racistes organisées de C18 au Comité des Affaires Intérieures du Parlement britannique, en espérant que les principaux activistes de C18 seront arrêtés ou au moins neutralisés politiquement et militairement dans le futur. ■

Voir Roger Martin *Amérikka* voyage en Amérique fasciste, p. 19 à 28 (N.D.T.).

Si vous souhaitez des détails sur cette histoire nous ne pouvons que vous conseiller la lecture des Searchlight d'avril et mai. Vous pouvez vous les procurer à la librairie du Monde Libertaire 145 rue Amelot 75011 Paris ou à Réflex pour 20frs port compris.

LISEZ SEARCHLIGHT

et torchez-vous avec National Hebdo



Whicker

Extrême droite : les pro-serbes

La Serbie comme la Croatie aura été un bon champ d'entraînement pour les extrêmes droites françaises. Les positions sont loin d'être uniformes. Si certains soutiennent les Serbes comme le montre l'article ci-contre, d'autres, comme nous pouvons le lire dans Présent et les articles d'Alain Sanders, défendent les Bosniaques contre les "post-communistes" représentés par Milosevic ; il n'en demeure pas moins que les différentes organisations : FN, Nouvelle Résistance, PNFE et autres groupuscules, auront eu beaucoup d'activités et de prises de contacts dans cette région. En Serbie l'extrême droite a fait près de 30% des voix et son leader Vojislav Seselj est devenu un allié précieux pour Milosevic. Quant aux résistants anti-guerre et aux mouvements politiques démocratiques, ils sont la cible des nationalistes et des fascistes comme le démontre la manifestation réprimée en début juin. Draskovic le responsable du Mouvement serbe pour le Renouveau (SPO), emprisonné, voit son regroupement menacé d'interdiction.

La communauté internationale si prompt à réagir quand il a fallu "récupérer" le Koweït a laissé la Bosnie-Herzégovine disparaître en tant qu'État. Les casques bleus et l'aide humanitaire ont accompagné la purification ethnique jusqu'à son terme, voire parfois l'ont encouragée (voir No Pasaran n° 7). Le Nouvel Ordre Mondial s'accommode très bien de ce type de conflit local opposant des peuples entre eux. Les tensions nationalistes dans les pays de l'Est ou du Sud marquent le retour de conflits que l'on croyait dépassés, mais qui ne peuvent que servir les intérêts des espaces dominants que sont l'Europe, le Japon et les États-Unis. La reconstruction d'un mouvement transnational entre les peuples et les individus à partir de communautés d'intérêts autour de problématiques sociales devient urgent pour contrer la barbarie qui se développe dans tous les pays du monde.

Fin janvier, l'Événement du Jeudi s'est fait l'écho d'un meeting parisien tenu dans une dépendance de l'ambassade yougoslave. Appelé par l'association de Solidarité serbe de Serbie Herzégovine, son objectif était de mobiliser la communauté serbe de France autour de leurs compatriotes de Bosnie. De telles réunions ne sont pas rares et chaque communauté fait de même. La nouveauté réside en l'apparition à la tribune de vieux briscards de l'extrême droite française, alors même qu'on les croyait jusqu'alors attachés à la défense inconditionnelle de l'État croate contre les "communistes serbes". Retournement tactique ? Défense des théories nationales-bolchéviques ? Besoin de publicité ? Et qui étaient les participants ? D'abord Yves Bataille, venu de l'organisation Lutte du Peuple et de l'Œuvre française, qui a collaboré aux cahiers du CDPU de Michel Schneider, aux GNR (Groupes nationalistes révolutionnaires) de Duprat puis écrit dans les revues Solidarités et de celles de la Nouvelle Droite.

Créateur des revues *Lettre de la Francité* et *Seconde révolution*. Nicolas Tandler, lui, vient du groupe "national-européen" Jeune Europe, influencé par Thiriard, puis d'Ordre nouveau. À la fin des années 1970, il est le bras droit de Georges Albertini à la tête de l'Institut d'Histoire Sociale. Il a été aussi orateur lors des cycles de l'Institut de Formation Nationale du FN sur les questions sociales.

Arnaud Hautbois, journaliste au *Choc du Mois*, est également directeur de publication de *Patrie-Liberté*, le bimensuel de l'Alliance populaire.

Le dernier orateur, Jean-François Touzé, est justement le président d'Alliance populaire. Il faisait auparavant partie du Comité central du Front national, avant d'être exclu avec le groupe Espace nouveau.

Ces quatre activistes qui ne sont pas des débutants ont un point commun : tous collaborent à la revue *Nationalisme et République*, d'orientation nationaliste-révolutionnaire, récemment disparue.

Les orientations qu'ils ont déve-

loppées au cours du meeting n'ont rien de nouveau, si l'on excepte le cas d'Arnaud Hautbois qui a tailli s'engager dans les forces croates. Prenant appui sur des bases nationalistes françaises, et non européennes, ils partent d'un constat : "Les Serbes sont le peuple le plus francophile d'Europe (..) avec une France française, c'est renouer avec notre glorieux passé et nos amitiés tradition-

nelles" (Yves Bataille).

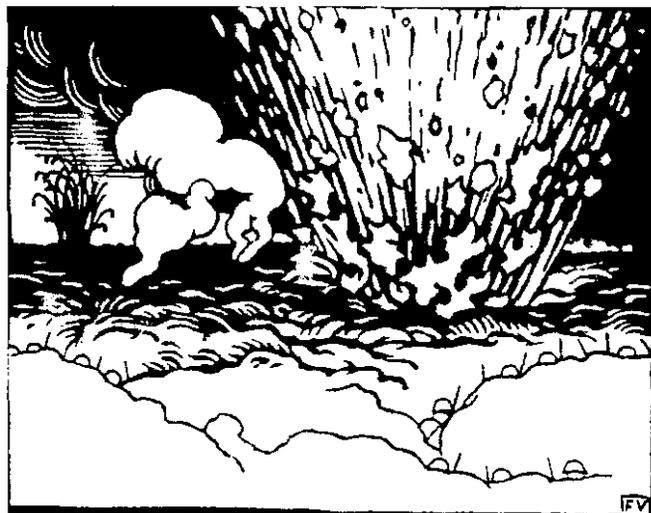
Sur le plan géopolitique, l'analyse est la suivante : l'Allemagne réunifiée est en train de recréer une Mitteleuropa dont elle serait l'élément dirigeant en germanisant la Slovénie et en croatisant le Sud-Slave. La Serbie serait refoulée dans les Balkans.

Dans le même temps, poussée par les États-Unis, la Turquie aurait l'occasion de jouer un rôle dans les Balkans, et de renouer avec les nostalgies de l'Empire ottoman.

Après avoir servi de tampon au Sud-Est de l'OTAN, elle se voit dévolue d'une double mission : utiliser l'Islam (défense des musulmans de Bosnie) pour empêcher l'Iran intégriste d'en avoir l'exclusivité ; développer une force régionale aux ordres sur l'Orient européen et l'ex-Asie centrale soviétique, la synthèse turco-islamique succédant au communisme slave dans les Balkans et le Sud de l'ex-URSS.

La guerre en Yougoslavie serait donc orchestrée par l'Allemagne et alimentée par les USA via la Turquie qui ne demande pas autre chose pour étendre son influence.

Conclusion logique : si la France et l'Europe doivent naturellement résister à l'Empire américain, "la France abaissée" dans l'Europe par le poids de l'Allemagne doit se relever et



défendre ses alliés naturels : les Serbes.

Si Tandler, Bataille, Hautbois et Touzé justifient l'impérialisme américain, le pangermanisme et le pan-turquisme, l'impasse est faite sur la politique d'extension de la Grande Serbie, appliquée par Milosévic avec la bénédiction de l'Académie de Belgrade, qui l'a théorisée. La géopolitique a pris le pas sur l'idéologie tri-pale. Ils se séparent ainsi des visions purement "théoriques" du reste de de l'extrême droite. Le quotidien *Présent* et le Front national, en effet, sont plus préoccupés par la guerre d'agression et l'extension de ces nouveaux "bolchéviks" sur la Bosnie. L'hebdomadaire *Minute*, pour sa part, s'il se sentait proche des catholiques croates, ne voit pas de raison de se mêler à une guerre de Bosnie entre "communistes" et "musulmans".

Le mouvement Nouvelle Résistance, scission majoritaire de Troisième Voie, a développé aussi ses propres vues. Très inspirés par Nationalisme et République, avec lesquels ils ont développé des liens très forts, les tercéristes s'en séparent par une vision géopolitique ayant pour centre l'Europe nation, et non plus la France en tant qu'État-nation. Leur parti pris de base pour l'auto-détermination des peuples, l'ethno-différentialisme et l'Europe des régions (Nouvelle

Droite, nous voilà !) les ont immédiatement fait soutenir la Croatie. En écrit ("Liberté pour la Croatie !" titrait *Lutte du Peuple* n° 1) comme en acte (NR revendique une trentaine de combattants sur le front).

Mais les différents contacts qu'ils ont eus depuis en Europe ont fait avancer leurs positions. Les Russes de la revue *Den* et la branche "eurasiatique" du nouveau front de salut national, rassemblant des bruns et des rouges néo-staliniens, ont été prédominants. Dans une interview publiée dans *Lutte du Peuple* d'octobre 1992, Alexandre Douguine précise leur position : "... Actuellement, l'ennemi géopolitique numéro un des atlantistes est l'Orient, donc les Serbes. L'ennemi numéro deux est les forces Mitteleuropa. Quelle est alors la manière de répliquer au plan atlantiste, qui joue les Croates (donc les Allemands) contre les Serbes (donc contre les Russes) ? Il est nécessaire de proposer un projet eurasiatique avec toutes les priorités que cela comporte. Il est nécessaire de soutenir les Serbes en premier et les Croates en second, en comprenant les raisons des uns et des autres. Mais pour arriver à un résultat positif, encore faut-il mettre en avant l'unité géopolitique de l'Eurasie. Ainsi, la revendication impuissante et ridicule de la création d'États

Bosnie réagir !

"L'indifférence est une complicité. Il nous faut réagir et ne pas joindre le désarroi intellectuel à la confusion politique. Quelques faits bruts: depuis plus de deux ans la coalition serbe au pouvoir en Serbie et au Monténégro a mené une guerre de conquête et de séparation "ethnique", sur les territoires slovènes, croates et bosniaques. Cette guerre non conventionnelle menée par le double rideau des milices et de l'armée "fédérale", accomplit un projet abject de "purification ethnique" afin de parvenir à dominer un espace continu "ethniquement pur". Cette politique est la conséquence d'un travail de mobilisation idéologique nationaliste et populiste mené en Yougoslavie depuis dix ans, quand les Serbes commencèrent une politique d'apartheid au Kosovo où vivent 80% d'Albanais, et amplifié par Milosevic depuis 1986. L'évidence comme l'importance de ces faits nous sont masqués par un traitement de l'information reprenant souvent purement et simplement la propagande du régime de Belgrade. Au nom de la prétendue complexité de la situation actuelle et de l'histoire des Balkans, l'Occident joue les Ponce-Pilate bienveillants, ferme les yeux sur des atrocités sans nom et excuse son impuissance en affirmant la fatalité du conflit et la responsabilité de tous. Or, l'actuel conflit n'est pas une guerre civile, puisque la Bosnie est un État reconnu par la communauté internationale; ce n'est pas une guerre ethnique, puisqu'une partie des Serbes de Bosnie luttent avec Musulmans et Croates au nom de l'idée bosniaque."

L'éditorial de cette brochure *Bosnie : réagir* marque le ton des articles. Informations, réflexions et analyses sur cette guerre permettent de mieux en comprendre les enjeux et les conséquences.

Prix 30 F (disponible à REFLEX).

ethniques, qui peuvent uniquement être asservis au Nouvel ordre mondial, doit être dénoncée."

Nouvelle Résistance fait l'impasse sur la Bosnie. Pas par anti-islamisme, mais par volonté

national-laïque de ne pas cautionner un État islamique que le président bosniaque Izetbegovic avait prôné au début des années 1980.

Guerre sainte contre le communisme, soutien de francophilie pour une France plus forte, défense prioritaire de ceux qui sont le mieux à même de garder l'équilibre dans le futur empire... Après quelques temps d'hésitation, les orientations classiques des droites radicales se sont adaptées à l'événement yougoslave. On pourrait se féliciter de voir ce petit monde s'étriper allègrement dans les Balkans, si au milieu ne se trouvaient pas les civils de tous bords et les combattants envoyés malgré eux dans l'enfer. A ce sujet, notre position reste très claire :

- soutien aux dizaines de milliers de déserteurs de l'espace yougoslave (aux autres aussi évidemment !)
- soutien aux démocrates pacifistes et aux médias libres qui n'ont pas cessé leur combat, pour que vive une société multiculturelle, en particulier le quotidien *Oslobodjene* de Sarajevo qui continue à le payer très cher.

ABONNEMENTS :

- | | | |
|--------------------------------------------------------|----------------------------------------|---------------------------------------|
| 10 numéros : | <input type="checkbox"/> 100f | <input type="checkbox"/> 150f soutien |
| De diffusion | <input type="checkbox"/> 3ex. 240f | <input type="checkbox"/> 5 ex. 400f |
| (ajouter 20f. pour l'international et les eurochèques) | | |
| Adhésions à l'association | <input type="checkbox"/> 50f précaires | <input type="checkbox"/> 100f |
| | et à partir de 150f soutien | |

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Ville :

Téléphone (facultatif) :

Reflex : 14 rue de Nanteuil 75015

Chèques à l'ordre de REFLEX.

Ecrivez-nous pour demander un catalogue du matériel disponible (affiches, autocollants, badges, Tee-Shirt, disques, zines...)

Reflexes est édité par le réseau R.E.F.L.E.X.

Directeur de publication B. Delmotte.

Dépôt légal à parution. ISSN 0764 - 9339.

Commission paritaire 68 888.

**Résistants à la guerre
de tous les pays,
unissons-nous !**

Destroy, dit-il

La plainte lugubre de l'ambulance s'étira longuement sur l'avenue Maurice Thorez, en plein centre de la Cité des Triolets. Les deux fourgons de police firent crisser le gravier et empruntèrent le même chemin — celui de la morgue — sous le regard sauvage et incrédule d'un groupe d'hommes et de femmes en pyjamas et robes de chambres.

Deux à zéro pour les cow-boys irascibles de la zone. Deux Arabes plus précisément. Le premier, abattu six mois plus tôt au pistolet à bout portant, et celui-ci — qui en pinçait pour son Ghetto Blaster 2x3 watts —, rétréci par une cartouche à sanglier en plein cœur.

Certains de ceux qui grelottaient dans le froid vif de février en prenaient leur parti : si tu es Arabe, cité des Triolets, tu écrases le coup et tu rases les murs. Slimane avec sa radio hurluse à deux heures du matin n'était rien moins qu'un provocateur. Ceux-là, donc, avaient peur et rentrèrent chez eux, coléreux mais résignés.

Les plus jeunes se montèrent le bourrichon, parlèrent de repréailles, puis de manifestations. Enfin, ils versèrent dans la pétition et, pour finir, regagnèrent eux aussi leurs lits douillet.

Farid ne rentra pas chez lui. C'était tout simple : il était décidé à ne pas être le troisième Arabe, martyr d'un soir d'une cité amorphe. Farid voulait la peau de la salope qui se payait des cartons humains. L'œil collé aux façades mornes, il assista à l'extinction des feux. Une à une, les petites cases lumineuses se moulaient à la pénombre. Cent cinquante petits appartements et, dans l'un de ceux-ci, un bargeot sanguin qui dormait sans boules Quiès. Il en ferait de la semoule. Pour y parvenir, il avait son idée. Il se posa sur les marches de l'entrée du B4 et, insensible au froid, souda son regard au béton inerte.

Farid avait dix-sept ans et son truc, c'était la batterie.

Condescendant, il disait "les drums". Il pouvait vous servir ce genre de sentence :

— Vieux, je suis parvenu au stade ultime de la technique : l'indépendance des quatre membres. J'assure, non ?

— Génial ! s'exclama Berthon qui, lui, se shootait à la graisse de Suzuki.

Alors Farid saisissait ses baguettes et, le cœur en parfaite harmonie avec celui de Max Roach, plantait un solo assourdi par les rondelles de caoutchouc posées sur les tambours.

Ce soir-là, toujours très speed, il s'arracha à son tabouret et posa sur la platine de sa soeur Zohra un vieux Sonny Rollins.

— Heu, t'as pas du rock, plutôt ? suggéra Berthon.

Légume, pensa Farid, mais il se força à sourire car il avait besoin du motard.

— ZZ Top, ça ira ?

— Ben ouais, j' préfère, soupira l'homme cambouis.

À la troisième cannette de Kronenbourg, ils en vinrent enfin aux choses sérieuses.

— Dis donc, tu vas te marrer, mais je cherche une vieille mobylette... un débris mais qui pourrait encore rouler. Tu vois ?

— Pour quoi faire ? T'aimes pas la mécanique.

— C'est pour une blague. Je vais pas te raconter ma vie sexuelle, ça t'angoisserait. Tu carbures ?

L'autre gratta ses cheveux qui pendaient de chaque côté de son visage renfrogné.

— Dans la cave du C3, y'a une chiotte déglinguée mais je ne sais pas si elle roule...

— On y va.

— Quoi maintenant ?

— Ça urge, ma biche affole-toi ! le pressa Farid.

Elle roulait, pas vite, mais elle roulait.

Farid s'obligea à enfourcher ce débris ambulante, une vieille motobécane aux flans rouillés. Avec l'aide de Berthon, il parvint à la faire grimper à 60 au compteur. Il rôdait la bécaune dans une sinistre rue qui desservait l'usine à gaz. Tout au long de cette voie délaissée, un mur noir de suie étirait son cafard jusqu'aux limites-mêmes de cette ville.

Une semaine plus tard, il s'estima confiant dans la mécanique et revint garer son engin dans la buanderie inutilisée de son bâtiment.

Zorha l'avait pris avec elle depuis qu'elle travaillait chez Merlin-Gérin. Ça libérait une chambre chez leurs parents qui s'épanouissaient en élevant trois autres moutons. Zorha prenait la pilule et Farid ne prenait rien mais il était résolument partisan du célibat.

Elle le contemplant, l'œil fatigué, occupé à pignocher un cassoulet en boîte dans son assiette.

— Ça bonne nourriture, bwana. Toi manger.

— Pas faim, qu'est ce que tu fais ce soir ?

— Je suis majeure mon trésor.

— Non, c'est juste pour savoir...

Elle le dévisagea étonnée. Ses cheveux rougis au henné étaient tirés dans son cou par un élastique.

— Tu m'épateras toujours ! Ce soir je ne bouge pas.

Il passe les hommes du président à la télé.

— C'est comment déjà, l'histoire ?

— Le Watergate. T'es con ou quoi ?

— Ah oui, j'avais oublié.

Il parut soulagé. tout à coup, et après quelques propos anodins en direction de sa soeur, gagna sa piaule pour étudier de près le travail sur la caisse claire de Tony Williams. Dans la journée, il se frottait l'échine contre les différents radiateurs dévolus aux terminales A2 du lycée Salvador Allende. Il entretenait un petit talent : celui de pouvoir enregistrer sans avoir besoin d'écouter. Son assoupissement chronique se permettait un break à l'heure du repas. Il retrouvait Duchemin — le sax de première B — à la cantine et pouvait entreprendre une véritable conversation dont les figures de proue se trouvaient être des musiciens de jazz de l'écurie Blue Note.

Deux soir après le Watergate télévisé, Zorha s'absenta pour la nuit. Une vieille copine de chômage, qui habitait Vincennes, lui proposait un couscous party.

Farid descendit vérifier la mobylette sur le coup de minuit, coiffa le casque prêt par Berthon et enfila un blouson de cuir brun.

À une heure tapante, il tira hors de la buanderie son engin et, en quelques coups de pédales, réussit à emballer le moteur cacochyme.

La cité des Triolets au grand complet enregistra l'absence du pot d'échappement. Au troisième passage, Farid s'imposa un sur-place de trois minutes, l'œil rivé aux façades éteintes. Deux carrés de néon jaillirent sur le B3. Fasciné par ces écrans, il faillit négliger la fenêtre qui s'ouvrait dans le noir, deux étages plus bas. Un reflet glacial sur le fût d'une carabine accrocha son regard puis il discerna la silhouette du tireur qui épaulait. Farid lacha la poignée des gaz, poussa la mobylette sous ses fesses tout en s'aplatissant sur la pelouse rapée. Deux détonations sifflèrent à ses oreilles. Une fenêtre claqua.

B3, deuxième étage, porte gauche.

Alors que les trumeaux s'embrasèrent peu à peu, il regagna sa piaule, les mains tremblantes et le cœur bourdonnant.

— C'est l'office des HLM, madame. Je viens vérifier le circuit électrique, il y a eu trois courts-circuits dans le C2.

— Ah bon, entrez.

La femme rajusta son peignoir et s'effaça devant Farid, revêtu d'une combinaison bleue et chargé d'une sacoche à outils.

Elle se nommait Rosine Poupon et occupait avec son mari — un agent d'assurances parti tôt travailler — l'appartement de gauche au deuxième étage du B3.

Blonde, la moue boudeuse. Elle faisait la moue depuis l'âge de dix ans, quand son regard lassé avait percuté celui de Brigitte Bardot dans Cinémondie. Elle était déjà décidée à tomber les hommes comme des mouches et cet accessoire naturel pouvait en fait receler sa part de mystère. Sa différence. Car, pour le reste, Rosine était faite comme les autres, sans plus.

Aujourd'hui, petit cul et seins lourds, sous son peignoir qui lui agaçait les tétons, elle s'en remettait pour le sexe à Raymond — la plus mauvaise affaire, de sa chienne de sa vie — et aux démonstrateurs de condenses à gazon, au sous-sol de l'hypermarché. Celui-ci pouvait faire l'affaire. Un peu bougnoule, mais pas trop. Et jeune, bon Dieu, jeune !

Car elle en avait sa claque des moustaches parfumées au Préfontaines des mâles quarantenaires.

Rosine laissa glisser son vêtement au sol et gagna la cuisine. Farid lui tournait le dos, penché avec dévotion sur le compteur bleu. Elle colla ses seins contre le dos du jeune homme et se mit en devoir d'explorer la braguette du vêtement de travail.

Nu comme un ver, il émergea d'un léger coma, sur la couverture bleu canard du lit conjugal des Poupon. Depuis trois heures qu'il s'activait sur la blonde refoulée, il était parvenu à ses fins. Elle ronflait légèrement, telle un bébé repu. Il se leva sans faire de bruit et, prestement, enfila ses vêtements. Puis, en chaussettes, entreprit une fouille systématique de l'appartement.

La carabine reposait dans un coin de la penderie. Farid récupéra sa sacoche à outils dans la cuisine et commença à travailler sur l'arme.

Le printemps débarqua sans prévenir. Cela se traduisit par une température plus clémente. Les soirées s'étirèrent et, rapidement, les parties de foot s'éternisèrent jusqu'à 21 heures. Les bandes prenaient ensuite le relais, se castagnant mollement sous l'œil torve des madones de banlieue.

Farid descendait parfois sur la pelouse, à minuit passé. C'est ce qu'il fit, ce vendredi 23 avril.

Deux rastas agitaient leurs tresses sous l'œil amusé d'un groupuscule rocker. Une fille, en robe rose bouffante, minauda :

— On l'entend même pas votre musique !

Un émule de Marcus Garvey s'approcha du poste à transistor métallique et libéra une mousson électrique à fond la caisse. Son copain fit passer un joint dans les rangs alors que le groupe se contorsionnait pesamment sur les figures compliquées d'une danse païenne. Farid surveillait le B3.

Dix minutes passèrent puis la fenêtre du deuxième s'ouvrit silencieusement sur le torse épais de Poupon. Il épaula son arme, pressa la détente et sa tête voltigea en pluie écarlate sur les genoux de Rosine qui se convertit dans la seconde aux théories du cri primal.

Farid se redressa, épousseta son jean, alors que tous les regards convergeaient en direction du B3.

Enfinement, il allait se mettre au sax. Anthony Braxton, ça le branchait terrible. Quant à la mère Poupon, il attendrait quelques jours avant d'aller vérifier ses conduits de chauffage. Dans cette cité, la tuyauterie se désagrègeait, il fallait bien que quelqu'un s'en occupe.

Marc Villard

L'idéologie de la sécurité

Si le gouvernement Balladur est attaché aux problèmes de la sécurité - comme le montre la nomination de Pasqua à l'Intérieur -, il semble important de revenir sur "l'idéologie de la sécurité" mise en place pendant le gouvernement socialiste et notamment le plan Quilès. Car, au vu des mesures dernièrement envisagées - sauf les contrôles d'identité - il s'agit bien d'une continuité de la politique antérieure.

Le Plan Sécurité de Quilès se caractérise par une trilogie des plus intéressantes, à savoir : prévention, répression, dissuasion.

La présence du dernier terme de la trilogie est assez curieuse, car la dissuasion a toujours été présentée comme étant l'objet premier de la répression et de la prévention. Serait-il nécessaire de le rappeler ?

Cela étant, ces deux phénomènes, élaborés, mis en place et dirigés par l'État, semblent, suite à ce plan, devoir agir main dans la main, alors que jusqu'à présent, l'un était toujours préféré à l'autre, et vice-versa, suivant les époques. Car en fait, et nous le verrons, la répression et la prévention assurent, sous des formes différentes, une même fonction à savoir : réguler, contrôler le social.

Alors, tout l'intérêt est de savoir quand et pourquoi l'État a privilégié, tout au long de son histoire, la répression puis la prévention, et pourquoi il met aujourd'hui en avant l'association des deux.

Les règles du jeu.

Même si l'ermite a toujours plus ou moins fasciné, l'homme, comme tout être vivant, intègre un groupe. Il ne vit pas seul, mais au sein d'une association humaine appelée société.

La nature des rapports de l'homme avec la société a, depuis relativement peu de temps, attiré l'attention. La découverte de la diversité des formes de sociétés à travers le monde et le temps, a permis, par les études successives effectuées, de mettre en avant, malgré cette diversité, un certain nombre de points communs.

Toute vie commune ne peut se réaliser sans un ensemble de règles, de contraintes, admises et respectées par tous, qui assurent une coexistence pacifique entre les individus en les obligeant à respecter autrui et les biens d'autrui. Car l'homme est avant tout un être de désir. Pour lui, l'imitation est la matrice de base des relations sociales : ce que je désire n'existe jamais indépendamment de l'imitation du désir d'autrui. L'enfant qui désire absolument le jouet que possède son camarade et s'en désintéresse dès qu'on le lui donne, est un exemple révélateur de ce comportement. La conséquence première de cette relation est l'émergence d'un conflit. Si

autrui refuse de me céder l'objet convoité, alors il devient aussitôt un ennemi. Et comme il est lui aussi sujet désirant, il y a nécessairement conflit. Le conflit est donc au fondement de toute relation sociale. D'où la nécessité que les individus soient insérés dans un ensemble de valeurs et de normes qui organisent et régulent leurs relations, leurs comportements et créent des idéaux collectifs pour assurer une certaine unité entre tous les individus du groupe.

Dès lors, l'action de l'homme doit, pour être sociable, c'est-à-dire pour être acceptée par l'ensemble du groupe, s'inscrire dans une structure d'action fournie par cet ensemble de règles implicites ou explicites qui impose un cadre à l'action par l'intermédiaire de sanctions et/ou de récompenses.

Lorsque l'action s'effectue en dehors du cadre normatif, elle n'a plus aucun sens pour le social et déclenche de ce fait une réaction : la sanction. Elle peut être physique, économique (amendes, etc.), surnaturelle ou sociale (exclusion du groupe, etc.).

Les sanctions et les récompenses (lorsque l'action s'intègre dans le cadre normatif) ont en fait une même fonction : assurer une suffisante conformité aux normes d'orientation de l'action humaine pour sauvegarder entre les membres d'une collectivité le dénominateur commun nécessaire à la cohésion et au fonctionnement de cette collectivité.

Cet ensemble de sanctions et de récompenses intègre le contrôle social, notion définissant la part de l'activité de la société qui consiste à assurer le maintien des règles et la conformité des conduites aux modèles établis. Il fait partie de la régulation sociale qui désigne l'action des

mécanismes correcteurs qui maintiennent un système en existence.

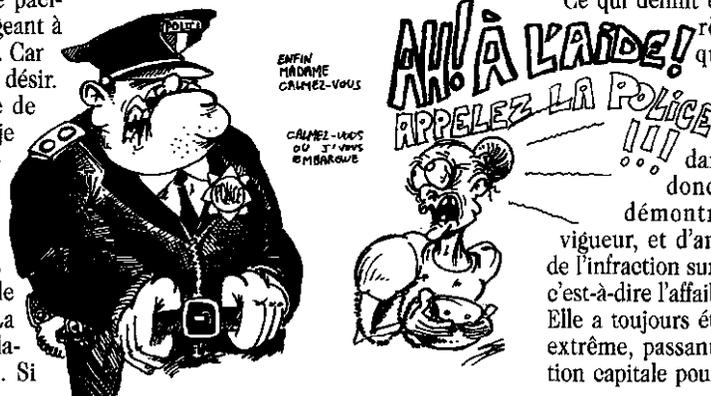
Mécanismes correcteurs, valeurs, cadre normatif, sanctions, récompenses, toutes ces contraintes ont été et sont toujours assurées par des pouvoirs temporels et/ou spirituels, politiques et moraux. Parmi eux se trouve l'État, qui est particulièrement intéressant dans la mesure où son apparition et son développement se font en parallèle avec l'apparition et le développement du mode de production capitaliste. État et capitalisme apparaissent en étroite corrélation.

En effet, le pouvoir étatique n'a guère de prédécesseurs bien qu'il ait beaucoup d'ancêtres. Unifié, en contraste avec la multiplicité des pouvoirs de l'Ancien Régime, fondé sur le droit, riche et puissant, il assure non seulement la régulation sociale indispensable à toute vie commune, mais joue un rôle économique vital qui résulte de la nécessité absolue d'assurer la reproduction du rapport d'exploitation capitaliste (entre le travail et le capital). Il faut assurer le bon fonctionnement du marché, la gestion et la reproduction de la force de travail et la cohésion sociale aux contradictions sociales et économiques inhérentes au capitalisme et en les déplaçant. Pour ce faire, deux méthodes essentielles : la répression, commune à toutes les sociétés, et la prévention, beaucoup plus récente, moins répandue, mais peut-être beaucoup plus efficace. Cela dit, ces comportements étatiques ont tous deux une fonction particulière et indispensable que nous allons présenter.

Le "tout répressif".

Comme nous l'avons vu, les règles sont nécessaires à toute association humaine.

Ce qui définit et prouve la réalité d'une règle, c'est la contrainte qu'elle exerce sur l'individu et la sanction que suscite son infraction. La répression, présente dans toutes les sociétés, a donc pour objet central de démontrer que la règle est en vigueur, et d'annuler l'effet destructeur de l'infraction sur les sentiments collectifs, c'est-à-dire l'affaiblissement de l'obligation. Elle a toujours été un acte d'une violence extrême, passant de la torture à l'exécution capitale pour l'exemple, mais a peu à



peu évolué vers un acte ségrégatif et d'enfermement visant à canaliser une population d'anormaux, de déviant pour qu'ils ne puissent pas nuire à la société. La répression est devenue, parallèlement à sa violence originelle toujours présente, un acte d'assignation d'une place sociale à une population pauvre et mouvante, destiné à clarifier et à ordonner l'espace social. C'est ainsi qu'en 1656 est créé l'hôpital général dans lequel on enferme tous ceux qui n'obéissent pas, ne respectent pas les règles du jeu, les normes en vigueur. Dès lors, la répression ne se borne pas seulement à renforcer la règle en punissant l'infraction. Elle la renforce indirectement en en faisant un critère de classement social.

En 1808, une étape importante dans le processus de l'enfermement est franchie. Avec la création à cette date des prisons cantonales et des maisons centrales de corrections, les délinquants condamnés ont désormais un lieu d'enfermement séparé des fous et des indigents. Cette spécialisation de l'enfermement par la création de la prison a amené à une stigmatisation des enfermés, mais surtout à la constitution d'une population de délinquants. Propos contradictoires, puisque l'objectif de cet établissement est de la réduire.

En fait, la prison, par son architecture et son organisation interne contrôle, assiste 24 heures sur 24 l'individu incarcéré, ce qui l'infantilise, l'affaiblit et le rend plus vulnérable qu'il ne l'était à son entrée. De ce fait, il se retrouve incapable d'affronter (dans la grande majorité des cas) les difficultés de l'existence à sa sortie. Ce qui crée un environnement propice à la récidive dont le taux a toujours été élevé depuis la création de la prison, et l'est encore. C'est en ce sens que M. Foucault présente la prison comme une fabrique de délinquants ayant une fonction particulière.

En effet, avec dans la population un secteur marginal constant voué à la délinquance, on se donne un formidable instrument de pouvoir. Car, dans

la mesure où ce groupe

"illégalistes" existe en lui-même, il entre en conflit avec la masse de la population qui est évidemment la première victime des activités du groupe. Le conflit entre les délinquants d'une part et la masse de la population d'autre part, a été un objectif perpétuellement poursuivi par le pouvoir depuis le XIXème siècle, et l'est encore aujourd'hui. Car l'existence de ce groupe de délinquants, à l'égard duquel l'ensemble de la population ne peut pas ne pas avoir de réactions d'hostilité, rend acceptable, tolérable la présence permanente de la police au milieu de la population. Cela est accentué, parallèlement, par un appel à la peur sans cesse relancé par des informations hétérogènes qui soulèvent l'inquiétude et la crainte, et créent des images stéréotypées du délinquant. Ce qui alors légitime la répression et le contrôle effectué sur certaines populations. Il est en effet intéressant de constater que, depuis sa création jusqu'à nos jours, l'écrasante majorité de la population carcérale est constituée d'individus issus des classes les plus défavorisées de la population.

Nous touchons là un point capital, car la répression est effectuée avant tout sur les populations utilisées comme main d'œuvre par le système de production capitaliste. Même si dans les premières phases du développement du capitalisme, la main d'œuvre était abondante et peu organisée, son exploitation à outrance risquait à tout moment de créer des conflits graves pouvant mettre en péril le maintien et le développement du système capitaliste. D'où l'action de l'État par une répression effective très forte, légitimée entre autres (dès le début) par cette équation bien connue : "classes laborieuses = classes dangereuses".

Cependant, dans les phases suivantes du développement du capitalisme, ce dernier s'est heurté à un ensemble de contradictions telles la baisse tendancielle du taux de profit, la suraccumulation, la réduction des débouchés, etc. qui eurent de graves répercussions sur l'ensemble des conditions de travail et d'existence des travailleurs. Dès l'apparition des premiers problèmes, la gestion de la force de travail et le maintien de la cohésion sociale devinrent plus complexes et nuancés. Les changements qui affectèrent alors la société par des décalages et des dysfonctionnements divers mirent en évidence l'insuffisance de la répression et du recours à la loi. L'idée de la nécessité d'une surveillance attentive de la régulation sociale s'imposa : la prévention commença à se développer.

Le "tout préventif"

Le XXème siècle voit apparaître les premières grandes contradictions du système de production capitaliste et la nécessité vitale, pour assurer son développement, d'un accroissement important de la concentration de la production et des capitaux, accroissement qu'assurent conjointement l'État et les différents monopoles de l'époque.

Ces deux phénomènes suscitent la

concentration d'une force de travail qu'il faut reproduire, entretenir et organiser, mais entraînent aussi de graves transformations des conditions de vie et de travail des salariés, et une augmentation systématique des exclus, non seulement du marché du travail, mais aussi, et de ce fait, de la consommation.

Pour d'une part reproduire et entretenir la force de travail nécessaire, et d'autre part gérer la détérioration des conditions de vie et l'exclusion de certains, la simple répression policière et judiciaire ne suffit plus. C'est ainsi que la prévention, qui apparaît dès le début du siècle, s'affirme peu à peu.

Alors que la répression est du domaine du pénal, la prévention, elle, est du domaine de l'action sociale, qui possède deux formes.

La première forme de l'intervention sociale est celle de la défense sociale. C'est l'idée selon laquelle il faut défendre la société contre les risques que lui font encourir certains individus pour différentes raisons qui les exposent à l'indigence, au vagabondage, à la délinquance. Cette idée n'est pas nouvelle, mais la nouveauté qui intervient à la fin du XIXème siècle est que l'encadrement des marginaux trouve son concept avec l'idée de dangerosité apportée par la criminologie naissante. La détection et la prise en charge psychologique et assistenciale des individus risquant de devenir dangereux, constituent les pièces maîtresses des mouvements de normalisation scolaire, militaire et industrielle de la population. Il faut encadrer les individus qui menacent la société en échappant à ses normes, ou qui seraient susceptibles de le faire (selon ce raisonnement, tous les individus doivent être encadrés).

L'autre face du social se définit à l'inverse. Il s'agit de défendre l'individu contre les préjudices que lui occasionne la société. C'est à elle de prendre en charge la protection de chacun. Il s'agit de socialiser le risque et de faire de l'indemnisation des préjudices l'affaire de chacun.

Ces deux formes d'intervention sociale sont en fait deux façons de légitimer une même chose, à savoir la reproduction de la force de travail, qui s'effectue par un encadrement strict assurant l'ensemble des conditions nécessaires à la vie d'une famille de travailleurs, à la procréation et la reproduction de la qualification technique mais aussi idéologique de cette force, à savoir l'adoption de modes de pensée, de normes et de pratiques ne remettant pas en question l'essentiel des rapports de production en vigueur.

La prévention s'inscrit dans ces deux cadres d'action, car son objectif est de réduire la fréquence de certains comportements en recourant à d'autres solutions qu'à la sanction pénale. Pour y parvenir, elle tente d'agir sur les situations et/ou sur les normes pour diminuer les opportunités favorables à ces comportements ou accroître celles qui leur sont hostiles, et pour encourager le développement de normes sociales officieuses en harmonie



avec le respect de la loi.

Ainsi, deux types de préventions apparaissent. Il y a la prévention situationnelle : spécifique, elle s'adresse aux victimes potentielles et vise d'abord à modifier les situations pour les rendre moins favorables aux comportements délictueux. Il y a la prévention sociale qui est constituée de programmes généraux formés d'actions sociales, culturelles ou économiques, visant à améliorer globalement les conditions de vie dans un quartier touché par l'exclusion sous toutes ses formes, dans l'espoir d'agir indirectement sur la délinquance.

Cette prévention s'est élaborée au fil du temps, et, chose intéressante, autour de la délinquance juvénile.

C'est au milieu du XIX^{ème} siècle qu'apparaissent les prémises de la prévention avec la création puis par la suite la multiplication des bâtiments se proposant de substituer à la correction, l'amendement et la rééducation des mineurs. On cherche alors à régénérer et à moraliser les mineurs pour leur faire intégrer les normes en vigueur hors du cadre familial. Cette mesure n'a eu que peu de succès, d'un point de vue aussi bien idéologique qu'effectif.

Mais c'est avant tout au XX^{ème} siècle que la prévention prend toute son ampleur. Ainsi, en 1945 est créée une justice des mineurs qui se veut centrée sur le jeune délinquant, et cherche à prendre pour lui la meilleure mesure éducative possible. Puis surtout, en 1958 apparaît une notion très importante pour la suite, celle d'enfant en danger, qui amène peu à peu une déjudiciarisation de la délinquance juvénile. Si l'enfant est en danger, c'est que la famille ne joue pas son rôle de protection et de socialisation. On s'intéresse alors de plus en plus à la famille, non pour la reconnaître comme étant une instance toute-puissante, mais au contraire pour multiplier autour d'elle des substituts familiaux et des intervenants sociaux en tout genre, qui se doivent de contrôler la fonction dévolue à l'autorité parentale par une loi de 1970, qui consiste en un ensemble de droits et de devoirs destiné à assurer le développement et la formation de l'enfant.

On assiste alors à un développement très important du pouvoir de contrôle sur les

mineurs. Cette évolution du contrôle des mineurs permet parallèlement de mettre en évidence l'évolution du contrôle social dans son ensemble. Car, sous couvert d'humanisme, d'intérêt pour la personne et pour sa réinsertion, on a privilégié la déjudiciarisation par rapport à la répression, intégrant et développant de ce fait l'action d'appareils divers d'intervention sociale, ce qui avait et a toujours l'avantage considérable d'élargir le champ d'intervention et de surveillance de façon subtile car elle est délivrée de tous les soupçons possibles puisque légitimée par la non-présence, jusque dans les années 1980, de la police dans ce type d'action.

Ainsi, on occupe, diverti, éduque les jeunes des couches les plus défavorisées et leur famille, pour leur éviter de tomber dans la délinquance qui à cette époque se maintient au sein d'un pays où la croissance est de rigueur. La prévention est alors dominante.

Mais avec les années 1970, une nouvelle situation économique apparaît, et avec elle une nouvelle situation sociale. Les crises successives, le développement du chômage et les difficultés d'insertion dans la vie transforment le quotidien et accroissent la précarité et l'exclusion. La délinquance qui augmente relativement, est de plus en plus mal supportée du fait du très faible taux d'élucidation des affaires qui vient cristalliser les peurs des différentes fractions de la population sur les délits. Les politiques de prévention de l'époque s'avèrent fragiles et isolées. L'urgence de nouvelles actions apparaît à l'ordre du jour.

Répression et prévention : accès au panoptisme¹

La deuxième moitié du XX^{ème} a donc vu se développer une nouvelle forme de contrôle social se présentant sous un jour plus pédagogique et insistant sur son orientation rééducative et non-répressive. Mais les difficultés issues des crises des années 1970, qui vont mettre en avant le retard et le manque de souplesse de l'appareil productif français, vont modifier les données du problème. Car l'efficacité d'une agence de contrôle social ne doit pas être entendue seulement comme efficacité quantitative (contrôler un plus grand nombre de cas) ou qualitative (mieux

contrôler). Il faut en effet tenir compte de l'efficacité symbolique d'une institution. Le rendement symbolique d'une institution de contrôle social repose sur la légitimité qui est reconnue à ses fonctions tant répressives que normalisatrices. Indépendamment de ses pratiques effectives, tant qu'existe un certain consensus sur la validité de l'institution, elle conserve son efficacité symbolique. Dès que ce consensus disparaît, l'institution est atteinte.

Les politiques de prévention perdent tout au long des années 1970, mais surtout en 1981 avec les événements des Minguettes, ce consensus indispensable à leur existence, car la situation socio-économique se transforme tout au long de cette période.

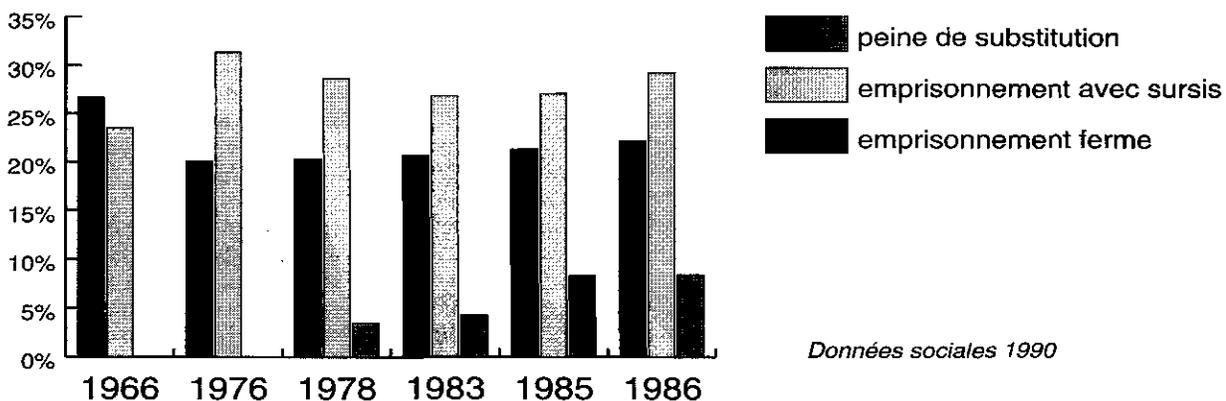
Nous sommes de nos jours entrés dans un modèle où de nouvelles conditions de concurrence se sont imposées aux entreprises suite aux deux chocs pétroliers. Cela a conduit à une remise en cause de l'organisation taylorienne de la production. Ainsi, de nouvelles exigences sont apparues en terme de qualité, de diversification des produits et des délais, nécessitant le recours à une main d'œuvre plus qualifiée et plus motivée. La flexibilité de l'organisation productive apparaît indispensable pour s'adapter rapidement aux évolutions affectant les marchés de la technologie, afin d'être toujours plus compétitif.

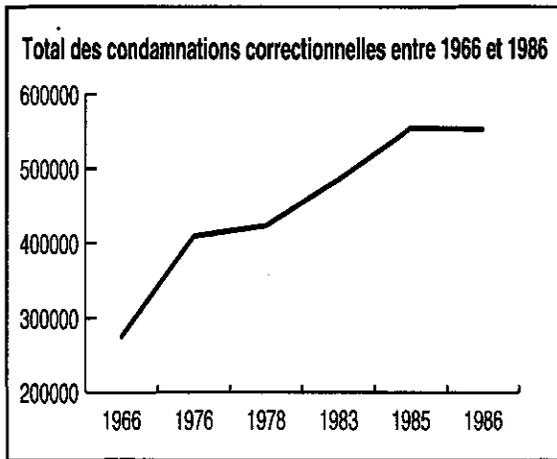
Dès lors, le besoin en main d'œuvre peu qualifiée se réduit considérablement, et cette population est peu à peu exclue de l'emploi et par la suite de la consommation. Ces exclus, que l'on appelle aussi les marginalisés économiques, sont de plus en plus nombreux, y compris au sein des classes moyennes qui, justement, avaient le plus profité des années de l'après-guerre, et qui se heurtent non seulement à l'impossibilité de travailler mais aussi à celle de se loger ou de se soigner.

En fait, on se trouve de nos jours dans une société où deux situations apparaissent.

La première situation est celle des exclus. Ce sont des personnes qui se trouvent donc dans une situation qui conjuguée à la fois l'absence de travail et l'isolement social. Car dans une société comme la nôtre, où être c'est produire et consommer, l'absence d'emploi amène à une non-reconnaissance sociale, à la perte du statut et à l'effritement, voire la disparition totale

Répartition des condamnations correctionnelles selon la sanction principale





du réseau de relations.

La deuxième situation se caractérise par une vulnérabilité de plus en plus importante d'une part croissante de la population active. Elle associe une précarité de plus en plus affirmée du travail et une fragilité relationnelle.

Ces deux situations, dominantes de nos jours, déstructurent peu à peu le tissu social car elles suscitent le phénomène suivant : seule la situation de l'individu importe. Ce qui transforme la société en une somme d'individualités prises par des angoisses et par la peur du lendemain, dont la faiblesse du lien social, le déclassement de certains groupes amenant à une crise identitaire, l'absence de bases stables pour assurer son avenir, etc, en sont les premières causes.

Toutes les solutions peu coûteuses pour le système ont été essayées afin de remédier à cette situation socio-économique : relance keynésienne, politique monétariste, etc. Mais rien n'y a fait, et faute de changements profonds, la sortie semble passer par une société à deux vitesses. Une société où la plus grande richesse côtoie la misère, à ceci près que contrairement aux mégapoles du tiers-monde, la visibilité sociale doit être réduite, question d'équilibre politique et social.

Il faut donc effectuer des contrôles pour cacher, canaliser et gérer les pauvres afin qu'ils ne puissent pas gêner les transformations nécessaires au maintien et au bon développement du système capitaliste. Il faut également agir pour que les angoisses des individus qui ont encore un emploi ne détruisent pas la cohésion sociale indispensable, mais servent à quelque chose.

Pour ce faire, l'État réutilise la répression de façon importante, sans abandonner, bien au contraire, la prévention. Ainsi, on constate qu'en 1990, 13,5 milliards de francs ont été consacrés à la répression et 19 à la prévention.

La répression a en fait un avantage considérable : celui d'être visible. La présence et l'action (arrestations) de la police, de même que l'existence et la construction de prisons se voient. Ainsi, même si son efficacité n'est pas évidente, elle a l'avantage d'être spectaculaire et de convaincre l'opinion que quelque chose se fait. Elle permet ainsi d'agir directement sur ce phénomène caractéristique de notre époque, et qui est

devenu le thème favori des débats publics et privés : le sentiment d'insécurité, cette peur de la délinquance, de l'agression qui manifeste en fait un malaise collectif aux contours imprécis, s'alimentant à des sources multiples. Mais en même temps, paradoxalement, elle permet de maintenir ce sentiment d'insécurité à un niveau élevé, par la présence importante de la police et l'augmentation des arrestations et condamnations. Cela a plusieurs fonctions.

La première est, bien entendu, celle dont nous avons déjà parlé dans la deuxième partie de ce texte, à savoir, focaliser l'attention de la population sur le phénomène de la délinquance, et stigmatiser un certain groupe d'individus afin qu'elle accepte et trouve normal le contrôle et la répression exercés sur ce groupe, constitué majoritairement de marginalisés économiques. Car si diverses classes sociales ont, au regard de la loi, des comportements similaires, on constate que le système judiciaire tend à récupérer plus facilement les individus de statuts "inférieurs".

La deuxième consiste dans le maintien de l'insécurité d'un social où tout peut arriver. Ainsi, même quand tout est tranquille, la peur règne car si rien n'est arrivé, c'est que quelque chose pourrait arriver. Il faut donc sans cesse mettre en place de nouveaux contrôles : un quadrillage plus étoffé de la vie sociale est alors demandé, car une population en sécurité est une population surveillée.

D'où le maintien de l'importance de la prévention, ou plus exactement, l'apparition d'une nouvelle prévention.

En effet, suite aux événements de 1981, un nouveau type de prévention, plus général, résultat du rapport de la commission des maires sur la sécurité en 1982, est mis en avant. Ce rapport analyse les réponses à la délinquance et présente à la fois les limites de la répression et les insuffisances de la prévention. Il propose alors de nouveaux dispositifs visant à une interpénétration des stratégies sécuritaires et des politiques de prévention, le tout orchestré par le pouvoir local. Il s'agit en fait de mobiliser, d'associer, de confronter les acteurs de tous les domaines d'activité sociale (santé, urbanisme, éducation, vie associative) au niveau local, car l'efficacité de l'action ne peut passer que par une appréhension des problèmes sur le terrain pour une adaptation du dispositif.

Le décloisonnement et la collaboration des différents acteurs sociaux impliqués dans les politiques locales de prévention conduit à modifier la place de la police dans la ville car, elle aussi, est engagée dans ce partenariat caractéristique de la nouvelle prévention. Ce qui lui permet de légitimer son action, sa présence, et de mettre en avant sa "mission sociale". Ceci se traduit en partie par le développement

considérable de l'îlotage, qui est présenté comme une police de proximité assurant une présence régulière et sécurisante dans les quartiers, et une garantie contre les dérapages dans la mesure où l'îlotage consiste en un face à face personnalisé créant "une participation concrète des protections des droits de l'homme". L'augmentation importante des bavures policières depuis ces dix dernières années atteste plutôt du contraire. Cela dit, les pouvoirs publics omettent facilement de dire que l'îlotage permet d'effectuer un quadrillage précis des populations, les policiers pouvant dès lors pénétrer les groupes de jeunes et les familles à problèmes.

En fait, ces nouvelles politiques de prévention, par leur pluri-disciplinarité, permettent un contrôle plus étendu des populations à problèmes car elles assurent à leurs intervenants (travailleurs sociaux, policiers) la possibilité d'être le plus près possible de ce qui se passe, et de placer sous leur regard l'ensemble de la vie quotidienne dans sa totalité et dans son immédiateté.

Ainsi, l'État est au courant de tout, voit tout, sans être vu. Car, même si cela se passe à un niveau local, l'État est présent puisque c'est lui qui définit les orientations dans le domaine de la prévention, précise les formes de sa collaboration avec les villes et les départements et assure une partie du financement.

Conclusion

Avec les transformations socio-économiques de ces dernières années, l'État ne peut plus faire un choix décisif entre "le tout répressif" et "le tout préventif".

Depuis les résultats du rapport de la commission des maires sur la sécurité, plus connu sous le nom du rapport Bonnemaïson, sa démarche associe prévention et répression. Ce subtil mélange des deux possède de grands avantages car, par le brouillage des frontières qui le caractérise, il permet, comme nous l'avons vu, un contrôle social de proximité, jamais vu auparavant.

Ainsi, on peut dire que nous assistons actuellement à une approche panoptique de la société civile, pour reprendre le concept de Bentham développé par M. Foucault dans Surveiller et punir, qui a pour objet essentiel de gérer la marginalisation socio-économique, afin d'éviter une trop grande déperdition de la force de travail, et de limiter les possibilités de conflits, surtout de nos jours, en dissimulant ou en atténuant les contradictions du système. Ce qui permet au pouvoir de maintenir sa domination, d'assurer le maintien et le développement de l'ordre économique, d'une façon douce, subtile, et de ce fait plus légitime. ■

1 Le panoptisme repose sur le couple voir-sans être vu. Il est à la base du système pénitentiaire, où le surveillant peut observer le détenu quand il le veut, sans que celui-ci ne puisse savoir qui l'observe et quand on l'observe.

Citoyenneté

dans une civilisation en crise

A l'initiative du Comité Malgré Tout de Nantes, Saïd Bouamama, président de "Mémoire Fertile" et membre de l'association Texture de Lille, est venu tenir une conférence sur la notion de citoyenneté. Dans le REFLEXes numéro 38, le dossier consacré à ce sujet laisse bon nombre de questions en suspens. Nous espérons que l'éclairage apporté par Saïd permettra de répondre à certaines d'entre elles, mais que surtout qu'il fera se poser de nouvelles interrogations et sera un élément de réflexion et d'action pour tous ceux qui au jour le jour résiste et se batte pour l'émergence d'un nouveau projet de transformation radicale de notre société.

“ Je suis heureux d'être invité aujourd'hui à cette conférence. En effet, d'habitude, il s'agit d'intervenir sur des sujets plus pointus: crimes racistes, immigration, citoyenneté en tant que philosophie politique abstraite. Il est très rare d'avoir des débats où il s'agit de poser la question du lien entre toutes ces questions.

Lorsque vous m'avez invité, le contenu de votre invitation m'intéressait car il s'agissait de comprendre ce que l'on pouvait faire aujourd'hui à la fois en terme de pensée et en terme d'action, non pas dans un champ unique, mais en prenant en compte ce qui se passe un peu partout et dans des champs différents. Cela me semble extrêmement important.

Je commencerai donc par une boutade. Une dame a dit dans le couloir tout à l'heure : "J'espère que vous allez donner une réponse à la question : y a-t-il un sens à la vie ?"

Je n'ai pas de réponse à cette question bien sûr, mais je pense qu'il y a un sens et on doit le trouver ensemble.

Je commencerai par aggraver le décor, par désespérer cette dame et donner un certain nombre de faits que je relierai entre eux. Toute la réflexion qui a été la mienne est partie d'une série de constats présentés à la télé, dans les médias, et présents dans la tête de beaucoup de gens, mais de manière séparée, éclatée.

Alors voici quelques éléments très rapides, des banalités :

- La pauvreté augmente partout dans le monde,
- la disparition, la dissolution des idéologies, des perspectives émancipatrices, des grandes théories auxquelles on croyait pour changer le monde, le transformer et apporter le bonheur ; toutes ces utopies porteuses d'espoir sont en crise aujourd'hui.
- Renouveau de l'idée selon laquelle la vie n'est qu'un combat entre des individus. La lutte des classes est remplacée par la lutte entre les individus, les groupes, les peuples.
- Développement de guerre de type colonial (guerre du Golfe).
- Développement d'un terreau idéologique contre tout ce qui a trait au collectif avec l'individualisme comme valeur. Ce développement est très feutré, il passe par les médias, les modifications des cours à l'université, des écoles spécialisées...

Tous ces éléments m'amènent à conclure que la crise actuelle, crise du militantisme, crise sociale, économique, est une crise de civilisation.

Il est important d'appeler cette crise de civilisation pour ne pas sous-estimer les enjeux de la transformation. C'est pour cela que nous avons autant de difficultés, l'impression qu'il n'y a plus de sens à la vie, ou bien que l'on n'y arrivera pas.

L'enjeu est tout simplement de transformer les modèles avec lesquels nous fonctionnons : que ce soient les modèles domi-

nants, mais aussi militants, les associations, les organisations politiques. Ils sont à la fois dépassés, n'ont plus d'efficacité et ne permettent plus de transformer la réalité. Il nous faut donc inventer de nouvelles formes de regroupement, de nouvelles manières de penser, d'imaginer le futur. Par rapport à cela, le passé pèse très lourd et nous reproduisons encore les structures anciennes.

Face à une crise de civilisation, il y a toujours deux solutions :

- Chercher dans le passé les solutions aux problèmes présents. Des séries de phénomènes sociaux, des réactions individuelles montrent que l'on est en train de réinventer des formes de barbarie, de revivifier des réponses anciennes pour des questions contemporaines. Par exemple, la manière de se penser comme étant uniquement membre d'une communauté ethnique et uniquement cela. Ceci avait commencé à disparaître avec les mouvements politiques du XXème siècle, mais ressurgit aujourd'hui comme grille d'explication aux problèmes.

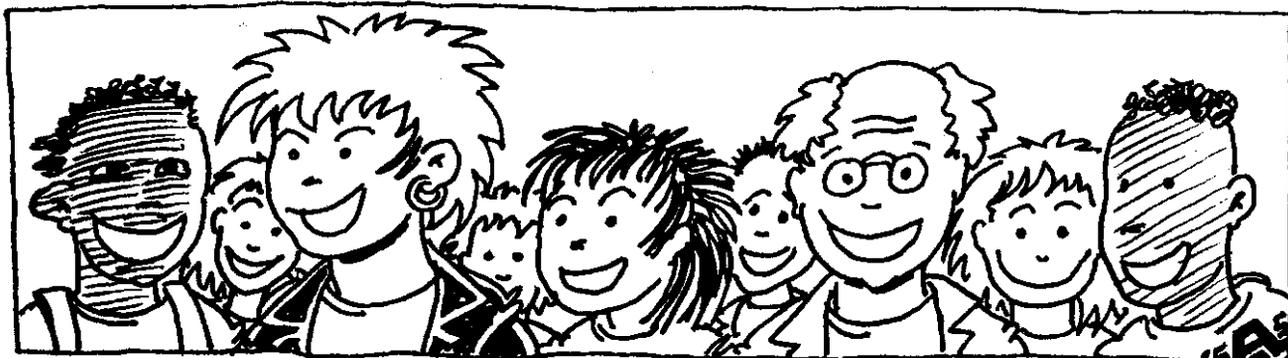
Nous avons dans nos têtes une idée de la libération humaine qui ne pouvait être que linéaire : "on ne peut pas revenir en arrière", "il ne pouvait y avoir de recul de civilisation, ni de régressions importantes".

- La deuxième solution, c'est de réinventer le futur. Il faut relibérer nos imaginaires politiques et considérer que le futur est à inventer parce que revenir au passé, c'est dissoudre le politique au profit de la morale : face aux scandales, on nous oppose la vertu au détriment d'explications politiques. Avec le retour de la morale par exemple, tous les acquis du mouvement des femmes ne sont plus acquis définitivement.

Dans le retour au passé, qu'est-ce qui relie les différentes formes de révisionnisme ?

- réhabilitation de Louis XVI, qui n'aurait pas été si mauvais que ça, un homme comme un autre qui a été opprimé et réprimé par de méchants révolutionnaires...





- réhabilitation de Pétain
- remise en cause des camps de concentration

Dans plusieurs champs historiques, on a une remise en cause de l'histoire. Qu'est-ce que ces champs historiques ont en commun ?

Toutes les personnes réhabilitées sont des personnes qui défendaient les théories du droit du sang : Louis XVI, c'est sa légitimité, Pétain retrouve l'homogénéité ethnique de la population française.

Ces révisionnismes visent donc à réhabiliter des formes de regroupement humain uniquement sur des bases sanguines, ethniques au détriment de toutes les autres formes de regroupement politique qui font appel à la conscience des gens, à l'idée d'une œuvre commune, d'un projet commun, d'une libération commune. Pour cela, les révisionnistes s'appuient sur le totalitarisme à l'Est : "Voyez ce que tout cela a donné". On en arrive à des formes de regroupements pré-politiques, qui ont trait à un peuple homogène et au sang.

Quels sont les aspects de cette crise de civilisation ?

La remise en cause :

- 1 - d'un système économique
- 2 - d'une forme de démocratie
- 3 - d'une manière de penser, d'une forme de rationalité
- 4 - d'une philosophie existentielle

Cela veut dire que nous sommes tous concernés, il ne s'agit pas de trouver une avant-garde salvatrice.

L'ampleur de la rupture nécessaire pour retrouver les chemins d'un futur un peu plus libérateur, c'est de rompre avec ces 4 dimensions. C'est énorme et cela explique sûrement nos difficultés et l'impression de la perte de sens.

Remise en cause d'un système économique

il faut analyser ce qui s'est passé dans les années 1970. La crise des années 1970, c'est le passage d'un seuil qualitatif qui a été préparé depuis le début du capitalisme (un siècle et demi), mais qui dans les

années 1970 passe un cap. Depuis le début, le mode de production capitaliste aspire à une forme planétaire de développement, il aspire à conquérir le monde. L'internationalisation de la production n'est pas quelque chose de nouveau, cela a toujours été une tendance de la forme d'économie basée sur le profit et l'appropriation privée. Mais dans les années 1970, ce n'est plus seulement une tendance, c'est devenu une réalité complète. L'ensemble de l'économie mondiale est désormais régulée à un échelon international. Avant les années 1970, il y avait un certain nombre de puissances qui dominaient le monde, mais des régulations économiques par pays étaient possibles. Le raisonnement des classes dominantes dans chacun de ces pays était essentiellement sur la base du marché national. Dans les années 1970, il y a une rupture : l'internationalisation passe ce cap qualitatif et désormais, chaque chef d'entreprise, chaque capitaliste réagit en fonction du marché international. Le résultat, c'est que le lien, entre d'une part l'économie, et les progrès sociaux d'autre part, est déconnecté. Aujourd'hui, même si elles le voulaient, les classes dominantes ne sont plus en mesure d'assurer un minimum de progrès social. Le système aboutit à ses limites, il n'est plus en mesure de redistribuer des miettes, chaque pays est coincé dans le cadre de sa compétitivité avec la concurrence des autres pays.

Il n'y a plus d'espoir dans le cadre de ce système. Il faut donc s'attendre à ce que le développement de la pauvreté soit une réalité structurelle, durable, qui va aller en s'approfondissant. La société duale (une minorité s'enrichit, une majorité s'appauvrit) ne se résorbera pas en 5 ou 10 ans, nous sommes partis pour une très longue période.

Au niveau des populations, des phénomènes de régulation qui étaient ceux du 19ème siècle, réapparaissent : retour du prolétariat urbain, ballotté entre les entrepreneurs, n'ayant que sa force de travail à vendre, un travail précaire, sans stabilité. C'est cela le prolétariat qu'il faut distinguer de la classe ouvrière qui, elle, est stabilisée.

On ne voit pas d'autre issue possible que celle de la guerre, qui n'est pas du tout à exclure.

Je ne suis pas le seul à dire tout cela, même s'il y a des variantes : le plus important, c'est que cette limite du système se conjugue avec une limite du modèle politique : crise de forme de démocratie qui régulaient les sociétés. C'est en France que ce modèle a été le plus développé. Il est donc intéressant de l'analyser pour pouvoir le dépasser. Il est basé sur un postulat : nos sociétés reposent sur des contrats sociaux (JJ Rousseau), entre des individus abstraits, capables d'oublier leurs intérêts économiques, (l'ouvrier va oublier qu'il est ouvrier pour se penser comme citoyen uniquement) et penser au bien général de la société. Rousseau avait la prudence de mettre une condition dans son contrat social, condition oubliée par tous nos démocrates : pour que le contrat social marche, il faut l'égalité complète, sinon cela devient un instrument de domination et de reproduction de domination. La Révolution française, surtout après 1793, va mettre en place le modèle que nous connaissons actuellement en remplaçant le terme d'égalité par le concept de vertu : les citoyens n'ont pas besoin d'être égaux ; l'important pour que l'on puisse effectivement avoir un régime démocratique, c'est d'avoir un ensemble de citoyens vertueux qui oublient leurs différences d'intérêts et de classe pour travailler ensemble au bien commun.

Quelques caractéristiques de cette citoyenneté

1 une citoyenneté capacitaire

La démocratie suppose des capacités ; c'est pour cette raison que l'on avait refusé le droit de vote aux ouvriers qui n'avaient pas les moyens de réfléchir. Même chose pour les femmes, prisonnières de leur mari, de leur curé, avec une corpulence physique les empêchant de réfléchir rationnellement. Elles n'avaient donc pas la capacité de faire abstraction de leur corps, de leur oppression, donc pas celle d'être des citoyennes.

Ce sont les mêmes arguments repris aujourd'hui pour l'immigration qui serait trop en lien avec le pays d'origine, l'immigré est trop prisonnier du roi du Maroc, du gouvernement algérien et donc dangereux

pour la société française, ce qui leur dénie le droit de vote et la qualité de citoyen.

2 une citoyenneté centrée sur les adultes

Cette société est incapable de penser la citoyenneté des jeunes et des enfants, tout simplement parce qu'ils n'ont pas encore acquis la capacité. Il faut que les adultes les éduquent, les endoctrinent pour qu'effectivement, ils puissent à 18-21 ans accéder au statut de citoyen. Ce n'est pas un hasard si nos écoles sont construites sur une non-citoyenneté des enfants, et que l'on n'a pas pu voir émerger des expériences, initiatives où les enfants soient considérés comme citoyens.

La dimension capacitaire de la citoyenneté oblige à l'exclusion : les enfants, les immigrés, les fous, les femmes doivent être exclus de la cité.

3 une citoyenneté sexiste

Si on a rompu d'un point de vue juridique avec un certain nombre d'aspects sexistes, le modèle capacitaire exclut les femmes de la vie politique. Il suffit de voir les réactions sur les bancs du Parlement européen lorsqu'un député vert donne le sein à son enfant : hilarité générale de l'ensemble des députés de gauche comme de droite. Cela montre que le modèle porte en lui-même cette dimension sexiste : le citoyen français est un HOMME FRANÇAIS, il l'est de plus en plus au fur et à mesure qu'il vieillit.

4 une citoyenneté uniquement individuelle

Le citoyen français, c'est l'électeur qui se cache, enfermé dans l'isoloir. Conformément au contrat social, individuel et vertueux, les groupes sociaux, les communautés culturelles ne peuvent pas exercer de citoyenneté. Ce n'est pas un hasard si tout ce qui a été réalisé comme citoyenneté directe a été exclu de l'histoire française, si le logement n'a jamais été pris en charge par les habitants, et si dans l'école, la place des parents d'élèves est si restreinte.

5 une citoyenneté unicitaire

Il y a confusion depuis le début du modèle entre l'unité politique d'une nation et l'unicité culturelle de cette nation. On a considéré que la reconnaissance des minorités nationales en France mettrait en cause la nation. C'est l'école laïque qui a été mise en avant pour détruire toutes les minorités nationales, tous les peuples et tenter de faire de la France une entité culturellement homogène. Cela a construit un modèle français abstrait.

Le résultat, c'est que ce modèle a été très fortement intégré par la population et en conséquence les communautés immigrées, pour avoir leur place en France, doivent disparaître comme ont disparu les Bretons, les Occitans, etc. Le concept d'intégration

cache ce modèle unicitaire, de destruction des entités culturelles au profit d'une culture abstraite qu'est la culture française. La montée du Front national s'appuie sur ce modèle.

Remise en cause d'une forme de démocratie

D'un côté l'homme renvoie à la sphère privée, familiale, de l'autre côté, le citoyen renverrait à la sphère publique. Cela veut dire que dans la sphère privée, familiale, il n'y a pas de citoyenneté, on ne pose pas de questions politiques dans la famille. En revanche dans la sphère publique, il y a égalité devant le droit de vote. Les droits du citoyens sont égaux, mais on les contraint à rester dans la sphère uniquement politique. Le plus bel exemple c'est la blouse grise qui permettait d'avoir l'illusion de l'égalité à l'école laïque. C'est le modèle de citoyenneté qui est encore dominant. Mais le plus grave, au risque de choquer, c'est que toutes nos expériences de libération ont reproduit ce modèle dans les organisations contestataires. Du coup, nous entrons en crise en même temps que le système.

Les luttes de libération nationale n'ont fait que retourner contre le colonisateur son propre modèle pour le reproduire et on retrouve les mêmes exclusions en plus grand. Parmi les courants révolutionnaires, le marxisme ou l'anarchisme, on a aussi reproduit souvent ce modèle soit avec des pratiques, méthodes, voir des théorisations avant-gardistes, même si la notion d'avant-garde est refusée par le courant anarchiste,

on s'est retrouvé avec les mêmes contradictions que le modèle, avec une coupure entre un groupe de militants convaincus et une masse de personnes complètement déconnectées des préoccupations de libération.

Si nous avons à reconstruire des regroupements, il faudra donc rompre avec le modèle.

Or ces organisations sont complètement centrées sur la prise du pouvoir et sous-estiment l'aspect vie quotidienne. La libération ce n'est pas simplement une société idéale que l'on va construire demain, c'est également la mise en place immédiate d'un certain nombre de contre-pouvoirs et de micro-pouvoirs. Or, cela n'entraîne pas dans la logique des organisations qui ont structuré les révoltes dans le passé et ce n'est pas un hasard si elles entrent en crise aujourd'hui.

La même chose est valable pour le mouvement associatif.

Remise en cause d'une manière de penser, d'une forme de rationalité

Quelle philosophie pour être ensemble ?

On connaît deux grands modèles :

- la forme communautaire où l'individu ne se vit pas en tant qu'individu, où tout est fait pour qu'il se considère comme une parcelle d'une communauté, sans libre-arbitre, avec négation quasi complète de

La citoyenneté dans tous ses états. Prix 160 F - 360 p. Editions L'Harmattan

Ce livre de Saïd Bouamama, Albano Cordeiro et Michel Roux permet une approche plurielle de la notion de citoyenneté. "Partis de l'action sur le terrain des droits des communautés immigrées, et de la réflexion sur la condition de non-citoyens que l'État-nation France accordait aux membres de ces communautés, les auteurs de cet ouvrage se sont mis à questionner les bases mêmes de la démocratie française et sa conception de la citoyenneté. Reposant l'axe sur de nouvelles formes de démocratie participative et sur une reconnaissance politique de l'individu non plus déconnecté de ses liens sociaux, ils avancent la proposition d'une "Nouvelle Citoyenneté". Dans la recherche d'une construction d'un nouveau projet émancipateur, articulant sur des bases sociales et transnationales, peuples et individus habitant de ce monde, la citoyenneté peut en être un des éléments constitutifs. Saïd Bouamama : "Il est évident dans le contexte actuel, la Nouvelle Citoyenneté ne peut se limiter à l'espace national ; elle doit être reconnue à une échelle plus large. On en est aujourd'hui bien loin ; même dans le cadre de la Communauté européenne, la liaison entre nationalité et droits politiques est maintenue... Plus largement, la Nouvelle Citoyenneté doit devenir objet de droit international pour acquérir la stabilité nécessaire et rompre avec les représentations antérieures... La nationalité est un élément d'une forme politique historique, l'État-nation, qui repose sur la définition d'une entité absolue, abstraite, homogène, a longtemps permis de gérer le compromis social intérieur. Cette forme politique est en crise, déchirée entre la mondialisation des structures économiques, et la crise intérieure du consensus national. L'issue en sera peut-être un progrès de la démocratie, ou bien un repli étroit sur la nation éternelle..."

l'individualité. Il n'est que le porte-parole d'une communauté. Ce modèle a fonctionné partout. En France, la révolution a voulu rompre avec ce modèle. Il revient en force aujourd'hui, et ce qui se passe à l'Est, en est un autre exemple.

• l'autre extrême : un individu coupé de ses communautés d'appartenance, l'individualisme est poussé à l'extrême, chacun est le centre du monde et se déresponsabilise des problèmes de son quartier, de son école, etc.

Ces deux modèles arrivent aujourd'hui à épuisement. Nous n'arrivons pas à en sortir parce que nous n'arrivons pas à opérer la rupture.

Il ne faut pas se figer sur l'individu par crainte de l'intégrisme, et de ce qui se passe à l'Est. Si le collectif peut être oppresseur, il est vrai aussi — et c'est la complexité de l'être humain —, que tout être humain a besoin du collectif. Le collectif, c'est ce qui donne des repères à l'individu, ce qui lui permet de se structurer de manière repérable.

Du collectif peut émerger du sens, car le sens, c'est l'impression que le présent a une direction, que la vie vaut d'être vécue et cela nous renvoie à la question : qu'est-ce qui me relie aux personnes, aux groupes sociaux qui sont autour de moi. C'est la question du lien social qui est posée. Cette question a d'abord été posée par la religion (religion veut dire relier) ; lorsqu'il y a épuisement des sens politiques, les autres formes de sens qui relient les gens reviennent et si nous ne sommes pas capable de recréer du sens politique, il faut s'attendre à un développement des intégrismes religieux, politiques.

Et enfin, le collectif, donne de l'identité ; et jusqu'à présent, je ne connais personne qui puisse vivre sans identité. On peut même considérer que l'augmentation des suicides aujourd'hui est le résultat d'un certain nombre de mécanismes créateurs d'identité qui n'arrivent plus à fonctionner. Quand vous avez un adolescent de quatorze ans qui n'a pas envie de grandir, qui ne sait pas à quoi ça sert de grandir, c'est qu'il y a des mécanismes d'identité qui sont touchés. Le repère des âges est devenu flou. La focalisation sur un âge de la vie — l'idéalisation de la jeunesse — cette idée que vieillir est NÉGATIF, cette idée qui pousse les gens à dépenser tout leur argent à des liftings, qui les pousse à dramatiser leur âge, c'est quelque chose de dramatique dans une société !

Car que signifie pour un enfant de s'apercevoir que tout le monde veut lui ressembler ? Que signifie pour un jeune qui essaie de se constituer et de comprendre ce que sera son avenir, de voir des gens de 60 ans qui essaient de lui ressembler ? Effectivement, les repères d'âge ont une fonction "socialisatrice". Ils créent une tension, donnent envie de grandir, d'avancer dans la vie. Tout cela entre en crise, pour des raisons économiques, c'est le marchandising de l'âge, mais effectivement celaperturbe complètement les repères

d'âge.

Et, très succinctement, on est également dans la crise des repères sexuels. On a remis en cause l'image phallocratique et machiste de l'homme, on a donc remis en cause des repères séculaires d'identification des sexes, et je ne sais pas si on a réfléchi à une reformulation de ces repères.

Il ne s'agit pas de revenir à l'ancien modèle, rassurez vous. Mais toute destruction de repères nécessite la reconstruction d'autres repères. Et sur ce point, le débat n'a pas été assez loin.

Donc on est bien dans une crise des repères d'âge, de sexe, des repères politiques et économiques. Ce sont tous ces éléments qui volent en éclats en cette fin de siècle.

Enfin, dernier élément de cette crise, il s'agit aussi d'une crise d'une forme de penser, d'une manière de raisonner, d'une forme de rationalité.

Je donnerai quelques exemples : la rationalité économique qui s'est mise en place avec l'âge des Lumières, considérée comme une marche linéaire vers le progrès.

C'est une philosophie qui fait de l'homme un être complètement rationnel. Le modèle de rationalité qu'on nous a mis dans la tête — je dis bien nous, d'où l'ampleur de la rupture nécessaire — consiste à considérer que l'évolution est linéaire : une cause, un effet. Cela nous conduits à simplifier toutes les réalités. Dès qu'il y a un problème, on va le simplifier, éviter d'essayer de le comprendre dans toutes ses dimensions, dans toutes ses contradictions. Alors cela donne des formes de raisonnement, comme par exemple sur l'immigration.

C'est un exemple (on pourrait le prendre aussi sur les rapports hommes-femmes). Le modèle linéaire conduit à opposer dans les réalités, le blanc et le noir, le vrai et le faux, le bien et le mal, comme si la réalité était aussi simple. Alors je prends l'exemple de la question de la vie des immigrés dans la société française. Pour les Français qui raisonnent sur le modèle linéaire (l'immense majorité) les choses avancent dans le sens du progrès, lorsqu'il y a un développement des ressemblances. Plus les ressemblances augmentent, plus les différences s'estompent, et mieux c'est. Comme si c'étaient des vases communicants...

Alors, si vous êtes d'extrême droite, vous direz "Il faut qu'ils s'assimilent, qu'ils s'intègrent en nous ressemblant absolument."

Si vous êtes au PS, vous direz plutôt : "Il faut leur laisser le temps de s'adapter, et puis ils finiront par nous ressembler." En fin de compte, c'est la même chose, c'est l'idéalisation de la ressemblance : "plus on se ressemble, moins il y a de différences, et mieux c'est. Il y a des vases communicants".

C'est le modèle français. Si on veut rompre avec cette rationalité linéaire, et que l'on regarde de plus près la réalité, on constate

exactement l'inverse : plus il y a des différences acceptées, plus il y a de ressemblances.

Il n'y a donc pas de vases communicants : à chaque fois qu'il y a des ressemblances, les différences s'accroissent également et inversement. Les différences et les ressemblances les mieux assumées, celles qui donnent le plus de convivialité, le plus de vécu quotidien chaleureux, ce sont celles où l'accès à une ressemblance ne signifie pas une diminution des différences.

C'est une manière de penser difficile à intégrer. Quel en est le résultat ? Cela a été d'habituer d'abord les Français — eux d'abord, et je suppose que c'est généralisé à tous les pays industrialisés et à une bonne partie du Tiers-Monde — à l'idée que l'altérité est négative. L'Autre, s'il ne me ressemble pas, est négatif. Et j'ai peur de l'Autre. Il n'y a pas que Jean-Marie Le Pen. Bien sûr, en fonction de qui l'on est, on a plus ou moins peur et on a d'autres choses dans la tête, mais le mode d'éducation qu'on reçoit habitue à refuser l'altérité. L'altérité, c'est forcément négatif. Et je pense qu'il y a une base objective aux succès de Jean Marie Le Pen, qui se trouvent dans ce soubassement en terme de rationalité.

Second aspect de cette rationalité, c'est qu'elle nie la rupture. Si les choses avancent, cela doit être à petits pas, lentement. Ce n'est pas un hasard si on arrive dans une société où l'idéologie est consensuelle, où la pensée radicale est automatiquement exclue. Qu'est ce qu'une pensée radicale ? Aller à la racine des choses. Ce qui est constater qu'à certains moments, le passage est qualitatif et pas quantitatif uniquement. Il faut qu'à certains moments des modèles se cassent pour que d'autres apparaissent. A un moment donné, des ruptures nettes doivent être faites pour que des nouvelles plantes puissent pousser... Parfois il faut couper votre plante, vous faites une bouture, pour que la plante puisse repousser. Dans les sociétés, c'est exactement la même chose. Dans les sociétés, si on regarde la complexité, il y a des ruptures nécessaires, or la pensée rationnelle linéaire empêche de penser la rupture. Elle ne nous permet que de penser la progression.

Autre élément de cette rationalité, elle met en avant un élément de la temporalité. Tout être humain est construit avec trois temporalités. C'est un besoin humain que de pouvoir articuler le passé, le présent, et le futur. Toutes les sociétés qui n'ont pu penser leur futur sont entrées en crise. Des sociétés qui ont vu se développer des phénomènes de décomposition, de toxicomanie, de suicides, etc. Toutes les sociétés où il y a eu des perturbations sur les cultures du passé, qui ont occulté certains éléments de leur passé ont eu également un certain nombre de problèmes. Or à quoi conduit le mode de pensée rationnelle ?

Il nous conduit à nous centrer uniquement sur le présent. Il occulte complètement le passé, "c'est ringard" et surtout, il nous

empêche de penser le futur. Il nous demande de penser au plaisir immédiat, ici et maintenant. Sans jamais nous relier à l'ici et au maintenant des autres. Et à ce qui relie l'ici et maintenant à demain. Ceci est un élément essentiel : on centre les gens sur les problèmes du quotidien. Et encore, pas sur n'importe lesquels, sur le quotidien récupérable d'une manière marchande, bien sûr...

Le résultat de tout ça, c'est que cette forme de rationalité amène à penser uniquement en termes de GESTION. Ce n'est pas seulement la gestion économique, c'est beaucoup plus grave que ça. Je ne sais pas si vous avez fait attention à l'évolution des publicités contre le tabac — moi je fume beaucoup. On vous demande d'arrêter de fumer, maintenant, mais ça vaut aussi contre le SIDA, etc... parce que vous avez un CAPITAL SANTE à préserver, messieurs-dames ! Et qu'il faut gérer son capital-santé... Et que vous devez l'épargner, messieurs-dames, etc, etc. On a bien là un mode de rationalité qui s'est complètement infiltré dans tous les pores de notre vie quotidienne, et qu'on comprend du coup — pour répondre à la première question du sens de la vie... — qu'on puisse croire qu'il n'y a pas de sens.

En guise de conclusion, je voudrais terminer sur un point : c'est à la mode de critiquer la dimension politique. L'important est d'avoir des compétences, et pas un rapport de forces. Et puis, un rapport de forces, c'est un rapport de compétences. Combien de militants se sont reconvertis ? Combien de gens qui partaient à l'assaut du vieux monde sont maintenant des managers, etc ? Combien de gens aujourd'hui considèrent aussi que l'important, c'est de bien gérer une dimension de sa vie, c'est d'arriver à prendre son plaisir indépendamment de sa réalité sociale ; on se coupe donc des réalités, c'est de la gestion. C'est de la gestion ! Le technique passe avant le politique.

Je pense qu'il n'y a qu'une dimension dangereuse pour le système, c'est que les citoyens se regroupent, que les citoyens tentent d'imaginer une nouvelle manière de rationaliser, une nouvelle manière de se vivre, de se concevoir, une nouvelle manière de penser l'économie, et une nouvelle manière de penser les modèles." ■

Saïd Bouamama

Le guide de l'objecteur de conscience

écrire à REFLEX

Lois racistes et code de la nationalité : halte au développement séparé

La droite l'avait annoncé dans son programme et sur ce point, à n'en pas douter, elle tient toutes ses promesses. Car attaquer les étrangers ne coûte pas cher, à la différence de s'attaquer aux problèmes de l'exclusion. L'immigré comme le Juif des années 1930 remplit bien son rôle : celui du bouc-émissaire. Le racisme se développe et avec lui son corollaire de haine et de xénophobie dans toute l'Europe... Les replis communautaires seront rapidement les seules solutions envisagées si ne se construisent pas des mouvements et des luttes mettant au premier plan les questions sociales (logement, travail, chômage, etc.).

Pasqua est fier et serein. Les nouvelles lois qui vont être votées au cours des mois de juin et juillet vont permettre de réduire le peu de droits des étrangers en France. Avec la loi sur le code de nationalité (voir *No Pasaran* n° 7), la précarisation et l'insécurisation de la population immigrée continue.

Un apartheid soft...

Pour ne prendre que quelques exemples : Limitations de l'attribution de plein droit de la carte de résident :

La carte de résident qui était attribuée de plein droit à l'enfant d'un ressortissant de nationalité française — ainsi qu'aux ascendants, à l'étranger père ou mère d'un enfant français — pourra ne pas l'être pour "motif d'ordre public" et "sous réserve de la régularité du séjour", quant au conjoint d'un ressortissant de nationalité française, il devra en plus être "marié depuis au moins un an" et "justifier d'une communauté de vie effective".

Ne peuvent plus l'obtenir : les étudiants en France depuis plus de 10 ans ; l'étranger qui justifie, par tout moyen, résider en France habituellement depuis qu'il a atteint au plus l'âge de 10 ans, l'étranger polygame, l'épouse d'un tel ressortissant.

Reconduite à la frontière/expulsions : L'arrêté de reconduite à la frontière comporte de plein droit l'interdiction du territoire pour une durée de un an...

N'est plus protégé "l'étranger qui justifie, par tout moyen, résider en France habituellement depuis qu'il a atteint au plus l'âge de 10 ans, l'étudiant quelle que soit la durée de son séjour, l'étranger marié depuis moins de 1 an dont le conjoint est de nationalité française, au-delà il ne sera protégé que si la communauté de vie entre les époux est effective."

En cas de condamnation définitive "à une

peine d'emprisonnement ferme au moins égale à 5 ans", sont expulsables "l'étranger qui justifie par tout moyen, résider habituellement en France depuis plus de 15 ans", ou "qui réside régulièrement en France depuis plus de 10 ans", "l'étranger marié à un conjoint de nationalité française", "l'étranger père ou mère d'un enfant français".

Regroupement familial :

N'est possible qu'après deux ans de séjour au lieu d'un an, à condition que la présence des membres de la famille ne constitue pas une menace à l'ordre public, que les membres de la famille soient exempts de maladie ou d'infirmité mettant en danger la santé publique... Ne peuvent bénéficier du regroupement familial un autre conjoint d'un étranger polygame et les enfants de ce conjoint.

Demande d'asile :

Vue l'harmonisation européenne (les conventions de Schengen et de Dublin), la demande doit être faite dans le premier pays d'arrivée. De plus, c'est au ministre de l'Intérieur ou au représentant de l'État dans le département et à Paris au Préfet de Police d'apprécier la validité de la demande !

Etc, etc. Comparé au discours du Front national, on peut remarquer la similitude de l'état d'esprit :

- Etre français, ça se mérite.
- Pour pouvoir rester (sans droit politique bien évidemment), il faut travailler (sans lutter), ne commettre aucun délit, s'assimiler à la culture française.

Depuis plusieurs années, l'immigration est prise comme cible. Une des conséquences est le repli sur soi des différentes communautés. En resserrant leurs liens, celles-ci espèrent pouvoir résister, et surtout par une solidarité et une entraide internes, pouvoir faire face au racisme d'État. Si le repli communautaire est légitime et peut permettre de ressouder et de recréer une

mémoire et des liens, il doit articuler sa propre dynamique avec des mouvements de lutte, qui se battent pour que chaque résident quelle que soit sa nationalité puisse bénéficier des mêmes droits que les nationaux. Et donc s'intégrer aux luttes sociales qui doivent se développer pour faire face aux exclusions.

Une Europe forteresse

Comme nous le mentionnons maintenant depuis plusieurs années dans *REFLEXEs*, les lois concernant l'immigration en France sont une harmonisation et une adaptation aux mesures européennes. En effet, sur cette question, l'accord entre les Européens pour limiter le nombre d'étrangers sur leur sol et construire des remparts étanches aux frontières avec le Sud et l'Est est presque parfait. Même si les Accords de Schengen ont pris quelque retard, la France refusant le principe de la libre circulation le premier janvier 1993, estimant qu'il y avait encore trop de zones d'ombre, il y a bien dans ce domaine une volonté commune. Pour le droit d'asile, l'harmonisation était difficile. Les différences entre pays européens sur l'accueil de tel ou tel réfugié correspondaient jusqu'alors au passé colonial de chaque État. Aujourd'hui, tout semble réglé. Un demandeur d'asile ne pourra faire sa demande que dans un seul

ces problèmes, l'Europe, décidément, prend grand soin d'établir une barrière et ainsi d'affirmer qu'elle restera avant tout "blanche et chrétienne"...

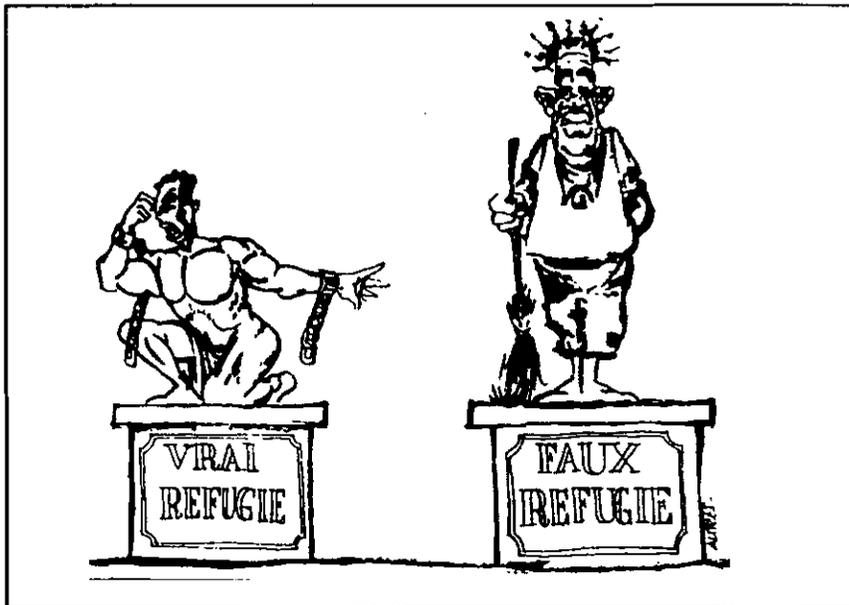
Le discours raciste de gauche...

Comme le rappelle un tract du MRAP de Limoges (voir le *Canard Enchaîné* du 2 juin), on aura toujours besoin des étrangers pour ramasser les poubelles, construire des routes, etc. Et au nom de ce besoin, il ne faut pas faire de l'immigré un bouc-émissaire des problèmes de chômage et d'exclusion ; un autre tract du Collectif de défense des étrangers de Rennes apporte lui aussi quelques révélations : "Ce texte est dangereux (la modification du code), il contribue avec d'autres mesures à mettre en cause la cohésion sociale et civique de ce pays". Et pour la manifestation du 19 juin, appelée par plus de 50 organisations, on peut lire : "Ce serait une politique de discrimination, d'exclusion et de bannissement qui ne peut conduire qu'à plus de tensions sociales"... Si l'on comprend bien la teneur de ces quelques exemples, ce ne sont pas les exclusions qui sont facteurs de tensions sociales mais les lois Pasqua ; nous ne pouvons qu'être en total désaccord, et opposés à ces explications. En effet, il faut au contraire que les luttes pour les droits des étrangers soient

capital peuvent circuler librement dans le monde, ceux qui subissent la famine, l'exploitation et la domination du Nord doivent eux aussi pouvoir circuler. En faisant de la question de la main-d'œuvre, l'élément numéro un de la défense des étrangers, elles donnent raison au FN et à la droite qui dit : on n'en a plus besoin aujourd'hui comme dans les années 1960. D'ailleurs, Pasqua et son conseiller Barreau n'oublient pas de rappeler que s'il faut arriver à une immigration zéro, on n'en fera pas moins appel sous forme de quotas par nationalité et secteurs de travail à de la main-d'œuvre étrangère ; ce qui avait déjà été souligné du temps de Joxe. On veut bien des immigrés (sages et polis) se laissant exploiter le plus docilement du monde. L'esclavage moderne, une grande idée humaniste à défendre pour nos assos des droits de l'homme. Dans ce cadre, une partie des assos, et notamment la FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec les Travailleurs Immigrés), doit rappeler un certain nombre de choses, notamment les luttes menées à partir des années 1970, de la place des immigrés dans le mouvement ouvrier, etc.

La recomposition de la gauche sur les problèmes d'immigration pose un certain nombre de questions. Non seulement d'un point de vue moral ; mais aussi d'un point de vue idéologique quand est mise en avant l'intégration aux valeurs de la République (en occultant le passé colonial, raciste, etc.) du "bon immigré" opposé au "délinquant". De plus, signer n'engage pas à grand-chose, comme on l'a vu pour la mobilisation contre le code à l'Assemblée nationale, où à l'appel de 50 organisations étaient présentes 500 personnes...

Pour nous, il s'agit bien de couper avec tous ces schémas de pensée et d'action et enfin de créer une force sociale neuve. En articulant Nouvelle Citoyenneté et lutte pour un partage des richesses au niveau mondial, nous estimons qu'il est légitime que tout ceux qui traversent la Méditerranée reçoivent notre aide, qu'ils soient réfugiés économiques ou politiques ; d'ailleurs, dans la plupart des cas, ces notions ne peuvent être disjointes. Nous estimons légitime que tous ceux qui résident ici puissent rester ici, quelles que soient leur situation sociale et économique : chômeur, précaire, travailleur.



pays. Mais plus grave encore, on voit apparaître un concept nouveau : "un réfugié devra déjà tenter de se réfugier au sein de son territoire dans des zones qui lui seraient plus favorables". On voit bien toutes les conséquences de ce type d'argument dans le cas de l'ex-Yougoslavie : les Bosniaques persécutés peuvent aller se réfugier dans les "réserves" de Bosnie sous protection de l'ONU... Ainsi les Bosniaques n'ont pas le droit aujourd'hui au statut de réfugié, mais sont admis au nom d'un asile temporaire, qui ne leur donne aucun droit. Politique commune des visas, du regroupement familial, des procédures d'éloignement, fichier informatisé pour traiter tous

couplées avec les luttes pour les droits sociaux. Il est légitime de se battre pour obtenir un logement, des conditions de vie dignes. Ce qui est facteur de tensions sociales, c'est le RMI, la précarité, le chômage, la cherté de la vie, etc. Les associations des droits de l'homme, déconsidérées pour avoir accepté sous la gauche la remise en cause du droit d'asile, du regroupement familial, la non-abolition de la Double Peine, sont incapables de sortir d'une logique, qui finit par pervertir les idées antiracistes ; ce n'est pas parce que les immigrés ont construit la France que nous voulons qu'ils restent et puissent venir, mais bien parce que si l'argent et le

Face à l'Europe-forteresse, nous devons développer de nouvelles solidarités transnationales pour reconstruire un projet d'émancipation sociale, seul capable de s'opposer aux projets d'exclusion de droite et de gauche, et a fortiori aux extrêmes droites. Avec les lois Pasqua et le Code de nationalité, un nouveau pas vient d'être franchi dans la gestion partidaire de notre société. En pointant le doigt sur les étrangers, la droite espère pouvoir contenir le Front national et faire plaisir à une large fraction de l'opinion. L'Histoire a déjà démontré l'erreur d'un tel raisonnement... mais au prix de combien de millions de morts ?

CILIP

Le premier numéro de 1993 de la revue allemande trimestrielle *Cilip, Bürgerrechte und Polizei* (Les Droits des citoyens et la police) est consacré au sujet suivant : "l'extrême droite, le racisme et les réactions policières".

Les articles de ce numéro analysent la problématique dans une double perspective : d'une part, celle des réactions policières à la violence d'extrême droite, surtout pendant la vague xénophobe que connaît l'Allemagne depuis 1991. Et d'autre part, celle des tendances extrémistes et racistes à l'intérieur de la police.

La revue met l'accent sur les événements xénophobes de Rostock et d'ailleurs, et sur l'incapacité de la police à protéger les immigrés et les demandeurs d'asile. Divers autres aspects, entre autres des articles sur la Grande-Bretagne et sur la France, s'y ajoutent. Le bilan de l'emploi mortel des armes de policiers, effectué par la revue *Cilip* depuis 1974, se trouve également actualisé dans ce numéro (p. 79-85).

Cilip, Bürgerrechte und Polizei, n°44 (=1/1993), Berlin (CILIP-Verlag), mars 1993.

Le Dossier Georges Albertini. Une intelligence avec l'ennemi.

Albertini est une des personnalités les plus importantes de la quatrième république. Ancien collaborateur, cadre du RNP de Marcel Déat, il fondera la boîte-à-penser anticommuniste la plus importante en France, l'Institut d'Histoire Sociale et la revue *Est-Ouest*. Conseiller des hommes politiques de tous horizons ; gaullistes, libéraux, socialistes anticommunistes, il retraitera et formera de nombreux activistes d'extrême droite : Alain Madelin, Nicolas Tandler, Xavier Raufer... Avec la mort d'Albertini et l'écroulement du bloc communiste, l'Institut et la revue sont en pleine restructuration.

Jean Levy, *Le Dossier Georges Albertini. Une intelligence avec l'ennemi*.

l'Harmattan, 1992, 140frs.

Les nouvelles passerelles de l'extrême droite

Thierry Maricourt vient de publier un livre sur l'extrême droite. Il montre comment l'extrême droite tente d'utiliser, d'infiltrer l'écologisme et les écologistes : pas de grandes révélations mais de solides chapitres,

les racines de l'écologisme de droite, le mouvement raélien... L'essentiel de son livre est néanmoins consacré au révisionnisme (ou négationisme) d'extrême droite et à son jumeau d'extrême (d'ultra) gauche. A lire avec intérêt. Notons aussi un intéressant chapitre sur le jeu trouble de la Nouvelle Droite avec la Nouvelle Gauche.

Les Nouvelles passerelles de l'extrême droite, Thierry Maricourt, Manya, 1993, 129frs.

Fascist Europe.

Député européen britannique, travailliste Glyn Ford a activement participé par deux fois aux commissions (de 1984-1985 et 1989-1990) d'enquête du Parlement européen sur la montée du racisme et du fascisme en Europe. Glyn Ford a rédigé ce livre à partir des travaux de la deuxième commission l'enrichissant d'informations récentes. Le livre en anglais commence par une analyse en quelques pages de la situation de l'extrême droite dans chacun des pays d'Europe, puis suit un panorama du racisme dans chacun des pays, un bilan des actions communes entreprises depuis 1987 et les recommandations à diverses institutions européennes.

Fascist Europe. The Rise of Racism an Xenophobia, Glyn Ford, Pluto Press, 10295.

Histoire de l'extrême droite en France.

C'est une histoire de l'extrême droite en France en huit tableaux qu'a rassemblé Michel Winock en faisant appel aux spécialistes de la question (Pierre Birnbaum, Pierre Milza, Jean-Pierre Azéma, Jean-Pierre Rioux, Pascal Perrineau). En huit articles, les auteurs retracent les moments forts de l'extrémisme de droite ; la contre-révolution, le boulangisme, l'affaire Dreyfus, les ligues, l'Action française, Vichy, le Front national. De bonnes synthèses sur ces questions.

Pierre Milza (sous la dir.) *Histoire de l'extrême droite en France*, le Seuil, 1993, 135frs.

Extrême droite et antisémitisme en Belgique

Les éditions belges de la vie ouvrière viennent de publier cet intéressant ouvrage retraçant les histoires conjuguées de l'extrême droite et de l'antisémitisme en Belgique de 1945 à nos jours. En 160 pages l'auteur

dresse un panorama de l'extrême droite passée et actuelle en Belgique, de Thiriart (personnage-clé aujourd'hui disparu penseur du communitarisme) au Vlaams Block et au Front national belge. A noter que l'auteur donne des précisions sur l'éditeur belge de l'Empire invisible de Tod, L. Van den Bossche : il s'agit d'un ancien du Front de l'Est sénile dont le nom est utilisé par son entourage pour couvrir nombre de revues néo-nazies.

L'extrême droite et antisémitisme en Belgique, Manuel Abramovicz, EVO, 130frs.

Néo-nazis

Le journaliste Michael Schmidt a mené durant quatre ans sa "terrible enquête", restitué comme un roman à suspense, au cœur du milieu néo-fasciste d'Outre-Rhin, aussi trouble que dangereux. Il a rencontré les idéologues, d'anciens SS, les leaders de groupuscules, assisté à des meetings, aux sessions des négationnistes de l'holocauste, écouté avec effroi les discours d'ordre, de fierté nationale, de haine xénophobe et antisémite. L'auteur rappelle notamment la "querelle des historiens" quant à la "spécificité ou non des crimes commis sous le Troisième Reich" qui agita son pays en 1986 et perçoit, y compris dans certaines interventions ou démarches du chancelier Kohl, du président von Weizsäcker, de l'ex-ministre de l'Intérieur Schäuble, une volonté de "neutraliser, voire de désactiver le passé". Grâce à de minutieuses investigations, il a cerné le vaste réseau de l'extrême droite étendant ses ramifications des États-Unis au vieux Continent, du Canada à la Russie. Qui s'étonnera qu'un Yvan Blot, candidat du Front national sur Strasbourg aux législatives du 21 mars, rencontra par exemple Bela Ewald Althans, yuppie de 28 ans, grand admirateur de Hitler, aspirant au rang de führer du NSDAP reconstitué ?

Le réalisateur dont Envoyé Spécial (France 2) diffusa en date du 12 décembre 1991 le reportage "La peste brune" dédie son ouvrage à "tous ceux qui font preuve de courage civique et se préoccupent avant tout d'humanité". Quelques approximations (17 personnes, et non une douzaine, ont péri en 1992, victimes de la violence meurtrière de skinheads en Allemagne, le massacre à la bombe à la gare de Bologne eut lieu le 2 août, et non

en septembre 1980...) n'enlèvent rien à l'authenticité de cet imposant document étayé d'innombrables informations, à lire aussi comme une pressante exhortation à la vigilance.

René Hamm

•*Néo-nazis* de Michael Schmidt chez Jean-Claude Lattès, 1993. 438 pages, 139 francs.

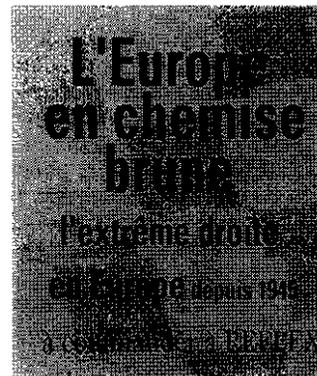
Autour de Wilhem Heitmeyer, un groupe de recherche a publié les recherches sur ses travaux effectués en Allemagne à Bielefeld pendant une période de cinq ans (1985-1990) sur 31 jeunes gens de 17 à 21 ans pour étudier le développement de leur attitude politique. Heitmeyer avait déjà publié plusieurs ouvrages sur les jeunes et l'extrême droite.

Cette étude est basée sur des interviews très longues, répétées chaque année pendant les cinq ans de la recherche. Il s'agissait d'étudier les impacts de différents modes de socialisations et d'intégrations sur les convictions politiques.

En raison de cette conception très large, l'étude livre des indications intéressantes pour comprendre l'apparition des convictions d'extrême droite chez des jeunes ; elle confirme des facteurs bien connus, comme le degré d'intégration sociale et économique, ou la situation familiale. Mais en même temps, elle montre qu'il est nécessaire de prendre en compte la diversité des influences qui déterminent une conviction politique et la multiplicité des processus de développement d'une attitude politique. Ce livre constitue donc une contribution importante à l'explication des attitudes d'extrême droite dans toute leur complexité.

Wilhem Heitmeyer et al., *Die Bielefelder Rechtsextremismus-Studie Weinheim* (Juventa-Verlag), 1992, 612 pages.

Hartmut Aden



interview d'

REFLEX : Depuis quand existe le groupe Assassin et quel a été votre parcours ?

ASSASSIN : Le groupe ASSASSIN existe depuis 1985, on avait depuis sorti un titre sur une compil et un premier maxi. Au début c'était histoire de s'amuser mais au fur et à mesure on a trouvé notre direction. Pour amener l'album "Le Futur que nous Réserve-t-il ?", on a voulu partir dans une campagne d'affichage sauvage pour la bonne raison qu'on voulait le promouvoir de façon underground, par la rue et montrer ainsi que notre base était là. Dans la première série d'affiches on n'avait pas mis le logo d'ASSASSIN et avec des phrases comme celles-là, ça donne à réfléchir et ça pose l'ambiguïté lorsqu'il s'agit de savoir si c'est un groupe de musique ou simplement une mouvance politique. Il faut tout de même dire qu'on a été un peu forcé de ne pas passer par le créneau habituel de promotion puisqu'entre le premier maxi et la sortie de cet album, on a été grillé dans toute l'industrie du disque à cause des relations qu'on a eu avec le groupe Polygram. Voilà pourquoi il nous fallait développer un moyen de transmission directe de l'information, et si l'album est aujourd'hui sorti c'est parce qu'on a créé ASSASSIN PRODUCTIONS avec l'aide de CORIDA qui nous ont fait confiance. Certes, on n'a pas choisi le chemin le plus facile mais ce qu'il faut retenir c'est qu'il faut se prendre en main !

R : On a, en France, pas vraiment eu l'habitude de voir des rappers avec la conscience politique qui est la vôtre. Comment jugez-vous ce mouvement ?

ASSASSIN : C'est vrai que sur ce plan le HIP HOP en France est encore assez immature, mais on espère qu'à travers ASSASSIN il y aura plein de jeunes qui voudront combattre dans la même direction et que cela amènera de plus en plus de groupes avec des consciences politiques. De toute façon à travers le Rap on va entendre la voix de la jeunesse et elle sera de toute façon politique puisque la politique régit notre vie. Aucun groupe de Rap ne peut prétendre représenter toute la jeunesse mais s'il y a des gens qui se reconnaissent à travers ASSASSIN et forment d'autres pôles d'attraction et de combat, tant mieux !

R : Vous n'avez pas peur de devenir des stars ?

ASSASSIN : Ça dépend des rapports que tu as avec ton public, si t'es à son niveau, que tu parles avec sans te le raconter, il n'y a pas de raison. Mais c'est vrai que le succès est dur à gérer.

R : Vous parliez tout à l'heure de se prendre en main mais n'avez-vous pas l'impression que de l'artiste qui se laisse trimballer au bon vouloir de son producteur jusqu'au mec qui touche le RMI, on remarque la multiplication des politiques d'assistanat où les gens ne se prennent plus en main ?

ASSASSIN : Dans le milieu du showbiz, c'est à un autre niveau car même si t'es assisté, quand ça marche pour toi, tu touches bien plus que la valeur d'un RMI par mois. Mais le RMI c'est un bon exemple car on nous l'a toujours présenté comme une des "mesures sociales" de la gauche alors qu'en fait ça vise à maintenir une partie de la population en état de dépendance totale. C'est fait pour t'endormir car la solution aux problèmes, ce n'est pas le RMI, c'est du travail et un vrai salaire. Le travail est un droit et chaque personne devrait pouvoir s'épanouir dans un travail qui lui plaît. Nous si on ne gagne, pour l'instant, pas de thune, au moins on sait le matin en se levant pourquoi on se bat, pourquoi on vit. Le plus important c'est qu'on a l'envie de faire les choses que l'on fait alors que lorsque tu perds l'envie, c'est fini.

R : Votre campagne d'affichage sauvage durant les dernières législatives reprenait des paroles de votre dernier album comme "Le Futur Que nous Réserve-t-il ?". Mais avec le retour de la droite, que pensez-vous qu'il nous réserve ?

ASSASSIN : Qu'il y ait eu ces élections ou pas, la question reste de toute manière posée. Car Mitterrand et ses gouvernements précédents étaient dans la logique de la Cinquième République et aujourd'hui ce gouvernement de droite est lui aussi dans cette même logique. Et ça continue.... On ne peut pas faire vraiment la différence car la politique qu'ils mettent en oeuvre est sensiblement la même. C'est la même logique qui en ressort : précariser une frange de plus en plus grande de la population, revenir sur des acquis sociaux conquis de longue date par des combats

acharnés... Mais nous n'avons pas mis cette phrase en avant seulement pour la France car c'est "Le Futur Que Nous Réserve-t-il ?" au niveau planétaire.

Comment jugez-vous ces dix dernières années de gauche ?

ASSASSIN : Elles ne font que confirmer le fait que ce système politique et économique va à sa perte. Certes, en 81, Mitterrand a été porté au pouvoir par un élan populaire mais ce n'est que grâce au fait que l'union de la gauche représentait alors une véritable alternative politique. Aujourd'hui c'est tout différent car les gens n'ont pas élu Mitterrand pour qu'il accentue le chômage ou expulse les immigrés et si la droite revient aujourd'hui au pouvoir c'est entre autres parce que les partis institutionnels de gauche ne représentent plus une alternative. Ainsi, plus on avancera et plus l'abstention grandira, entraînant l'illégitimité des présidents et gouvernements élus.

Voilà pourquoi nous sommes aujourd'hui dans une situation politique critique car si le peuple n'a plus confiance dans le Président de la République, clé de voûte des institutions, il n'a plus confiance dans les institutions elles-mêmes. Et même si les gens n'ont pas à l'esprit cette perte de confiance, c'est un réflexe, ils n'en ont plus rien à foutre.

R : Que penser dans un tel contexte de la montée de l'extrême droite, du retour de l'ordre moral ?

ASSASSIN : La montée de l'extrême droite et la propension de groupes fascistes à se développer se sont de tout temps, inscrites dans des crises politiques et économiques graves. C'est aujourd'hui le cas tout comme lors de la naissance de la Cinquième République, sur les cendres de la Quatrième, en pleine guerre d'Algérie, où l'on a vu l'émergence du Poujadisme et où il existait d'importants groupes fascistes organisés.

R : Ne croyez-vous pas, tout de même, que l'enracinement du FN et la divulgation de ses idées dans la société ne constituent une alternative à cette crise ?

ASSASSIN : Certes, lorsque le système capitaliste présente de tels signes de pourrissement et que le problème du pouvoir se fait autant sentir, les fascistes peuvent constituer une alternative car ils

ASSASSIN

posent clairement la possibilité d'une troisième voie : "Ni trust, ni soviet".

Vous critiquez tout au long de l'album, les médias en général, et que pensez-vous alors du relais qui a été donné par eux au FN en lui faisant une large place et en relayant par là même ses idées ?

ASSASSIN : On critique les médias car il y a beaucoup à dire sur la façon dont ils font leur travail et sur l'impact que cela a sur la jeunesse. On veut surtout dire qu'il faut diversifier ses sources d'information, d'éducation et ne pas regarder la télé, lire un journal sans un esprit critique... L'information telle qu'elle est aujourd'hui délivrée est un premier pas vers la manipulation. Pour contrer cela, il faut prendre du recul sur les médias et s'instruire. Si ta vision du monde et de son histoire se construit uniquement à travers les médias, tu peux être sûr que tu ne seras qu'un pion manipulé par l'État. Cela se passe aussi par exemple dans les bibliothèques ou dans un changement d'attitude vis à vis des autres... Tu peux faire une heure de métro, collé à un mec qui ne t'adressera jamais la parole ! Pour ce qui est des médias et du FN, c'est la tactique de "l'épouvantail".

R : Pensez-vous que l'extrême droite soit capable de prendre le pouvoir en France ?

ASSASSIN : Pour le moment cela semble improbable mais il est entendu depuis longtemps que lorsqu'il y a une crise, ce sont les immigrés qui payent en premier, "Ceux qui ne sont pas chez eux". Alors lorsque ce prix est de plus en plus payé par les travailleurs français, il est évident que les idées fascistes ont de beaux jours devant elles car elles font leur lit dans la misère. Reste que le FN de par son organisation en réseaux reliant plusieurs tendances de l'extrême droite est un réel danger puisqu'il oeuvre ainsi à la construction de pôles de regroupement de plus en plus importants capables de construire peut-être demain un grand parti fasciste.

R : Reste qu'aujourd'hui, le danger n'est point uniquement que les fascistes soient au pouvoir mais que leurs idées y soient déjà. Qu'en pensez-vous, à la vue de la situation des immigrés aujourd'hui en France ?

ASSASSIN : La reprise de certains thèmes racistes par d'autres forces politiques

aujourd'hui à la tête de l'État est réelle. On peut effectivement s'en rendre compte à la vue de la dégradation de la situation des immigrés pour lesquels il faut abattre tout l'arsenal juridique qui fait que leur séjour, leur situation sont précarisés.

R : Vous parlez beaucoup de culture underground et du fait qu'il faut développer d'autres espaces d'expression que ce soit à travers l'écriture, le débat ou même la musique. Il y a eu une scène rock alternatif qui a largement développé d'autres modes d'expression durant des années. Vous êtes-vous inspiré de cette époque pour amener votre dernier album ou au contraire l'avez-vous rejetée ?

ASSASSIN : C'est une époque que certains d'entre nous ont suivi parce qu'ils ont senti le pôle de contestation et d'expression que ça constituait et pour que le groupe ASSASSIN avance de façon cohérente, on ne peut faire l'économie de comprendre cette époque. C'est avec l'expérience des autres générations qui ont marché avant nous sur ces traces que l'on peut éviter de refaire les mêmes conneries. Si tu veux comprendre le phénomène social qu'est aujourd'hui le rap en France, il faut déjà avoir compris le phénomène social qu'est le rock. Si on en est arrivé aujourd'hui à avoir des désirs d'indépendance en créant ASSASSIN PRODUCTIONS, ce n'est de toute façon pas sans rapport avec ce qui s'est passé avant. C'est l'Histoire qui fait ASSASSIN et pas l'inverse.

R : Comment jugez-vous le milieu underground aujourd'hui et pourquoi lui avoir consacré exclusivement votre conférence de presse ?

ASSASSIN : Notre but est de tenter de créer des pôles de contestation avec tous ceux qui se battent dans la même direction et faire en sorte qu'il existe des liens avec le milieu artistique. Le plus important pour mener à bien un combat c'est tout d'abord de s'organiser, mais s'organiser à tous les niveaux de la société. Lorsqu'on a lu par exemple *L'Etat assassine*, c'est peut-être paradoxal, à première vue, mais ça nous a remis la pêche pour continuer dans le sens de notre combat. On s'est senti moins seul et on espère que l'inverse sera valable.

ASSASSIN est-il alors un groupe militant ?

Non, on ne croit pas car au delà du fait que

l'on colle des affiches et que l'on fasse passer à travers nos textes des idées, on n'est pas organisés collectivement autour d'une lutte de terrain. S'il fallait que l'on milite, on ne pourrait pas faire de la musique. Maintenant il est possible que l'on soit perçus comme des militants alors qu'en fait on est qu'un groupe qui a pris conscience de la merde dans laquelle on vit et qui décrit à son niveau et avec ses moyens les problèmes actuels. Et puis avant tout, nous sommes des personnes conscientes qui avons le même feeling alors que dans un combat politique, au delà des affinités, les gens sont surtout ensemble pour une lutte précise.

R : On n'a pas trouvé dans votre dernier album de chanson qui parle du sexisme, de l'homosexualité, de la domination...Était-ce un oubli ?

ASSASSIN : Absolument pas, mais un album est vite rempli. Dans le prochain, un des lyrics dit qu'aujourd'hui "on préfère voir les femmes la chatte à l'air, plutôt que dans les mouvances révolutionnaires !". Il est clair que toutes les discriminations dont sont victimes les femmes ou les homosexuels...sont comparables aux discriminations que l'on peut faire sur la couleur de la peau des gens ou sur leur culture. Et puis lorsque tu vis dans le 18ème et que tu vois tout le business du cul, tu ne peux qu'être écoeuré. Tu vois alors où en est arrivé l'être humain et tu prends conscience du danger que ça peut constituer pour les futures générations !

R : Pour finir, que réserve le futur au groupe ASSASSIN et à son public ?

ASSASSIN : Après l'Olympia que l'on fera le 18 Juin 1993, le prochain événement sera la musique que l'on a fait pour le film "Métisse" qui sortira nationalement le 18 Août 93. Il y a aussi le remix par ASSASSIN du titre "Race War" de Ice T, qui sortira début Juillet. ASSASSIN PRODUCTIONS reste actif, on garde espoir tout en restant conscient des problèmes qui nous entourent.

ASSASSIN :

"Le Futur que Nous Réserve-t-il ?" (Vol1&2)

Disponible en CD/LP/K7
(ASSASSIN PRODUCTIONS-DELABEL)

PEUR D'UNE RACE !

(...) trop de faits racistes ont marqué la vie de L'homme et L'économie de nos jours perpétue une vision qui n'est pas bonne, des a priori sur son prochain par un conditionnement,

L'UNITE des HOMMES serait dangereuse pour certains gouvernements

Les problèmes entre Noirs et blancs à certains profite toujours

L'UNDERGROUND doit s'UNIR pour la guerre et L'AMOUR

toujours en action contre Les Nations fascistes, racistes,

La face cachée du Nationalisme ne peut pas comprendre

qu'un Noir ou un Arabe fasse de l'argent ils pensent "c'est un voleur ou un dealer", ah pauvres gens !

stéréotypés jusqu'à la moëlle,

ce genre de bâtards devant nous finissent à poil !

ALLIANCE d'idées, ALLIANCE de culture

Le métissage est notre force et force le futur,

essayons d'ouvrir les yeux à L'humanité avant qu'elle ne meurt,

Nous sommes d'abord des être HUMAIN avant d'être UNE COULEUR

ASSASSIN

(rockin'squat / doctor L - rockin'squat)